

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - INVESTISSEMENT
6ÈME RAPPORT POUR 2023**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	11
Annexe 1 - Fiches projets - Equipements sportifs de proximité	12
Annexe 2 - Fiches projets terrains synthétiques de grands jeux	132
Annexe 3 - Fiches projets - Rénovation équipements sportifs liés aux lycées	156
Annexe 4 - Fiche projet - Equipements piscines	161
Annexe 5 - Fiches projets - Equipements sportifs d'intérêt régional	165
Annexe 6 - Fiche projets et conventions Hors Cadre	180
Annexe 7 - Fiches projets minibus	218
Annexe 8 - Fiches projets modificatives	229

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Soutien aux équipements sportifs

Fondé sur l'article L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales, le présent rapport propose les affectations suivantes en autorisations de programme :

- **4 160 066,26 €** pour le soutien de **57** projets qui relèvent de la politique régionale « Équipements sportifs de proximité », présentés en annexe **1** à la présente délibération ;
- **1 152 101,57 €** pour le soutien de **10** projets qui relèvent de la politique régionale « Terrains synthétiques de grands Jeux », présentés en annexe **2** à la présente délibération ;
- **271 173,60 €** pour le soutien de **2** projets qui relève de la politique régionale « Equipements sportifs mis à disposition des lycées », présenté en annexe **3** à la présente délibération.
- **400 000 €** pour le soutien de **1** projet qui relève de la politique régionale « Plan régional Piscines Patinoires », présenté en annexe **4** à la présente délibération.
- **3 764 526 €** pour le soutien de **5** projets qui relèvent de la politique régionale « Equipements sportifs d'intérêt régional » présentés en annexe **5** à la présente délibération.

Les conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront toutes les modifications transversales, notamment la clause éthique (CP 2021-332), la révision 2023 du RBF (CR 2022-078), la charte de la visibilité (CP 2023-155) et les offres de stages (CR 08-16 modifiée).

Il vous est également proposé de soutenir, hors dispositif, **4** projets présentés en annexe **6** à la présente délibération pour un montant d'affectation de **1 500 000 €**.

Il sera procédé à des transferts d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 323 « Piscines », programme HP 323-001 « Piscines », action 13200101 « Plan piscines » :

- d'un montant de **2 924 762,19 €** vers l'action 13200305 « Equipements sportifs de proximité »,
- d'un montant de **271 173,60 €** vers l'action 13200304 « Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens »,
- d'un montant de **698 860,32 €** vers l'action 13200301 « Equipements sportifs de niveau régional », programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » du budget 2023.

Il sera par ailleurs procédé à des transferts d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs »,

-code fonctionnel 311 « Activités artistiques, actions et manifestations culturelles »,

- ✓ programme HP 311-001 « Aménagement des structures d'accueil », action 13100101 « Conservatoires et écoles de musique contrôlés », d'un montant de **151 300 €**,
- ✓ programme HP 311-002 « Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100201 « Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle », d'un montant de **62 328 €**,
- ✓ programme HP 311-004 « Fonds d'investissement pour la culture »,

- action 13100401 « Fonds d'investissement pour la culture », d'un montant de **345 511 €**,
- action 13100403 « Jeux vidéos », d'un montant de **205 200 €**,
- code fonctionnel 312 « Patrimoine »,
 - ✓ programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région »,
 - action 13101401 « Aide à l'acquisition d'œuvres d'art et enrichissement des collections publiques », d'un montant de **30 000 €**,
 - action 13101403 « Construction, rénovation et aménagement des musées », d'un montant de **164 397 €**,
 - action 13101404 « Aide à l'acquisition d'œuvres d'art pour le fonds régional d'art contemporain et à leur conservation », d'un montant de 5 000 €,
 - action 13101406 « Fonds régional photographique et audiovisuel », d'un montant de **161 400 €**,
 - code fonctionnel 313 « Bibliothèques, médiathèques »,
 - ✓ programme HP 313-016 « Actions en faveur du livre et de la lecture »,
 - action 13101602 « Construction et aménagement de médiathèques », d'un montant de **771 719,16 €**,

vers l'action **13200301 « Equipements sportifs de niveau régional »**, programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » du budget 2023.

2. Plan minibus régional

Il est proposé d'affecter un montant de **94 000 €** d'autorisation de programme pour le soutien de **5** projets qui relèvent de la politique régionale « Aide à l'acquisition de minibus pour les structures sportives franciliennes », adoptée par la délibération n° CP 2023-020 du 25 Janvier 2023. Les fiches projets vous sont présentées en annexe **7** à la présente délibération.

3. Affectation pour les travaux du Grand CREPS

Par délibérations CP 2019-203 du 20 novembre 2019 et CP 2021-039 du 21 janvier 2021, la Région a engagé une vaste opération de restructuration et d'extension du Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive d'Île-de-France (CREPS). Les travaux ont démarré en septembre 2022 pour se terminer en février 2024, afin de permettre à l'établissement d'accueillir des délégations sportives au titre de sa désignation en tant que Centre de Préparation aux Jeux (CPJ) dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. Il vous est proposé d'affecter un montant d'autorisations de programme de **1 700 000 €** nécessaire pour poursuivre les travaux de l'opération Grand CREPS. Ce montant est lié aux aléas du chantier et révisions de prix de l'opération.

Il sera procédé à des transferts d'autorisations de programme d'un montant de :

- ✓ **150 000 €** disponibles sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 348 « Autres », programme HP 348-003 « Projets de territoires Jeunesse et Développement social », action 13400301 « Soutien aux structures d'accueil aux jeunes en rupture familiale » ;
- ✓ **116 400 €** disponibles sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 348 « Autres », programme HP 348-003 « Projets de territoires Jeunesse et Développement social », action 13400302 « Soutien aux grands acteurs de la solidarité » ;
- ✓ **705 049,51 €** disponibles sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 323 « Piscines », programme HP 323-001 « Piscines », action 13200101 « Plan piscines » ;

✓ **530 000 €** disponibles sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes », programme HP 338-001 « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300102 « Accessibilité des îles de loisirs aux personnes en situation de handicap » ;

✓ **8 759,49 €** disponibles sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes », programme HP 338-001 « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300101 « Investissement dans les îles-de-loisirs » ;

✓ **189 791 €** disponibles sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », programme HP 325-003 « Équipements sportifs d'intérêt régional », action 13200302 « Achat d'équipements en faveur du handisport » ;

vers l'action 13200201 « CREPS d'Île-de-France », programme HP 324-002 « Centres de formation sportifs », code fonctionnel 324 « Centres de formation sportifs » du chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » du budget 2023.

4. Modifications de fiches projets

Le présent rapport propose de faire voter deux fiches projets modificatives :

- Dossier n° EX072182 voté en faveur des Ecuries de Ronquerolles par délibération n° CP 2023-160 du 1er juin 2023. Par suite d'une erreur matérielle, il convient de modifier la date de démarrage des travaux mentionnée dans la fiche projet. Les autres stipulations restent inchangées.

- Dossier n° EX069365 voté en faveur de Versailles par délibération n° CP 2022-410 du 10 novembre 2022. Le bénéficiaire a informé la Région de difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet et sollicité une modification du contenu du projet. Dès lors, il vous est présenté une fiche projet modificative intégrant un plan de financement, une base subventionnable et un taux d'intervention modifiés, sans incidence sur le montant de la subvention.

Les fiches projets modifiées vous sont présentées en annexe **8** à la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 17 NOVEMBRE 2023

POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - INVESTISSEMENT

6ÈME RAPPORT POUR 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du sport ;

VU la délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 modifiée portant les nouvelles ambitions pour le sport en Île-de-France – Première partie ;

VU la délibération n° CP 2019-503 du 20 novembre 2019 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – 6^{ème} rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-028 du 31 janvier 2020 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France - 1^{er} rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-160 du 1^{er} juillet 2020 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – 3^{ème} rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-499 du 18 novembre 2020 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Investissement – 7^{ème} rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2021-039 du 21 janvier 2021 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France - 1^{er} rapport pour 2021 ;

VU la délibération n° CP 2021-144 du 1^{er} avril 2021 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France - 2^{ème} rapport pour 2021 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2022-012 du 28 janvier 2022 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France - 1^{er} rapport pour 2022 ;

VU la délibération n° CP 2022-106 du 23 mars 2022 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France - 2^{ème} rapport pour 2022 ;

VU la délibération n° CP 2022-190 du 20 mai 2022 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France - 3^{ème} rapport pour 2022 ;

VU la délibération n° CP 2022-410 du 10 novembre 2022 relative à la politique régionale en faveur

du sport en Île-de-France – investissement – 6^{ème} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-020 du 25 janvier 2023 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – investissement - 1^{er} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-091 du 29 mars 2023 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – investissement - 2^{ème} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2023-160 du 1^{er} juin 2023 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – investissement – 3^{ème} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-230 du 5 juillet 2023 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – fonctionnement et investissement – 4^{ème} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-322 du 21 septembre 2023 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – investissement – 5^{ème} rapport pour 2023 ;

VU le budget de la Région Ile-de-France 2023 ;

VU l'avis de la commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-363 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien aux équipements sportifs

1. Equipements sportifs de proximité

Décide de participer au titre du dispositif « Équipements sportifs de proximité » au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe **1** à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **4 160 066,26 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2022-190 du 20 mai 2022 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **4 160 066,26 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », au titre du programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », action « Équipements sportifs de proximité » (13200305) du budget régional 2023.

2. Terrains synthétiques de grand jeux

Décide de participer au titre du dispositif « Terrains synthétiques de grand jeux » au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe **2** à la présente délibération par

l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **1 152 101,57 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2020-028 du 31 janvier 2020 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 152 101,57 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », au titre du programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », action « Équipements sportifs de proximité » (13200305) du budget régional 2023.

3. Equipements sportifs mis à disposition des lycées

Décide de participer au titre du dispositif « Equipements sportifs mis à disposition des lycées » au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe **3** à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **271 173,60 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2022- 012 du 28 janvier 2022 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **271 173,60 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », au titre du programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt régional », action « Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens » (13200304) du budget régional 2023.

4. Plan régional Piscines Patinoires

Décide de participer au titre du dispositif « Plan régional Piscines Patinoires » au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe **4** à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel total de 400 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2023-322 du 21 septembre 2023 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **400 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 323 « Piscines », au titre du programme HP 323-001 « Piscines », action « Plan Piscines » (13200101) du budget régional 2023.

5. Equipements sportifs d'intérêt régional

Décide de participer au titre du dispositif « Equipements sportifs d'intérêt régional » au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe **5** à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **3 764 526 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2020-028 du 31 janvier 2020 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **3 764 526 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », au titre du programme HP 325-003 « Equipements sportifs d'intérêt

régional », action « Equipements sportifs d'intérêt régional » (13200301) du budget régional 2023.

6. Hors dispositif

Décide d'attribuer des subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 500 000 €** pour le financement des projets détaillés dans les fiches projets, présentés en annexe 6 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions spécifiques, présentées en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **1 000 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 325-003, action « Equipements sportifs d'intérêt régional » (13200301) du budget régional 2023.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **500 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 325-003, action « Équipements sportifs de proximité » (13200305) du budget régional 2023.

Article 2 : Plan minibus régional

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à l'acquisition de minibus pour les structures sportives franciliennes » au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe 7 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **94 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « Acquisition d'un minibus pour les structures franciliennes » adoptée par délibération n° CP 2023-322 du 21 septembre 2023 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **94 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 32 « Sports » (autres que scolaires), au titre du programme HP 325-003, action « Equipements sportifs de niveau régional » (13200305) du budget régional 2023.

Article 3 : Démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Article 4 : CREPS d'Ile-de-France

Affecte une autorisation de programme de **1 700 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », sous-fonction 32 « Sports (autres que scolaires) », code fonctionnel 324 « Centre de formation sportifs », au titre du programme HP 324-002 «

Centres de formations sportifs », action « CREPS d'Ile-de-France » (13200201) du budget régional 2023.

Article 5 : Modification de deux fiches projets

Approuve les fiches projets modifiées n° EX072182 et n° EX069365 en faveur des Ecuries de Ronquerolles (95) et de la commune de Versailles (78) telles qu'elles figurent en annexe **8** à la présente délibération.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Fiches projets - Equipements sportifs de proximité

DOSSIER N° EX077960 - BOISSISE-LE-ROI (77) - rénovation de l'éclairage du dojo -

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	4 042,00 € HT	19,99 %	808,00 €
Montant total de la subvention			808,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOISSISE-LE-ROI

Adresse administrative : RUE CHATEAU
77310 BOISSISE-LE-ROI

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame VERONIQUE CHAGNAT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de l'éclairage du dojo.

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la commune souhaite la rénovation de l'éclairage pour les vacances de la Toussaint, afin de limiter l'impact sur les pratiquants.

Description :

La commune de Boissise-le-Roi souhaite rénover l'éclairage du dojo.

Dans le cadre des économies d'énergie indispensable de réaliser compte tenu des coûts de consommation, la commune souhaite moderniser les éclairages en place depuis la construction des bâtiments.

Les espaces sportifs seront d'autant mieux éclairés avec des dalles led qu'avec les anciens éclairages, pour le confort des pratiquants.

Les travaux sollicités comprennent :

- le remplacement des projecteurs existants par la mise en place d'éclairages LED moins énergivores et offrant un meilleur rendu de couleurs;
- l'amélioration des conditions d'entraînement des personnes utilisatrices du site (établissements scolaires, clubs sportifs, individuels).

Actuellement la puissance installée par luminaire est de 250 W. La puissance en led par luminaire sera

ensuite de 87 W.

L'économie dégagée grâce à la réalisation de ces travaux est de 65%, soit une baisse très conséquente de la facture énergétique pour le dojo.

Détail du calcul de la subvention :

Réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif:

Montant HT des travaux : 4 042 €

Montant HT plafond des travaux éligibles : 4 042 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 19,99 %

Montant de la subvention appliquée : 808 €

Le montant de la subvention totale appliquée représente 19,99 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- BOISSISE-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	672,00	16,63%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	3 370,00	83,37%
Total	4 042,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	809,00	20,01%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	808,00	19,99%
Autres subventions publiques (préciser)	2 425,00	60,00%
Total	4 042,00	100,00%

DOSSIER N° EX077964 - BOISSISE LE ROI (77) - reconstruction de 4 courts de tennis extérieurs -

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	130 384,40 € HT	15,00 %	19 557,56 €
Montant total de la subvention			19 557,56 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOISSISE-LE-ROI

Adresse administrative : RUE CHATEAU
77310 BOISSISE-LE-ROI

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame VERONIQUE CHAGNAT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : reconstruction de 4 courts de tennis extérieurs.

Dates prévisionnelles : 1 mai 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la commune souhaite la reconstruction de 4 courts de tennis extérieurs en mai et juin 2023, afin de limiter l'impact sur les pratiquants.

Description :

La commune de Boissise-le-Roi souhaite réaliser la reconstruction des 4 courts de tennis extérieur ainsi que la clôture.

Les terrains de tennis extérieurs de la commune situés rue du Château sont fortement dégradés avec le temps (nombreuses fissures). La qualité de jeu pour les joueurs s'en ressent. Il y a un risque de blessure à force avec ces fissures. La clôture est, elle aussi, en mauvais état et nécessite d'être refaite dans sa totalité. Les portes ferment mal, la clôture est rouillée et dangereuse.

Une réfection n'est pas possible compte tenu de l'état actuel du sol et la commune a opté pour une reconstruction complète pour assurer une pérennité dans le temps.

Le club de tennis accueille de nombreux joueurs et souhaite développer son activité en lien avec le milieu scolaire. Des créneaux sont réservés pour les enfants afin de les fidéliser et leur permettre de se perfectionner.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 133 764,40 €

Montant HT des travaux éligibles : 130 384,40 € (sont exclus les frais de dépose et de démolition)

Taux maximum ciblé dans le RI : 15 %

Montant de la subvention appliquée : 19 557,66 €

Le montant de la subvention appliquée représente 15% du montant HT des travaux éligibles, soit 14.62% du montant total HT du projet.

Localisation géographique :

- BOISSISE-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	5 700,00	4,26%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	126 274,40	94,40%
Etudes et maîtrise d'œuvre	1 790,00	1,34%
Total	133 764,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	100 830,40	75,38%
Subvention Région Ile-de-France proposée	19 557,56	14,62%
Participation Ligue ou Fédération	13 376,44	10,00%
Total	133 764,40	100,00%

**DOSSIER N° EX078037 - BOULOGNE-BILLANCOURT (92) : Réhabilitation du Gymnase Dôme
comprenant la salle d'escrime, les vestiaires et l'éclairage.**

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	875 000,00 € HT	26,86 %	235 000,00 €
Montant total de la subvention			235 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT

Adresse administrative : 26 AVENUE ANDRE MORIZET
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur PIERRE-CHRISTOPHE BAGUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réhabilitation du Gymnase Dôme comprenant la salle d'escrime, les vestiaires et l'éclairage.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la ville de Boulogne souhaite la finalisation des travaux de l'ensemble du projet avant l'année 2026, afin de permettre de nouvelles activités pour les pratiquants.

Description :

La commune de Boulogne souhaite réhabiliter le gymnase Dôme.

Les travaux de rénovation comprennent la réhabilitation des vestiaires, la mise aux normes de la salle en installant un ensemble de pistes d'escrime, conforme aux normes de la Fédération Française d'Escrime. L'opération comprend également la mise en place d'un sol amortissant avec une surface antidérapante, la réhabilitation des vestiaires et une reprise de l'éclairage.

La section escrime de l'ACBB pourra utiliser cet équipement et favoriser ainsi une pratique mixte et féminine.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou construction de salles spécialisées

Montant HT des dépenses : 574 613 €

Montant HT du plafond des dépenses éligibles : 500 000 € (sont exclus les frais liés à la dépose et l'évacuation).

Taux d'intervention maximum RI : 20%

Montant de la subvention proposée : 100 000 €

Type opération : Réhabilitation des vestiaires

Montant HT des dépenses : 361 343 €

Montant HT du plafond des dépenses éligibles : 300 000 €

Taux d'intervention maximum RI : 40%

Montant de la subvention proposée : 120 000 €

Type d'opération : réhabilitation de l'éclairage

Montant HT des dépenses : 94 670 €

Montant HT du plafond des dépenses éligibles : 75 000 €

Taux d'intervention maximum RI : 20%

Montant de la subvention proposée : 15 000 €

La participation régionale de 235 000 € représente 26,86% des dépenses éligibles, soit 22,80% du coût global du projet.

Localisation géographique :

- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réhabilitation des vestiaires	361 343,00	35,06%
Réhabilitation de la salle d'escrime	574 613,00	55,75%
Réhabilitation de l'éclairage	94 670,00	9,19%
Total	1 030 626,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	235 000,00	22,80%
Subvention Etat (sollicitée)	100 000,00	9,70%
Subvention Département (sollicitée)	100 000,00	9,70%
Fonds de la commune	595 626,00	57,79%
Total	1 030 626,00	100,00%

DOSSIER N° EX078127 - SOISY-SOUS-MONTMORENCY (95) : construction d'un court de tennis couvert et réhabilitation de 4 courts extérieurs

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	1 635 271,00 € HT	10,00 %	163 527,10 €
	Montant total de la subvention		163 527,10 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SOISY SOUS MONTMORENCY
Adresse administrative : 2 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
95230 SOISY SOUS MONTMORENCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Luc STREHAIANO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un court de tennis couvert et réhabilitation de 4 courts extérieurs

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune souhaite finaliser le projet pour une ouverture dès la rentrée scolaire 2024. Un rétroplanning a été établi en ce sens.

Description :

Le site du tennis club est composé aujourd'hui de sept courts extérieurs, deux courts couverts, deux courts d'entraînement extérieurs et d'un club house.

Le nouveau court de tennis couvert sera construit en prolongement des deux courts couverts en résine existants, via une extension du bâtiment.

Les 4 courts de tennis extérieurs sont très détériorés et sont devenus impraticables. Une réfection totale est prévue.

Les travaux consisteront en la dépose des clôtures, grillages et équipements existants (filets, bancs, chaises...), au rabotage du terrain en terre battue et à la démolition des terrains en « durs ». De nouvelles couches d'infrastructure en enrobé calcaire seront mises en place ainsi qu'une couche de finition en enrobé porphyre sur des épaisseurs de 3 cm chacune.

Un revêtement synthétique coloré sera posé sur les quatre courts. Il sera procédé aux traçages en résine blanche ainsi qu'à la pose de nouveaux poteaux de clôture et grillages et à l'installation des nouveaux équipements.

L'objectif des travaux est d'offrir aux adhérents du club de tennis de Soisy un court couvert supplémentaire afin d'accroître son attractivité et de répondre à l'attente des usagers.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération 1 : construction d'un équipement couvert

Montant HT des travaux : 1 246 931 €

Montant HT des travaux éligibles : 1 226 931 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de dépose et de démolition d'un montant de 20 000 € HT)

Taux maximum ciblé dans le RI : 10 %

Montant de la subvention proposée : 122 693.10 €

Type d'opération 2 : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 451 265 €

Montant HT des travaux éligibles : 408 340 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de dépose et de démolition, espaces verts et imprévus d'un montant de 42 925 € HT)

Taux maximum ciblé dans le RI : 15 %

Taux d'intervention ramené à : 10%

Montant de la subvention proposée : 40 834 €

Pour le projet (opération 1 et opération 2)

Montant HT du projet : 1 698 196 €

Montant HT des travaux éligibles du projet: 1 635 271 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de dépose et de démolition)

Taux d'intervention du projet : 10%

Montant de la subvention proposée du projet : 163 527.10 €

Le montant de la subvention appliquée représente 10 % du montant HT des travaux éligibles, soit 10.66% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- SOISY-SOUS-MONTMORENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 439 961,00	93,86%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	13 332,00	0,87%
Etudes et maîtrise d'œuvre	80 906,00	5,27%
Total	1 534 199,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	946 122,90	61,67%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	163 527,10	10,66%
Subvention Département (sollicitée)	424 549,00	27,67%
Total	1 534 199,00	100,00%

DOSSIER N° EX078149 - ALFORTVILLE (94) : réhabilitation du Palais des sports et de la salle Delmas

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	2 000 000,00 € HT	7,50 %	150 000,00 €
Montant total de la subvention			150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ALFORTVILLE
Adresse administrative : PLACE FRANCOIS MITTERRAND
94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Luc CARVOUNAS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du Palais des sports et de la salle Delmas

Dates prévisionnelles : 15 février 2023 - 7 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Vu l'arrêté du 30 juin 2021 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle suite à la tempête du 19 juin 2021, qui a causé des dégâts considérables sur les équipements municipaux, et notamment le Palais des sports et la salle Delmas, la commune souhaite réaliser les travaux de sécurisation, de mise aux normes et de rénovation de ces équipements sportifs au plus tôt, pour une mise en service en 2024.

Description :

Le projet s'inscrit dans une programmation de rénovation globale intérieure du Palais des sports et de la salle de tennis couverte "dite "salle Delmas", y compris des désordres structurels mis à jour après la tempête de juin 2021.

Le projet porte sur :

-Les études et réparations structurelles permettant la réouverture ainsi que les interventions indispensables à la poursuite d'activité.

-Les travaux de rénovation :

- les vestiaires et les sanitaires sous gradins
- le remplacement du revêtement de sol sportif suite à l'inondation de juin 2021.
- la mise en peinture globale de la grande halle et le ravalement complet
- le remplacement de la cloison mobile entre le Palais des sports et la salle Delmas afin de pouvoir

organiser de grands événements dans cet équipement.

-Des travaux de rénovation énergétique sont également prévus. Un diagnostic a été réalisé en janvier 2022 montrant une réduction potentielle des dépenses énergétiques de – 50 % :

- isolation par l'extérieur de tous les murs extérieurs
- isolation du plancher bas
- isolation de la toiture par l'extérieur
- modification du système d'éclairage
- remplacement des menuiseries existantes
- remplacement des panneaux en polycarbonate

- Des travaux d'accessibilité sont également prévus, notamment au niveau de l'aménagement des vestiaires publics et arbitres, par la création de sanitaires PMR et par le traitement des accès extérieurs pour respecter la continuité de la chaîne de déplacement.

- La transformation du court de tennis couvert Delmas en salle de pratique sportive scolaire comprend :

- la mise en peinture globale de la salle de pratique sportive
- le remplacement de la cloison mobile entre le Palais des sports et la salle Delmas afin de pouvoir organiser de grands événements dans cet équipement.
- la mise en place d'un revêtement de sol adapté à la pratique scolaire.

Publics

Les établissements scolaires et l'association USA Basket.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation et construction d'un équipement couvert

Montant HT des travaux : 3 234 391 €

Montant HT des travaux éligibles : 3 014 033 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de dépose, démolition d'un montant de 220 358 € HT)

Plafond HT des travaux éligibles : 2 000 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 10 %

Taux d'intervention ramené à : 7.5 %

Montant de la subvention proposée : 150 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 7.5 % du montant HT des travaux éligibles, soit 4.64 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	3 084 391,00	95,36%
Etudes et maîtrise d'œuvre	150 000,00	4,64%
Total	3 234 391,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	1 351 810,65	41,79%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	150 000,00	4,64%
Subvention Etat (sollicitée)	1 200 000,00	37,10%
Métropole Grand Paris	400 000,00	12,37%
Remboursement Assurance Catastrophe Naturelle	132 580,35	4,10%
Total	3 234 391,00	100,00%

DOSSIER N° EX078159 - VIARMES (95) : construction d'un nouveau gymnase

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	2 000 000,00 € HT	10,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIARMES

Adresse administrative : PLACE PIERRE SALVI
95270 VIARMES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Olivier DUPONT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un nouveau gymnase

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 1 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune souhaite pouvoir ouvrir l'équipement pour la rentrée scolaire 2024/2025. Un rétroplanning a été établi en ce sens.

Description :

La municipalité souhaite proposer à ses habitants un nouvel équipement sportif afin de mieux répondre aux besoins des pratiques sportives de loisirs et à vocation d'enseignement de l'EPS.

L'équipement sportif sera composé de:

- 1 salle multisports de 1 550m² avec gradin de 100 places et des tracés pour la pratique du roller hockey, du badminton, du basket-ball, du handball et du volley-ball;
- Le sol sera un lino sportif souple spécialement adapté au roller hockey;
- 1 Mur d'escalade d'une hauteur de 9m;
- des cibles de Tir à l'arc situées en hauteur.

Une homologation est envisagée pour un niveau de pratique départementale, voire régionale (roller Hockey).

Publics cibles

Scolaires: primaires, collèges

Clubs locaux avec pratique mixte : roller hockey, sports co, gymnastique volontaire, tir à l'arc.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : construction ou réhabilitation d'un équipement couvert

Montant HT des travaux : 3 986 441 €

Montant HT des travaux éligibles : 3 752 295 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de démolition, désamiantage, clôtures, espaces verts, voirie d'un montant de 234 146 € HT)

Plafond HT des travaux : 2 000 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 10 %

Montant de la subvention proposée : 200 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 10 % du montant HT des travaux éligibles, soit 5.02 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- VIARMES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	3 444 821,50	86,41%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	230 977,00	5,79%
Etudes et maîtrise d'œuvre	310 642,50	7,79%
Total	3 986 441,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	1 195 932,30	30,00%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	200 000,00	5,02%
Subvention Etat (sollicitée)	1 540 508,70	38,64%
Subvention Département (sollicitée)	1 050 000,00	26,34%
Total	3 986 441,00	100,00%

DOSSIER N° EX078235 - BREUILLET (91) : rénovation de l'éclairage de l'aire sportive de pétanque

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	8 620,00 € HT	20,00 %	1 724,00 €
Montant total de la subvention			1 724,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BREUILLET

Adresse administrative : 42 GRANDE RUE
91650 BREUILLET

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Véronique MAYEUR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de l'éclairage de l'aire sportive de pétanque.

Dates prévisionnelles : 1 mars 2024 - 30 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'objectif de cette opération est de permettre aux adhérents du club de pétanque de Breuillet d'évoluer dans de meilleures conditions de pratique sportive et également de répondre au cahier des charges exigé pour l'organisation de compétitions nationales, notamment la Coupe de France.

Dans le cadre de sa politique sportive, la ville de Breuillet souhaite soutenir son tissu associatif sportif local. Notamment son club de pétanque, qui ces dernières années a glané de très nombreux trophées au niveau départemental, régional et qualification au niveau national de plusieurs de ses équipes.

Pour ce faire, il a été effectué un bilan de l'état actuel de l'éclairage du terrain de pétanque principal. Il a été convenu que ce dernier devait être modernisé tant pour le confort des usagers que pour répondre aux normes fédérales.

Il est donc prévu de moderniser et rénover l'éclairage existant de cet équipement sportif de la plaine des sports lors du premier trimestre 2024.

Détail du calcul de la subvention :

Réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif :

Montant HT des travaux : 8 889 €

Montant HT des travaux éligibles : 8 620 € (sont exclus les frais liés à la dépose)

Taux maximum ciblé dans le RI : 20 %

Montant HT de la subvention appliquée : 1 724 €

Le montant de la subvention totale appliquée représente 20% du montant HT des travaux éligibles et 19,39% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- BREUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	8 889,00	100,00%
Total	8 889,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	7 165,00	80,61%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	1 724,00	19,39%
Total	8 889,00	100,00%

DOSSIER N° EX078295 - BALLAINVILLIERS (91) : construction d'un équipement multisports

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BALLAINVILLIERS

Adresse administrative : 3 RUE DU PETIT BALLAINVILLIERS
91160 BALLAINVILLIERS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame STEPHANIE GUEU VIGUIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un équipement multisports.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 30 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune souhaite finaliser les travaux avant la fin de l'année 2023 afin de permettre de nouvelles activités sportives aux nouveaux bénéficiaires.

Description :

La commune de Ballainvilliers dispose d'équipements sportifs sur son territoire mais ces derniers sont des équipements couverts, au sein d'espaces clos, accessibles quasi exclusivement aux adhérents des clubs et associations sportifs. Certaines disciplines ne peuvent pas être pratiquées sur le territoire, faute d'équipement adapté ou de créneaux disponibles, malgré des sollicitations multiples de la part des habitants. C'est le cas notamment pour le basket ou encore le handball.

Ces différents plateaux sportifs seront inclusifs et accessibles à tous les publics, sportifs amateurs ou réguliers, pour tous les âges, avec un accès direct et simple à une diversité d'activités. Il s'agit moins de performances que de pratique régulière et adaptée, que de se retrouver, se dépenser, améliorer son état de santé physique et morale.

Le projet d'équipement comprend la construction d'un plateau multisports extérieurs :

- Un plateau de handball-football et volley-ball, composé d'un revêtement en gazon synthétique et d'une dimension de 42 mètres de long sur 22 mètres de large ;
- Un plateau de basket, composé d'un revêtement synthétique (de type résine acrylique ou revêtement souple) et d'une dimension de 31,5 mètres de long sur 17 mètres de large ;
- Un plateau de deux terrains de padel, composé d'un revêtement en gazon synthétique semi-sablé et aux

dimensions règlementaires fixées par la Fédération Française de Tennis (FFT).

- Un espace de jeux composé d'une table de tennis de table et une table de teqball, accessible aux fauteuils roulants.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 495 997,95 €

Montant HT des travaux éligibles avec plafond : 200 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %

Montant de la subvention proposée : 100 000 €

Le montant de la subvention totale appliquée représente 50% du montant HT des travaux éligibles, soit 20,16% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- BALLAINVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	495 997,95	100,00%
Total	495 997,95	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	190 163,95	38,34%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	100 000,00	20,16%
Agence Nationale pour le Sport	205 834,00	41,50%
Total	495 997,95	100,00%

DOSSIER N° EX078312 - TREMBLAY EN FRANCE (93) : réhabilitation des vestiaires du parc des sports

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	300 000,00 € HT	21,98 %	65 946,96 €
Montant total de la subvention			65 946,96 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TREMBLAY-EN-FRANCE

Adresse administrative : 18 BOULEVARD DE L HOTEL DE VILLE
93290 TREMBLAY EN FRANCE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Francois ASENSI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation des vestiaires du parc des sports.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet la commune de Tremblay en France souhaite la finalisation de cette opération avant le deuxième trimestre 2024 afin de limiter l'impact sur les pratiquants.

Description :

La commune de Tremblay-en-France est une commune qui permet d'offrir une pratique sportive diversifiée sur son territoire, la ville compte une quinzaine d'équipements sportifs dont le Parc des Sports Georges Prudhommes accueillant la Tribune du terrain d'honneur situé dans le quartier Les Cottages (quartier essentiellement pavillonnaire), à proximité d'un groupe scolaire, d'un collège et d'un lycée général.

Cette installation a été inscrite et retenue dans le programme des centres d'entraînements aux Jeux Olympiques qui auront lieu du 26 juillet au 11 août 2024 et du 28 août au 8 septembre 2024 pour les paralympique.

Cette inscription doit prendre en compte le respect du cahier de charges liées aux centres d'entraînements. Plusieurs visites ont permis de préciser les attentes de Paris 2024 et de la FIFA pour l'accueil des équipes de football féminines et masculines olympiques.

La ville souhaite donc réaliser des travaux de réhabilitation globale de ce bâtiment et cette demande

concerne :

- la mise aux normes FIFA et PMR des 8 vestiaires
- la mise aux normes des 2 vestiaires arbitres

C'est dans le cadre de la réhabilitation des vestiaires que la commune sollicite l'aide de la Région Ile de France.

Les bénéficiaires seront les scolaires (Collège R. Descartes, Lycée Léonard De Vinci et 4 groupes scolaires élémentaires) et les associations sportives de la ville.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires

Montant HT des travaux : 671 554 €

Montant HT des travaux éligibles avec plafond : 300 000 €

Taux maximum RI : 40%

Taux sollicité : 21,98 %

Montant de la subvention proposée : 65 946,96 €

Le montant de la subvention représente 21,98% du montant HT des travaux éligibles, soit 9,82% du coût global du projet.

Localisation géographique :

- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	659 469,60	98,20%
Etudes et maîtrise d'œuvre	12 084,40	1,80%
Total	671 554,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	605 607,04	90,18%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	65 946,96	9,82%
Total	671 554,00	100,00%

DOSSIER N° EX078320 - MEAUX (77) : création de deux terrains de basket 3x3

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	44 121,46 € HT	30,00 %	13 236,44 €
Montant total de la subvention			13 236,44 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MEAUX

Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77100 MEAUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-François COPE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de deux terrains de basket 3x3.

Dates prévisionnelles : 1 mai 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune de Meaux souhaite finaliser les terrains de proximité avant la fin de l'année 2023 afin de proposer une nouvelle activité pour les pratiquants.

Description :

Dans le cadre de sa politique d'investissement et pour permettre une pratique du sport pour tous, Meaux travaille à proposer l'installation de nouveaux équipements sportifs de proximité en s'appuyant notamment sur sa labélisation Terres de jeux 2024.

Grâce à cette action, les usagers peuvent pratiquer une activité physique libre sur les équipements sportifs mis à disposition.

La présente demande de subvention concerne uniquement l'installation de terrains de basket dans le quartier Bazin.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : création d'équipements spécifiques extérieurs dédiés à la pratique du basket-ball 3x3

Montant HT des travaux: 44 121,46 €

Montant HT des travaux éligibles : 44 121,46 €

Taux d'intervention appliqué : 30% (pour ne pas dépasser les 80% de subvention publique car co financement Agence nationale du sport et Etat)

Montant de la subvention appliquée : 13 236,44 €

Le montant de la subvention appliquée représente 30% des dépenses éligibles HT et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	44 121,46	100,00%
Total	44 121,46	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	8 824,29	20,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	13 236,44	30,00%
Dotation Politique de la Ville (sollicitée)	13 236,44	30,00%
Agence Nationale pour le Sport	8 824,29	20,00%
Total	44 121,46	100,00%

DOSSIER N° EX078325 - MEAUX (77) : Création d'équipements sportifs de proximité au parc Chenonceau

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	63 461,73 € HT	20,00 %	12 692,35 €
Montant total de la subvention			12 692,35 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MEAUX

Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77100 MEAUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-François COPE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'équipements sportifs de proximité au parc Chenonceau.

Dates prévisionnelles : 31 mai 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune de Meaux souhaite finaliser les terrains de proximité avant la fin de l'année 2023 afin de proposer de nouvelles activités sportives pour les bénéficiaires.

Description :

Dans le cadre de sa politique d'investissement et pour permettre une pratique du sport pour tous, Meaux travaille à proposer l'installation de nouveaux équipements sportifs de proximité en s'appuyant notamment sur sa labélisation Terres de jeux 2024.

Grâce à cette action, les usagers peuvent pratiquer une activité physique gratuitement sur les équipements sportifs mis à disposition.

La demande porte sur la création d'équipements sportifs de proximité (street workout et éléments de fitness).

L'installation du futur équipement est envisagé au cœur de l'écosystème du quartier et répond aux enjeux de renouvellement, en se caractérisant par un équipement innovant, sûr et de qualité qui favorise la mise en réseau des acteurs du quartier, qu'ils soient sportifs ou non (établissements scolaires clubs, travailleurs sociaux, individus...).

Cet équipement sera évolutif et polyvalent, capable de s'adapter à différentes logiques de pratiques (compétition, loisirs, sport-santé...) et d'utilisateurs potentiels (scolaires, clubs...).

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : création d'équipements spécifiques extérieurs dédiés à la pratique du basket-ball 3x3

Montant HT des travaux: 63 461,73 €

Montant HT des travaux éligibles : 63 461,73 €

Taux d'intervention proposé : 20% (pour ne pas dépasser les 80% de subvention publique car co financement Agence nationale du sport et Etat)

Montant de la subvention appliquée : 12 692,35 €

Le montant de la subvention appliquée représente 20% des dépenses éligibles HT et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	63 461,73	100,00%
Total	63 461,73	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	12 692,35	20,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	12 692,35	20,00%
Subvention Etat (sollicitée)	19 038,52	30,00%
Agence Nationale pour le Sport	19 038,51	30,00%
Total	63 461,73	100,00%

DOSSIER N° EX078328 - MEAUX (77) : création de deux terrains de padel au sein du complexe sportif Tauziet

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	120 950,00 € HT	15,00 %	18 142,50 €
Montant total de la subvention			18 142,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MEAUX

Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77100 MEAUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-François COPE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de deux terrains de padel au sein du complexe sportif Tauziet.

Dates prévisionnelles : 1 mai 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune de Meaux souhaite finaliser les terrains de proximité avant la fin de l'année 2023 afin de proposer de nouvelles activités sportives pour les bénéficiaires.

Description :

Dans le cadre de sa politique d'investissement et pour permettre une pratique du sport pour tous, Meaux travaille à proposer l'installation de nouveaux équipements sportifs de proximité en s'appuyant notamment sur sa labélisation Terres de jeux 2024.

Grâce à cette action, les usagers peuvent pratiquer une activité physique gratuitement sur les équipements sportifs mis à disposition.

Afin d'innover et de créer une nouveauté, il a été choisi d'installer deux terrains de padel au niveau du complexe sportif Georges Tauziet.

L'installation du futur équipement est envisagé au cœur de l'écosystème du quartier et répond aux enjeux de renouvellement, en se caractérisant par un équipement innovant, sûr et de qualité qui favorise la mise en réseau des acteurs du quartier, qu'ils soient sportifs ou non (établissements scolaires clubs, travailleurs sociaux, individus...)

Cet équipement sera évolutif et polyvalent, capable de s'adapter à différentes logiques de pratiques (compétition, loisirs, sport-santé...) et d'utilisateurs potentiels (scolaires, clubs, individus...).

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux: 120 950 €

Montant HT des travaux éligibles : 120 950 €

Taux d'intervention appliqué : 15%

Montant de la subvention appliquée : 18 142,50 €

Le montant de la subvention appliquée représente 15% des dépenses éligibles HT et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	120 950,00	100,00%
Total	120 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	42 332,50	35,00%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	18 142,50	15,00%
Agence Nationale pur le Sport	60 475,00	50,00%
Total	120 950,00	100,00%

DOSSIER N° EX078377 - CHILLY MAZARIN (91) : construction d'un gymnase

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	2 000 000,00 € HT	10,00 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHILLY-MAZARIN

Adresse administrative : PLACE DU 8 MAI 1945
91380 CHILLY MAZARIN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Rafika REZGUI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un gymnase

Dates prévisionnelles : 4 septembre 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'évolution des coûts prévisionnels a plaidé pour un engagement sans retard de l'opération.

Description :

La ville de Chilly-Mazarin dispose actuellement de 2 gymnases, d'un complexe sportif Jesse Owens ainsi que d'une piscine. Ces équipements sont saturés, d'autant que plus de 2 100 enfants sont scolarisés sur la ville dans les écoles maternelles et élémentaires. Chilly-Mazarin accueille également un collège et le lycée Yourcenar situé sur la frontière avec Morangis qui sollicitent l'accès aux structures sportives de la ville.

Face à la pénurie d'équipements sportifs, la Ville a décidé la construction de différents équipements publics dont celle d'un gymnase, afin de renforcer et moderniser l'offre en structures sportives dans la commune.

L'équipement sera doté d'une salle multisports, d'un dojo, d'une salle de danse, d'un atelier vélo et d'un mur d'escalade. Pour le réaliser, la municipalité poursuit des objectifs ambitieux : la performance énergétique, l'utilisation de matériaux biosourcés et l'accessibilité à tous avec le label "Accessibilité-Handisport".

Le gymnase accueillera notamment les scolaires.

Détail du calcul de la subvention :

Réhabilitation ou construction d'un équipement couvert :

Montant HT des travaux : 4 298 512 €

Montant HT des travaux éligibles avec plafond (RI) : 2 000 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 10 %

Montant de la subvention appliquée : 200 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 10 % du montant HT des travaux éligibles (RI), soit 4,26 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- CHILLY-MAZARIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	4 300 000,00	91,49%
Etudes et maîtrise d'œuvre	400 000,00	8,51%
Total	4 700 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	2 538 025,00	54,00%
Subvention Région Ile-de-France	200 000,00	4,26%
Subvention Etat	500 000,00	10,64%
Subvention Département	1 461 975,00	31,11%
Total	4 700 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX078405 - MASSY (91) : rénovation d'un skate park

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	200 000,00 € HT	46,98 %	93 961,72 €
Montant total de la subvention			93 961,72 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MASSY

Adresse administrative : 1 AV DU GENERAL DE GAULLE
91300 MASSY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Nicolas SAMSOEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation d'un skate park.

Dates prévisionnelles : 1 février 2024 - 31 mai 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La rénovation du skatepark permettra une activité accessible à tous et adaptée aux différentes pratiques (skateboard, BMX, trottinette et roller) et aux différents niveaux de pratiques (débutant, confirmé, expert).

Cette rénovation permettra également de promouvoir les sports de glisse et répondre favorablement aux attentes des pratiquants locaux et ainsi accueillir des associations impliquées dans le sport de glisse.

La demande porte sur la création d'un skatepark polyvalent en béton composé d'un bowl, d'un streetpark et d'une zone big air.

Le projet prévoit une rénovation complète de la zone. Avec la partie glisse entièrement en béton, la rénovation de la rampe de 2,50m qui sera un atout pour la ville étant la seule dans le 91.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux: 626 411,50 €

Montant HT des travaux éligibles avec plafond : 200 000 €

Taux d'intervention appliqué : 46,98%
Montant de la subvention appliquée : 93 961,72 €

Le montant de la subvention appliquée représente 46,98% des dépenses éligibles HT et 15 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	626 411,50	100,00%
Total	626 411,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	532 449,78	85,00%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	93 961,72	15,00%
Total	626 411,50	100,00%

DOSSIER N° EX078414 - MEAUX (77) : réhabilitation d'un petit terrain de football

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	80 416,67 € HT	15,00 %	12 062,50 €
Montant total de la subvention			12 062,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MEAUX

Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77100 MEAUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-François COPE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation d'un petit terrain de football.

Dates prévisionnelles : 1 mai 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune de Meaux souhaite finaliser les terrains de proximité avant le début d'année 2024.

Description :

Dans le cadre de sa politique d'investissement et pour permettre une pratique du sport pour tous, Meaux travaille à proposer l'installation de nouveaux équipements sportifs de proximité en s'appuyant notamment sur sa labélisation Terres de jeux 2024.

Grâce à cette action, les usagers peuvent pratiquer une activité physique gratuitement sur les équipements sportifs mis à disposition.

Pour permettre une pratique du football sur un terrain extérieur et ce, quelles que soient les conditions météorologiques, il a été décidé le lancement du projet de création d'un petit terrain synthétique en lieu et place du terrain d'entraînement de football en terre battue.

L'installation du futur équipement est envisagé au cœur de l'écosystème du quartier et répond aux enjeux de renouvellement, en se caractérisant par un équipement innovant, sûr et de qualité qui favorise la mise en réseau des acteurs du quartier, qu'ils soient sportifs ou non (établissements scolaires clubs, travailleurs sociaux, individus...)

Cet équipement sera évolutif et polyvalent, capable de s'adapter à différentes logiques de pratiques (compétition, loisirs, sport-santé...) et d'utilisateurs potentiels (scolaires, clubs, individus...).

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux: 80 416,67 €

Montant HT des travaux éligibles : 80 416,67 €

Taux d'intervention appliqué : 15%

Montant de la subvention appliquée : 12 062,50 €

Le montant de la subvention appliquée représente 15% des dépenses éligibles HT et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	80 416,67	100,00%
Total	80 416,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	28 145,84	35,00%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	12 062,50	15,00%
Agence Nationale pour le Sport	40 208,33	50,00%
Total	80 416,67	100,00%

DOSSIER N° EX078550 - MASSY (91) : Rénovation du city stade Camus

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	200 000,00 € HT	21,38 %	42 769,26 €
Montant total de la subvention			42 769,26 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MASSY

Adresse administrative : 1 AV DU GENERAL DE GAULLE
91300 MASSY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Nicolas SAMSOEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du city stade Camus.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet la mairie de Massy souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2023 afin de limiter l'impact sur les bénéficiaires.

Description :

L'opération prévoit le changement du revêtement du city stade et la rénovation du terrain de basket de proximité.

Le city stade est équipé de deux buts de Football, son revêtement en gazon synthétique très abîmé.

Les zones disponibles du site seront optimisées pour la pratique de l'éveil et du renforcement musculaire.

Il sera également prévu de mettre en place une zone d'expression inclusive afin de diversifier le public du site.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux: 285 128,40 €

Montant HT des travaux éligibles avec plafond : 200 000 €
Taux d'intervention appliqué : 21,38%
Montant de la subvention appliquée : 42 769,26 €

Le montant de la subvention appliquée représente 21,38% des dépenses éligibles HT et 15% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	285 128,40	100,00%
Total	285 128,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	242 359,14	85,00%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	42 769,26	15,00%
Total	285 128,40	100,00%

DOSSIER N° EX078551 - MONTESSON (78) : création du citypark au parc des Sophoras

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	48 844,80 € HT	50,00 %	24 422,40 €
Montant total de la subvention			24 422,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTESSON

Adresse administrative : PLACE ROLAND GAUTHIER
78360 MONTESSON

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Nicole BRISTOL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création du citypark au parc des Sophoras.

Dates prévisionnelles : 19 avril 2023 - 29 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune de Montesson souhaite finaliser les terrains de proximité avant le premier trimestre 2024 afin de proposer de nouvelles activités aux bénéficiaires.

Description :

En matière de sport, Montesson est labellisée « Terre des jeux 2024 », cependant, la commune manque d'équipements sportifs de proximité à destination des jeunes, et en pratique libre.

La nouvelle équipe municipale a inscrit le développement des équipements sportifs de proximité comme un axe prioritaire de sa politique pour les toutes prochaines années.

Aussi, afin d'attirer les jeunes Montessonnais et de leur permettre d'exercer leurs activités sur le territoire communal, elle a décidé la réalisation de trois citypark (un pour chaque quartier), situés dans des lieux facilement accessibles en toute sécurité;

Cette demande porte sur le citypark de Sophoras qui sera composé d'un terrain de foot à 5 clos (24m x 12m), d'un terrain de basket extérieur et agrés.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux: 48 844,80€
Montant HT des travaux éligibles : 48 844,80 €
Taux d'intervention appliqué : 50%
Montant de la subvention appliquée : 24 422,40 €

Le montant de la subvention appliquée représente 50% des dépenses éligibles HT et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MONTESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	48 844,80	100,00%
Total	48 844,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	24 422,40	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	24 422,40	50,00%
Total	48 844,80	100,00%

DOSSIER N° EX078559 - SUCY EN BRIE (94) : création d'un terrain multisport et d'une zone de fitness au parc départemental du Morbras

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	155 551,40 € HT	22,30 %	28 120,88 €
Montant total de la subvention			28 120,88 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SUCY-EN-BRIE
Adresse administrative : 2 AVENUE GEORGES POMPIDOU
94371 SUCY EN BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Carole CIUNTU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un terrain multisport et d'une zone de fitness au parc départemental du Morbras.

Dates prévisionnelles : 1 mai 2023 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune de Sucy en Brie souhaite finaliser cette opération avant juillet 2023 afin de proposer des nouvelles activités sportives pendant les vacances scolaires.

Description :

La construction du terrain multisport et de la zone de fitness a pour objectifs principaux de favoriser la pratique du sport et de l'activité physique.

En effet, la construction d'installations sportives accessibles à tous encourage les habitants du quartier à participer à des activités sportives régulières.

Par ailleurs, ces équipements servent de point de rencontre pour les publics fréquentant le parc du Morbras, favorisant ainsi la mixité sociale.

Pour ce qui est du terrain multisport, il s'agit d'un terrain de 13 x 25 m, ossature en acier et remplissage avec des lames en plastique recyclé et 100 % recyclable pour la pratique du football et du basketball.

La zone de fitness sera répartie en deux espaces distincts, un combiné de street workout très complet proposant notamment des barres de traction, des barres parallèles, ou encore des échelles horizontales

et serpentines et un fit station proposant des agrès complémentaires.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des dépenses : 187 472,52 €

Montant HT des dépenses éligibles : 155 551,40 € (sont exclus les frais de décapage et de dépose).

Taux sollicité : 18,08%

Montant de la subvention proposée : 28 120,88 €

La participation régionale représente 18,08% des dépenses éligibles, soit 15% du coût global du projet.

Localisation géographique :

- ORMESSON-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	78 354,52	41,80%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	109 118,00	58,20%
Total	187 472,52	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	44 057,24	23,50%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	28 120,88	15,00%
Subvention Etat (sollicitée)	87 294,40	46,56%
Subvention Département (sollicitée)	28 000,00	14,94%
Total	187 472,52	100,00%

**DOSSIER N° EX078572 - OSNY (95) : réhabilitation de la plaine sportive de la chaussée Jules César
(Piste BMX - Pumptrack, Terrain basket 3 x 3, City-Stade, SWO, Vestiaires)**

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	1 300 000,00 € HT	26,15 %	340 000,00 €
	Montant total de la subvention		340 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'OSNY

Adresse administrative : 14 RUE WILLIAM THORNLEY
95520 OSNY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Michel LEVESQUE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation de la plaine sportive de la chaussée Jules César.

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 30 mai 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune souhaite mettre l'ensemble des équipements sportifs pour la saison estivale 2024. Un rétroplanning a été établi dans ce sens.

Description :

L'opération consiste d'une part en la réhabilitation des équipements sportifs existants :

- Piste et bâtiment de BMX

Transformer la butte de départ de 3.60m à 5.00m

Agrandir la longueur de la 1ère ligne de départ à 60m minimum.

Revoir le drainage des eaux pluviales, l'arrosage, la ligne d'arrivée, le marquage.

Réhabilitation de l'éclairage existant (minimum 100 lux en tous points du circuit)

Création d'un espace pilote pour accueillir les équipes en compétition (niveau division 2).

Construction d'un abri pour la prégrille, un aménagement spectateurs + main-courante

Construire un bâtiment (195 m² environ) accueillant les pilotes, les bénévoles et les parents. Bâtiment équipé d'un bureau d'environ 30 m², de 2 vestiaires H et F d'environ 46 m², d'une salle de musculation d'environ 24 m², d'un préau d'environ 32 m², d'un espace convivialité d'environ 36 m², d'un espace de stockage et de locaux techniques et de ménage.

Création des réseaux VRD du nouveau bâtiment

-Terrain de tir à l'arc

Construction d'un pas de cible à 70 m et réhabilitation des pas de tir à 50, 20 et 10m. Extension du pas de tir. Pose de gardes de protection le long de la chaussée J. César.

Classification fédérale : niveau régional

-Terrain de pétanque

Aménager un nouvel espace de pétanque d'une surface de 1400 m²

-Bâtiment sportif mutualisé entre les associations de Tir à l'arc, pétanque et boules lyonnaises

Reprise des éclairages existants

Aménagement paysager du site comprenant les cheminements entre les différentes zones, et les clôtures du BMX et Tir à l'arc

Création des réseaux VRD du nouveau bâtiment et adaptation des coffrets électriques.

Création d'un bâtiment associatif mutualisé d'environ 84 m² (associations de tir à l'arc, pétanque, boules lyonnaises) équipé d'une salle de convivialité partagé, de toilettes intérieurs et extérieurs et de locaux de stockage individuels.

Création de vestiaires sanitaires pour les pratiquants du site.

D'autre part l'opération consiste en la création d'équipements sportifs et de loisirs en accès libre implantés sur une partie de l'actuel terrain de football.

-Piste de Pumptrack

Construire un parcours VTT/Skate/Roller/trottinettes en accès libre en enrobé avec des circuits de niveau différent, d'une surface de 60X30m soit 1800m²

-Terrains multisports

Création de 2 terrains sportifs en accès libre

Football / Handball de dimension 12X24 m avec 2 buts de 2X3m sur un revêtement synthétique + 2 poteaux de volley-ball

Basket 3X3 avec 2 paniers de basket sur revêtement synthétique adapté à la pratique d'une surface de 600 m².

-Aire de fitness et Street Workout

Planter un espace de musculation et d'entretien corporel, d'une surface de 280 m².

Publics cibles

- Adhérents des associations (BMX/Tir à l'arc / Pétanque / Boules Lyonnaises).

- Pratiquants libres - Favoriser les mixités sociales, intergénérationnelle et de genre pour créer un espace convivial et accessible à tous.

- Scolaires et Extrascolaires provenant des écoles et collège du secteur mais également des accueils de loisirs et centres sociaux (la plaine sportive se situe à 500m d'un quartier QPV - Le Moulinad et 500m d'un quartier en veille active - La Ravinière.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération 1 : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur : BMX Pumptrack

Montant HT des travaux : 929 781.51€

Plafond HT des travaux éligibles : 800 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 15 %

Montant de la subvention proposée : 120 000 €

Type d'opération 2 : acquisition ou création ou réhabilitation d'équipements spécifiques extérieurs dédiés

à la pratique basket-ball 3 x 3

Montant HT des travaux : 40 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %

Montant de la subvention proposée : 20 000 €

Type d'opération 3 : réhabilitation ou construction d'équipements sportifs en accès libre : city stade et aggrès sportifs type SWO

Montant HT des travaux : 160 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %

Montant de la subvention proposée : 80 000 €

Type d'opération 4 : réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires : bâtiment

Montant HT des travaux : 724 349.40€

Plafond HT des travaux éligibles : 300 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 40 %

Montant de la subvention proposée : 120 000 €

Projet global (opérations 1+2+3+4)

Montant HT du projet global : 2 526 316.61 €

Plafond HT des travaux éligibles du projet global : 1 300 000 € (sont exclues les dépenses relatives aux aléas, révision 10%, études..)

Taux d'intervention appliqué au projet global : 26.15 %

Montant de la subvention proposée au projet global : 340 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 26.15% du montant HT des travaux éligibles, soit 13.46 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- OSNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	2 135 475,10	84,53%
Maîtrise d'œuvre	111 650,00	4,42%
Etudes (géomètre, sondage des sols...)	61 699,00	2,44%
Aléas/révision 10%	213 547,51	8,45%
Avenant rémunération MOE	3 945,00	0,16%
Total	2 526 316,61	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	892 160,45	35,31%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	340 000,00	13,46%
Subvention Etat DSIL (sollicitée)	80 000,00	3,17%
Subvention Département (sollicitée)	479 058,36	18,96%
ANS	135 097,80	5,35%
Agglomération Cergy-Pontoise	600 000,00	23,75%
Total	2 526 316,61	100,00%

DOSSIER N° EX078638 - VILLENEUVE-LA-GARENNE (92) : création d'un skatepark au sein du centre sportif Philippe Cattiau

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE-LA-GARENNE

Adresse administrative : 28 AV DE VERDUN
92390 VILLENEUVE LA GARENNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Pascal PELAIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un skatepark au sein du centre sportif Philippe Cattiau.

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune de Villeneuve la Garenne souhaite finaliser l'opération avant la période estivale 2024 afin de proposer de nouvelles activités sportives aux bénéficiaires.

Description :

L'objectif de ce projet est de permettre d'offrir aux usagers une installation de sports de glisse accessible par tous les temps, toute l'année sur la commune de Villeneuve la Garenne.

Les skatepark font partie depuis quelques années du paysage urbain. Néanmoins de nombreuses communes voient leurs jeunes habitants pratiquer ces sports de glisse dans les rues, faute de disposer d'infrastructures adaptées.

C'est en ce sens que la municipalité envisage de créer un skatepark, comme lieu de pratique de sports de glisse mais également comme un véritable point de rencontre et d'échanges.

Le skatepark viendra compléter le centre sportif, doté d'un terrain synthétique avec éclairage, d'un terrain engazonné, d'une salle omnisports, de 3 dojos, d'une salle de musculation et d'une salle polyvalente.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 255 219,91 €

Montant HT des travaux éligibles avec plafond : 200 000 €

Taux d'intervention appliqué : 50%

Montant de la subvention appliquée : 100 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 50% des dépenses éligibles HT et 39,18% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- VILLENEUVE-LA-GARENNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	221 724,91	86,88%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	33 495,00	13,12%
Total	255 219,91	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	53 131,95	20,82%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	100 000,00	39,18%
Subvention Etat (sollicitée)	102 087,96	40,00%
Total	255 219,91	100,00%

DOSSIER N° EX078665 - SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78) : réaménagement de quatre terrains et d'un mur de tennis

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	647 866,20 € HT	18,86 %	122 179,93 €
Montant total de la subvention			122 179,93 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT GERMAIN EN LAYE

Adresse administrative : 16 RUE DE PONTOISE
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Arnaud PERICARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaménagement de quatre terrains et d'un mur de tennis.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune de Saint Germain en Laye prévoit de finaliser l'opération avant la fin de l'année 2024 afin de proposer de nouvelles activités aux bénéficiaires.

Description :

La commune de Saint-Germain-en-Laye a décidé de réaménager les terrains de tennis du stade Bocard afin d'accueillir l'activité tennistique rattachée au COSEC des Coteaux du Bel Air.

Le projet comprend :

- la réalisation de 3 courts de tennis couverts en résine couverts fermés, incluant le réemploi de la structure couverte du Bel Air,
- la création d'un 4ème court extérieur en moquette aiguilletée,
- la réfection du mur de frappe.

Les terrains de tennis vont accueillir la section tennis Fourqueux qui présente quatre équipes féminines juniors et seniors.

Détail du calcul de la subvention :

Types d'opérations :

Couverture d'équipements extérieurs

Montant HT des dépenses : 1 340 000 €

Plafond HT des travaux éligibles : 500 000 €

Taux d'intervention maximum RI : 20%

Montant HT de la subvention proposée : 100 000 €

Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des dépenses : 147 866,20 €

Montant HT des dépenses éligibles : 147 866,20 €

Taux d'intervention maximum RI : 15%

Montant HT de la subvention proposée : 22 179,93 €

La participation régionale est de 122 179,93 € HT soit 18,86% des dépenses éligibles et 8,21% du coût global de l'opération.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 487 866,00	100,00%
Total	1 487 866,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	1 365 686,07	91,79%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	122 179,93	8,21%
Total	1 487 866,00	100,00%

DOSSIER N° EX078720 - CHÂTILLON (92) : Création d'un terrain multisports (terrain foot à 5, terrain basket 3 x 3 et station éveil)

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	200 000,00 € HT	30,00 %	60 000,00 €
Montant total de la subvention			60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHATILLON
Adresse administrative : 1 PLACE DE LA LIBERATION
92320 CHATILLON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Nadège AZZAZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un terrain multisports (terrain foot à 5, terrain basket 3 x 3 et station éveil)

Dates prévisionnelles : 1 août 2023 - 1 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune souhaite livrer l'équipement pour le début de l'année 2024 et éviter les périodes de gel pendant les travaux. Un rétroplanning a été établi en ce sens.

Description :

Le projet consiste en la création d'un terrain multisports comprenant les équipements suivants :

- 1 Terrain foot à 5 (30x18)
- 2 terrains de basket 3x3 (11x15), aux normes FFBB
- 1 station éveil sport intégrant un but de handball, un panier de basket, un mur de grimpe, 2 poteaux de rugby et un mur d'adresse
- 1 table teqball et une table de tennis de table extérieure
- 2 bancs
- 3 tables échiquier/damier
- des casiers connectés
- divers espaces visent à rassembler un large public et favoriser le vivre ensemble

Par souci d'éco-responsabilité, il est programmé de favoriser une installation lumineuse en LED sous fonctionnement horlogerie et une récupération des eaux.

Objectifs pour la commune :

- Créer un lieu de rencontres
- Favoriser la pratique de plusieurs activités sportives, dans un espace confortable et sécurisée.

La construction de cet équipement sportif amène à réaliser les travaux suivants :

- Travaux de sols, dont leur désimperméabilisations ;
- Travaux d'étanchéité ;
- Travaux de filtrage ;
- Travaux d'assainissement ;
- Requalification du plateau sportif (destruction du béton) ;
- Travaux de réseaux divers ;
- Revêtement des sols souples ;
- Travaux de terrassement ;
- Travaux d'espaces verts (implantation d'arbres et arbustes).

Publics ciblés

A destination de tous

La commune va conventionner avec l'association châillonnaise ASC Basket pour définir avec elle des créneaux d'utilisation, dès lors qu'elle organise des actions d'initiation et de détection pour ses adhérents.

Détail du calcul de la subvention :

2 Types d'opération : réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre et acquisition ou création ou réhabilitation d'équipements spécifiques extérieurs dédiés à la pratique du basket-ball 3 x 3

Montant HT des travaux : 424 646 €

Montant HT des travaux éligibles : 344 586 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de dépose, démolition, mobiliers urbains, tables teqbal et tables tennis de table d'un montant de 80 060 € HT)

Plafond HT des travaux : 200 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %

Taux d'intervention ramené à : 30%

Montant de la subvention proposée : 60 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 30 % du montant HT des travaux éligibles, soit 14.13 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- CHATILLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préliminaires et terrassements	43 092,50	10,15%
Travaux de structure	38 911,00	9,16%
Travaux de revêtement et délimitation	119 835,00	28,22%
Travaux d'assainissement	5 800,00	1,37%
Travaux d'eau potable	4 820,00	1,14%
Travaux d'éclairage	24 000,00	5,65%
Travaux de signalisation	2 500,00	0,59%
City-stade	66 150,00	15,58%
Travaux mobiliers	86 700,00	20,42%
Travaux génie civil	23 800,00	5,60%
Travaux d'espaces verts	3 657,50	0,86%
Travaux de clôture	5 380,00	1,27%
Total	424 646,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	85 146,00	20,05%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	60 000,00	14,13%
Agence Nationale du Sport	279 500,00	65,82%
Total	424 646,00	100,00%

DOSSIER N° EX078731 - VILLENEUVE-LA-GARENNE (92) : création de deux terrains de padel de tennis

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	265 669,00 € HT	20,00 %	53 133,80 €
	Montant total de la subvention		53 133,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE-LA-GARENNE

Adresse administrative : 28 AV DE VERDUN
92390 VILLENEUVE LA GARENNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Pascal PELAIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de deux terrains de padel de tennis.

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2023 - 30 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune de Villeneuve-la-Garenne prévoit de finaliser l'opération avant la fin de l'été 2024 afin de proposer de nouvelles activités aux bénéficiaires.

Description :

La commune de Villeneuve-la-Garenne a décidé d'offrir aux usagers une installation de padel composée de deux terrains, accessible par tous les temps, toute l'année et même en cas de pénombre (lors des soirées d'hiver).

L'équipement sera utilisé tant par des clubs, des scolaires, que par le grand public dans le cadre de créneaux "libres".

Nature des travaux :

- Travaux d'infrastructures (fondations sous poteaux et longrine en béton armé),
- Fourniture et pose de 2 terrains de padel classiques,
- Installation de couverture metallo textile avec ossature métallique.

Détail du calcul de la subvention :

Réhabilitation ou construction de salles spécialisées ou semi- spécialisées :

Montant HT des travaux : 355 924 €

Montant HT plafond des travaux éligibles : 265 669 € (sont exclus les frais de démolition)

Taux maximum ciblé dans le RI : 20 %

Montant de la subvention appliquée : 53 133,80 €

Le montant de la subvention totale appliquée à 53 133,80 € représente 20% du montant HT des travaux éligibles et 14,95% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- VILLENEUVE-LA-GARENNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	39 651,00	11,16%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	65 590,00	18,46%
Autres dépenses (préciser)	250 053,00	70,38%
Total	355 294,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	160 058,80	45,05%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	53 133,80	14,95%
Agence Nationale pour le Sport (sollicitée)	142 101,40	40,00%
Total	355 294,00	100,00%

DOSSIER N° EX078737 - ETRECHY (91) : rénovation de l'éclairage des courts de tennis couverts du complexe sportif

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	23 985,50 € HT	20,00 %	4 797,00 €
Montant total de la subvention			4 797,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE ETRECHY

Adresse administrative : PL CHARLES DE GAULLE
91580 ETRECHY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JULIEN GARCIA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de l'éclairage des courts de tennis couverts du complexe sportif.

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune souhaite finaliser l'opération avant l'été 2023 afin de limiter l'impact sur les pratiquants.

Description :

L'opération consiste à rénover l'éclairage des courts de tennis couverts du complexe sportif.

L'objectif de ce projet est de répondre aux normes de la Fédération Française de Tennis concernant la répartition lumineuse (niveaux de lux nécessaires aux matchs officiels) et l'éblouissement des sportifs.

Il permet également une baisse de la consommation énergétique du bâtiment. En effet, le seul éclairage actuel provient d'ampoules de type lampes à sodium/lampes à décharge.

L'ASS club tennis d'Etrechy présente une pratique mixte et féminine.

Le Tennis Club d'Etrechy accueille une section féminine avec son équipe séniors femmes en 1ère division départementale ainsi qu'une équipe séniors femmes +45 ans (finaliste des championnats IDF 2023).

Détail du calcul de la subvention :

Rénovation de l'éclairage :

Montant HT des travaux : 28 735,50 €

Montant HT plafond des travaux éligibles : 23 985 € (sont exclus les frais liés à la dépose et au démontage)

Taux maximum ciblé dans le RI : 20 %

Montant HT de la subvention appliquée : 4 797 €

Le montant de la subvention totale appliquée représente 20% du montant HT des travaux éligibles et 16,69% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- ETRECHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	28 735,50	100,00%
Total	28 735,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	18 299,50	63,68%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	4 797,00	16,69%
Agence Nationale pour le Sport	5 639,00	19,62%
Total	28 735,50	100,00%

DOSSIER N° EX078741 - PERREUX SUR MARNE (94) : rénovation des couvertures des courts de tennis

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	348 886,10 € HT	20,00 %	69 777,22 €
	Montant total de la subvention		69 777,22 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE LE PERREUX SUR MARNE
MAIRIE
Adresse administrative : PL DE LA LIBERATION
94170 LE PERREUX SUR MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christel ROYER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation des couvertures des courts de tennis.

Dates prévisionnelles : 25 septembre 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune du Perreux sur Marne souhaite finaliser cette opération avant le troisième trimestre 2024 afin d'éviter l'impact sur les pratiquants.

Description :

La demande porte sur la réhabilitation de la couverture en toile des courts de tennis du complexe sportif Léo Lagrange.

Cette opération a pour but de changer les toiles existantes datant de 2006 dans l'objectif de contribuer à réduire les consommations énergétiques, de chauffage notamment, mais également d'intervenir afin de réduire la production d'énergie liée à la pressurisation du système.

Les pratiquants de tennis seront principalement le club de tennis du Perreux sur Marne et l'école de tennis.

Le club de tennis développe depuis de nombreuses années des actions visant à promouvoir la pratique féminine.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Couverture d'équipements extérieurs

Montant HT des travaux : 348 886,10 €

Montant HT des travaux éligibles : 348 886,10 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 20 %

Montant de la subvention proposée : 69 777,22 €

Le montant de la subvention totale appliquée représente 20% du montant HT des travaux éligibles et du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- LE PERREUX-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	348 886,10	100,00%
Total	348 886,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	199 108,88	57,07%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	69 777,22	20,00%
Participation Ligue ou Fédération	80 000,00	22,93%
Total	348 886,10	100,00%

DOSSIER N° EX078833 - VERNOUILLET (78) : rénovation de la piste d'athlétisme du complexe sportif de l'Amandier

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	708 517,54 € HT	15,00 %	106 277,63 €
Montant total de la subvention			106 277,63 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERNOUILLET
Adresse administrative : 9 RUE PAUL DOUMER
78540 VERNOUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal COLLADO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de la piste d'athlétisme du complexe sportif de l'Amandier

Dates prévisionnelles : 7 juillet 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune souhaite disposer de l'équipement sportif rénové pour la saison sportive 2024/2025. Un rétroplanning a été établi dans ce sens.

Description :

Objectifs

- Offrir un équipement plus moderne, davantage adapté aux besoins des associations sportives,
- Permettre une homologation du site de niveau régional et national

Descriptif du projet

Le projet porte sur la rénovation de la piste d'athlétisme de 3 120m² (actuellement en cendrée) avec un revêtement polyuréthane imperméable sur grave de compactage, couche d'imprégnation gravillonnée et béton bitumineux. La piste est complétée d'une zone de saut en longueur et d'une zone de lancer de poids en revêtement stabilisé.

Publics

- Vernouillet Athlé, club d'athlétisme membre de l'entente GPS&O Athlétisme, rassemblant plus de 350 adhérents et ayant un vivier de vingt athlètes évoluant au niveau national, régulièrement classés en championnats de France sur les différentes disciplines,
- les scolaires (trois écoles élémentaires et collège Dieuleveult).

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 753 884.54 €

Montant HT des travaux éligibles : 708 517.54 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de dépose, démolition d'un montant HT de 45 367 €)

Taux maximum ciblé dans le RI : 15 %

Montant de la subvention proposée : 106 227.63 €

Le montant de la subvention appliquée représente 15% du montant HT des travaux éligibles, soit 14.09 % du montant HT du projet

Localisation géographique :

- VERNOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	721 567,30	95,71%
Etudes et maîtrise d'œuvre	32 317,24	4,29%
Total	753 884,54	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	164 572,91	21,83%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	106 227,63	14,09%
Subvention Département (sollicitée)	483 084,00	64,08%
Total	753 884,54	100,00%

DOSSIER N° EX078840 - VERNOUILLET (78) : équiper le complexe sportif de l'Amandier en vestiaires modulaires pour l'athlétisme et le football

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	297 880,00 € HT	40,00 %	119 152,00 €
Montant total de la subvention			119 152,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERNOUILLET
Adresse administrative : 9 RUE PAUL DOUMER
78540 VERNOUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal COLLADO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : équiper le complexe sportif de l'Amandier en vestiaires modulaires pour l'athlétisme et le football

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune souhaite disposer des vestiaires pour la rentrée sportive 2024/2025, un rétroplanning a été établi en ce sens.

Description :

En parallèle du projet de rénovation de la piste d'athlétisme et du terrain de football prévu sur le complexe sportif de l'Amandier, il a été envisagé par la commune l'installation de vestiaires modulaires d'une surface de 100m². 4 vestiaires et 4 blocs douches - sanitaires vont ainsi pouvoir être aménagés pour les pratiquants de football et d'athlétisme du site.

Les travaux portent sur :

- Fondation
- Réseaux sous dallage laissés en attente à 1m du bâtiment.
- Panneaux Murs
- Finition extérieur : Tôle
- Finition intérieur : En placo
- Charpente – Couverture – Bandeau Périmétrique (..)
- Plancher béton
- Menuiseries Extérieures
- Plancher Béton + Isolant sur plancher + Chape

- Plomberie
- Revêtement de sol souple et dur
- Revêtements muraux Peinture et Faïence
- Cloisonnement intérieure + Menuiseries (...)

Publics

L'union sportive Verneuil Football

Le Vernouillet Football Club

Le public scolaire (3 écoles élémentaires et le collège Dieuleveult)

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires

Montant HT des travaux : 297 880 €

Montant HT des travaux éligibles : 297 880 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 40 %

Montant de la subvention proposée : 119 152 €

Le montant de la subvention appliquée représente 40% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- VERNOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	297 880,00	100,00%
Total	297 880,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	178 728,00	60,00%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	119 152,00	40,00%
Total	297 880,00	100,00%

DOSSIER N° EX078871 - MEAUX (77) : création de terrains de basket 3x3, d'éléments de street workout et d'un terrain de pétanque

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	103 864,51 € HT	50,00 %	51 932,26 €
Montant total de la subvention			51 932,26 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MEAUX

Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77100 MEAUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-François COPE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de terrains de basket 3x3, d'éléments de street workout et d'un terrain de pétanque.

Dates prévisionnelles : 1 mai 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet la commune de Meaux souhaite finaliser l'opération avant l'année 2024 afin de permettre de nouvelles activités aux bénéficiaires.

Description :

Dans le cadre de sa politique d'investissement et pour permettre une pratique du sport pour tous, Meaux travaille à proposer l'installation de nouveaux équipements sportifs de proximité en s'appuyant notamment sur sa labélisation Terres de jeux 2024.

Grâce à cette action, les usagers peuvent pratiquer une activité physique librement sur les équipements sportifs mis à disposition.

La demande porte sur l'installation d'éléments de fitness, la création de terrains de basket 3x3, d'éléments de street workout et d'un terrain de pétanque.

L'installation du futur équipement est envisagé au cœur de l'écosystème du quartier et répond aux enjeux de renouvellement, en se caractérisant par un équipement innovant, sûr et de qualité qui favorise la mise en réseau des acteurs du quartier, qu'ils soient sportifs ou non (établissements scolaires clubs, travailleurs sociaux, individus...).

Cet équipement sera évolutif et polyvalent, capable de s'adapter à différentes logiques de pratiques

(compétition, loisirs, sport-santé...) et d'utilisateurs potentiels (scolaires, clubs...).

Détail du calcul de la subvention :

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux: 103 864,51 €

Montant HT des travaux éligibles : 103 864,51 €

Taux d'intervention appliqué : 50%

Montant de la subvention appliquée : 51 932,26 €

Le montant de la subvention appliquée représente 50% des dépenses éligibles HT et du montant HT du projet global.

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	103 864,51	100,00%
Total	103 864,51	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	23 885,10	23,00%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	51 932,26	50,00%
Agence Nationale pour le Sport	28 047,15	27,00%
Total	103 864,51	100,00%

DOSSIER N° EX078893 - CROISSY BEAUBOURG (77) - Rénovation de deux courts de tennis extérieurs et construction de 2 padels extérieurs en accès libre

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CROISSY BEAUBOURG
MAIRIE
Adresse administrative : 30 RUE DE PARIS
77183 CROISSY-BEAUBOURG
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel GERES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de deux courts de tennis extérieurs et construction de 2 padels extérieurs en accès libre

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité une autorisation de démarrage anticipé des travaux afin de les commencer dès l'été pour une mise à disposition au plus tôt; prévus en accès libre les équipements viendront compléter les installations existantes ouvertes à tous les publics sans contrainte horaire d'utilisation.

Description :

Le projet consiste en la rénovation totale des courts de tennis avec un nouveau revêtement en béton poreux peint. Il prévoit également la création d'une plateforme pour accueillir les terrains de padel par des terrassements. Une couverture protégera les joueurs et les équipements des conditions météorologiques. Elle est constituée d'une structure porteuse en bois lamellé collé et la couverture sera une toile. Tous les terrains seront en accès libre.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : construction/réhabilitation équipement en accès libre

Montant HT des dépenses : 709 818,03 €

Montant HT plafond éligible : 200 000 €

Taux d'intervention max RI : 50%
Taux d'intervention appliqué : 50%
Montant de la subvention proposée : 100 000 €

La participation régionale représente 50% du plafond HT de travaux, soit 14,09% du coût global du projet.

Localisation géographique :

- CROISSY-BEAUBOURG

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Lot couverture pistes padel	249 608,00	35,17%
Lot VRD/ terrains de tennis	389 639,40	54,89%
Lot pistes padel	70 570,63	9,94%
Total	709 818,03	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	399 044,03	56,22%
Subvention Région Ile-de-France	100 000,00	14,09%
Subvention Etat (sollicitée)	210 774,00	29,69%
Total	709 818,03	100,00%

DOSSIER N° EX078903 - VIARMES (95) : construction d'un dojo à proximité d'un gymnase

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	500 000,00 € HT	20,00 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIARMES

Adresse administrative : PLACE PIERRE SALVI
95270 VIARMES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Olivier DUPONT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un dojo

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2023 - 31 janvier 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La ville de Viarmes, connaît une croissance démographique importante depuis les années 1960. La population compte aujourd'hui plus de 5 100 habitants. L'augmentation de la population a contribué au développement des associations sportives déjà présentes sur la commune, tout en apportant de nouvelles pratiques et ainsi de nouvelles associations et clubs.

La ville dispose de plusieurs sites affectés aux activités sportives, dont un dojo situé en sous-sol de la salle Saint Louis, salle polyvalente de la commune.

La municipalité porte un projet de construction d'un nouveau gymnase à proximité du collège et des écoles. Elle souhaite en parallèle de cet équipement construire un nouveau dojo, permettant de regrouper sur un même site des activités sportives tels que le judo et le karaté. La surface aménagée de ce dojo sera d'environ 6100 m².

L'aide proposée concerne uniquement la construction du nouveau dojo.

Détail du calcul de la subvention :

Réhabilitation ou construction de salles spécialisées ou semi- spécialisées (dojo) :

Montant HT des travaux : 1 377 913 €
Montant HT des travaux éligibles avec plafond (RI) : 500 000 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 20 %
Montant de la subvention appliquée : 100 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 20 % du montant HT des travaux éligibles (RI), soit 7,26 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- VIARMES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 377 953,50	100,00%
Total	1 377 953,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	275 900,00	20,02%
Subvention Région Ile-de-France	100 000,00	7,26%
Subvention Etat (sollicitée)	579 900,00	42,08%
Subvention Département (sollicitée)	422 153,50	30,64%
Total	1 377 953,50	100,00%

DOSSIER N° EX078912 - ALFORTVILLE (94) - rénovation des courts extérieurs et couverture de terrains de tennis -

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	906 000,00 € HT	13,25 %	120 000,00 €
Montant total de la subvention			120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ALFORTVILLE
Adresse administrative : PLACE FRANCOIS MITTERRAND
94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Luc CARVOUNAS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation des courts extérieurs et couverture de terrains de tennis.

Dates prévisionnelles : 1 mars 2023 - 30 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune d'Alfortville prévoit de finaliser l'opération avant mai 2024 afin de proposer ces nouvelles activités sportives aux bénéficiaires.

Description :

La section tennis de l'Union Sportive d'Alfortville permet aux alfortvillais de découvrir ou de se perfectionner au tennis. Ils disposent de quatre terrains extérieurs et d'un club house. Les équipements actuels ne suffisent pas à répondre à l'évolution de la population. Le club arrive à saturation et ne peut continuer à se développer, ni même offrir de créneaux supplémentaires.

Le projet a donc comme objectifs d'améliorer la qualité des installations et permettre à l'USA Tennis de pouvoir développer son offre sportive.

Pour permettre l'accueil de personnes à mobilité réduite, la création d'un cheminement d'accès aux terrains de tennis couverts est à réaliser.

Les travaux sont les suivants:

- la couverture de 2 terrains de tennis sur les 4 courts,
- la rénovation des sols des 4 terrains extérieurs,
- l'accessibilité PMR du site des tennis,

- le traitement de l'assainissement du site des tennis,
- le remplacement des grillages restant après couverture.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 480 550 €

Montant HT des dépenses éligibles : 406 000 € (sont exclus les frais liés aux travaux et études préparatoires)

Taux maximum ciblé dans le RI : 15 %

Taux d'intervention appliquée : 4,92 %

Montant HT de la subvention proposé : 20 000 €

Type d'opération : couverture d'équipements extérieurs

Montant HT des travaux : 580 000 €

Plafond HT des travaux : 500 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 20 %

Montant HT de la subvention appliquée : 100 000 €

Le montant HT de la subvention proposée représente 120 000 € HT soit 13,25 % de dépenses éligibles et 11,31% du cout global de l'opération.

Localisation géographique :

- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	918 000,00	86,56%
Etudes et maîtrise d'œuvre	142 550,00	13,44%
Total	1 060 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	543 550,00	51,25%
Subvention Région Ile-de-France proposée	120 000,00	11,31%
Subvention ANS	197 000,00	18,58%
Subvention Métropole Grand Paris	200 000,00	18,86%
Total	1 060 550,00	100,00%

DOSSIER N° EX078916 - SAVIGNY-SUR-ORGE (91) : réhabilitation des vestiaires de rugby du stade Jean Moulin

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	300 000,00 € HT	20,00 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAVIGNY-SUR-ORGE

Adresse administrative : 48 AVENUE CHARLES DE GAULLE
91600 SAVIGNY SUR ORGE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Alexis TEILLET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation des vestiaires de rugby du stade Jean Moulin

Dates prévisionnelles : 3 novembre 2023 - 6 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont urgents car le club de rugby utilise des installations très vétustes qui nécessitent d'importants travaux de remise en état et de mise aux normes, notamment en termes d'accessibilité aux personnes en situation de handicap.

Description :

Soucieuse d'accompagner le dynamisme et l'engouement qui animent sa vie associative, la Ville de Savigny-sur-Orge entend réaliser la réhabilitation de vestiaires, installés au rez-de-chaussée de la tribune de rugby. Ce bâtiment, construit dans les années 1960, est situé dans l'enceinte du parc des sports Jean Moulin.

La tribune de rugby jouxte deux installations sportives dissociées pour lesquelles les vestiaires sont mis à disposition : le terrain d'honneur de rugby et le terrain de baseball. Ces deux terrains sont utilisés par des clubs, des collégiens, des écoliers et lors de manifestations sportives.

Les vestiaires vieillissants ne permettent de répondre que partiellement à un besoin croissant des sportifs. Le rafraîchissement et la remise aux normes des locaux, indispensables, favoriseront un accueil optimisé, chaleureux et convivial pour tous les utilisateurs.

Détail du calcul de la subvention :

Réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires :

Montant HT des travaux : 1 167 755 €

Montant HT des travaux éligibles avec plafond (RI) : 300 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 40 %

Taux d'intervention ramené à 20%

Montant de la subvention appliquée : 60 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 20 % du montant HT des travaux éligibles (RI), soit 5,14 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- SAVIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 167 755,00	100,00%
Total	1 167 755,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	357 926,00	30,65%
Subvention Région Ile-de-France	60 000,00	5,14%
CNDS	165 951,00	14,21%
Métropole du Grand Paris	583 878,00	50,00%
Total	1 167 755,00	100,00%

DOSSIER N° EX079083 - MONTEREAU-FAULT-YONNE (77) : création d'un terrain de basket 3x3 et d'une aire de street workout

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	109 846,00 € HT	46,65 %	51 238,00 €
Montant total de la subvention			51 238,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE

Adresse administrative : 54 RUE JEAN JAURES
77875 MONTEREAU FAULT YONNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur James CHERON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un terrain de basket 3x3 et d'une aire de street workout

Dates prévisionnelles : 28 août 2023 - 13 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune souhaite réaliser cette opération avant la fin de l'année 2023 afin de proposer de nouvelles activités sportives pour les bénéficiaires.

Description :

La ville souhaite développer le sport pour tous mais aussi l'initiation au quotidien en favorisant l'intervention des clubs sportifs pour les jeunes et les plus âgés (atelier d'initiation en plein air).

L'opération consiste à réaliser un terrain de basket 3x3 et la réhabilitation de l'aire de street workout.

Cet axe d'intervention semble important en quartier politique de la ville du fait de l'absence de pratique dans les salles spécialisées. Aussi, la commune a fait le pari de relancer cette pratique en mettant à disposition des équipements de proximité en accès libre.

La commune, justifie par ailleurs d'une politique sportive inclusive dédiée aux personnes en situation de handicap, et ces équipements n'y font pas exception.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Acquisition ou création ou réhabilitation d'équipements spécifiques extérieurs dédiés à la pratique du basket-ball 3x3, 5x5 et réhabilitation/construction équipement en accès libre

Montant HT des dépenses : 109 846 €

Montant HT des dépenses éligibles : 102 476€ (sont exclus les frais de dépose, de décapage et évacuation)

Taux d'intervention maximum RI : 50%

Montant de la subvention proposée : 51 238 €

La participation régionale représente 50% des dépenses éligibles, soit 46,65% du coût global du projet.

Localisation géographique :

- MONTEREAU-FAULT-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	49 760,00	45,30%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	50 100,00	45,61%
Autres dépenses (préciser)	9 986,00	9,09%
Total	109 846,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	58 608,00	53,35%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	51 238,00	46,65%
Total	109 846,00	100,00%

DOSSIER N° EX079124 - BOULOGNE-BILLANCOURT (92) : réhabiliter la salle de tennis de table l'éclairage et les vestiaires

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	177 903,14 € HT	22,13 %	39 373,96 €
Montant total de la subvention			39 373,96 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT

Adresse administrative : 26 AVENUE ANDRE MORIZET
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur PIERRE-CHRISTOPHE BAGUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabiliter la salle de tennis de table l'éclairage et les vestiaires.

Dates prévisionnelles : 26 mai 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet et des délais des travaux, la commune de Boulogne-Billancourt souhaite finaliser les travaux avant la fin de l'année 2024 afin de limiter l'impact sur les pratiquants.

Description :

La salle de tennis de table présente une grande salle intégralement dédiée à la pratique du tennis de table d'une contenance de 14 tables et des vestiaires / sanitaires.

L'opération consiste à la réfection complète de la salle d'activité sportive par un sol spécifique pour le tennis de table ainsi que la réfection des vestiaires et enfin la rénovation des éclairages.

La section ACBB tennis de table et la fédération japonaise de tennis de table pourra utiliser cette salle.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction de salles spécialisées ou semi- spécialisées

Montant HT des dépenses : 226 290,27 €

Montant HT des dépenses éligibles : 130 680,96€ (sont exclus les frais liés aux abords, à la démolition et à la dépose).

Taux d'intervention maximum RI : 20%
Montant de la subvention proposée : 26 136,19 €

Type opération : Réhabilitation des vestiaires
Montant HT des dépenses : 25 377,84 €
Montant HT des dépenses éligibles : 18 966,64 € (sont exclus les frais liés à la démolition et à la dépose).
Taux d'intervention maximum RI : 40%
Montant de la subvention proposée : 7 586,66 €

Type d'opération : réhabilitation de l'éclairage
Montant HT des dépenses : 29 637,08 €
Montant HT des dépenses éligibles : 28 255,54 € (sont exclus les frais liés à la décharge et à la dépose).
Taux d'intervention maximum RI : 20%
Montant de la subvention proposée : 5 651,11 €

La participation régionale représente 39 373,96 € HT soit 22,13% des dépenses éligibles, soit 14% du coût global du projet.

Localisation géographique :
• BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	281 305,00	100,00%
Total	281 305,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	241 931,04	86,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	39 373,96	14,00%
Total	281 305,00	100,00%

DOSSIER N° EX079141 - VANVES (92) : réalisation d'un espace sportif et récréatif en libre accès

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VANVES

Adresse administrative : 23 RUE MARY BESSEYRE
92173 VANVES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bernard GAUDUCHEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'un espace sportif et récréatif en libre accès.

Dates prévisionnelles : 24 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune de Vanves souhaite finaliser la réalisation de l'opération avant la fin de l'année 2023 afin de proposer de nouvelles activités sportives.

Description :

Le présent projet concerne la réalisation d'un espace sportif et récréatif sur l'aire de sport située rue Louis Vicat à Vanves.

La réalisation de ce nouvel espace intervient en remplacement des précédents terrains multisports et terrain synthétique de football.

Le projet de nouvel espace sportif et récréatif intégrera les équipements sportifs suivants, tous en libre accès :

- Un terrain de basket de dimensions 10x13.6m
- Un Citystade de dimensions 12x24m, permettra non seulement la pratique du football mais également du handball et du basket-ball pour satisfaire tous les usagers des anciens terrains.
- Des agrès de gym sur une surface de 3x20m, destinés au plus grand nombre, sans restriction d'âge, les différents modules proposeront des activités destinées à entretenir ou développer sa forme physique.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 489 450 €

Montant HT des travaux éligibles avec plafond : 200 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 % (Politique sportive dédiée aux personnes en situation de handicap mais non éligible à la majoration pour la création d'un équipement sportif en accès libre)

Montant de la subvention proposée : 100 000 €

Le montant de la subvention totale appliquée représente 50% du montant HT des travaux éligibles, soit 20,43% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- VANVES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	316 450,00	64,65%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	173 000,00	35,35%
Total	489 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	144 725,00	29,57%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	20,43%
Agence Nationale pour le Sport	244 725,00	50,00%
Total	489 450,00	100,00%

DOSSIER N° EX077785 - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES BASSÉE-MONTOIS (77) : rénovation d'un terrain de Basketball

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	28 894,48 € HT	50,00 %	14 447,24 €
Montant total de la subvention			14 447,24 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BASSEE MONTOIS

Adresse administrative : 80 RUE DE LA FONTAINE
77480 BRAY SUR SEINE

Statut Juridique : Communauté de Communes

Représentant : Monsieur Roger DENORMANDIE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation d'un terrain de Basketball.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la commune souhaite engager la rénovation de cet équipement avant les meilleurs délais, afin de ne pas impacter la pratique des bénéficiaires.

Description :

La Communauté de Communes Bassée-Montois souhaite rénover un terrain de basketball de Bray-sur-Seine et proposer un lieu adapté à la pratique du sport et des loisirs pour les jeunes et les associations.

Le terrain étant en mauvais état, la nécessité de réaliser ces travaux de remise aux normes est de plus en plus nécessaire afin notamment de limiter les risques de blessures et favoriser l'accès pour tous au terrain dans les meilleures conditions.

Ce terrain est notamment utilisé par les jeunes dont les collégiens. Il est aussi utilisé par les associations dans le cadre de pratiques sportives ou d'événements.

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Acquisition ou création ou réhabilitation d'équipements spécifiques extérieurs dédiés à la pratique du basket-ball.

Montant HT des travaux : 32 091,48 €

Montant HT des travaux éligibles : 28 894,48 € (sont exclues les dépenses liées aux frais de dépose non éligibles).

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %

Subvention proposée : 14 447,24 €

Le montant de la subvention totale appliquée représente 50% du montant HT des travaux éligibles, soit 45,02% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- BRAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	32 091,48	100,00%
Total	32 091,48	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	11 144,24	34,73%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	14 447,24	45,02%
Subvention Département (sollicitée)	6 500,00	20,25%
Total	32 091,48	100,00%

DOSSIER N° EX077913 - CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES (95) : création d'un city-stade à Vallangoujard

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	99 412,40 € HT	30,00 %	29 823,72 €
Montant total de la subvention			29 823,72 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES

Adresse administrative : 38 RUE DU GAL DE GAULLE
95430 AUVERS SUR OISE

Statut Juridique : Communauté de Communes

Représentant : Madame ISABELLE MEZIERES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un city-stade à Vallangoujard.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2023 - 28 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la communauté de communes souhaite la finalisation des travaux de l'ensemble du projet avant la rentrée scolaire 2024, afin de permettre de nouvelles activités pour les pratiquants.

Description :

La communauté de communes sollicite la région Île-de-France, en vue de la création de neuf city stades en 2023.

Sur la communauté de communes, il existe peu de lieux de loisirs, de rencontres pour les jeunes (City park, skate park...) et il est difficile d'y accéder par manque de transports en commun.

Les communes du territoire s'engagent à mettre à disposition un terrain pour l'implantation d'un City Park, via une convention de mise à disposition signée avec la CCSI.

Le city stade de la commune de Vallangoujard propose diverses activités sportives : avec des cages de but pour le football, des paniers en hauteur pour le basket, des filets pour le volleyball, des cages plus petites destinées au handball, etc.

Dans le cadre des temps réservés aux scolaires et ou à l'accueil de loisirs la mixité et la pratique féminine sont promues par les équipes enseignantes (professeurs des écoles, ATSM, Animateurs, ...).

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 106 284,94 €

Montant HT des travaux éligibles : 99 412,40 € (frais de décapage, évacuation non éligibles)

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %

Taux d'intervention ramené à : 30%

Subvention proposée : 29 823,72 €

Le montant de la subvention totale appliquée représente 30% du montant HT des travaux éligibles, soit 28,06% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- VALLANGOUJARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	29 884,94	28,12%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	76 400,00	71,88%
Total	106 284,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	44 575,74	41,94%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	29 823,72	28,06%
Agence Nationale pour le Sport	31 885,48	30,00%
Total	106 284,94	100,00%

DOSSIER N° EX077914 - CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES (95) : création d'un city-stade à Nesles-la-Vallée

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	87 194,26 € HT	30,00 %	26 158,28 €
Montant total de la subvention			26 158,28 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES

Adresse administrative : 38 RUE DU GAL DE GAULLE
95430 AUVERS SUR OISE

Statut Juridique : Communauté de Communes

Représentant : Madame ISABELLE MEZIERES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un city-stade à Nesles-la-Vallée.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2023 - 28 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la communauté de communes souhaite la finalisation des travaux de l'ensemble du projet avant la rentrée scolaire 2024, afin de permettre de nouvelles activités pour les pratiquants.

Description :

La communauté de communes sollicite la région Île-de-France, en vue de la création de neuf city stades en 2023.

Sur la communauté de communes, il existe peu de lieux de loisirs, de rencontres pour les jeunes (City park, skate park...) et il est difficile d'y accéder par manque de transports en commun.

Les communes du territoire s'engagent à mettre à disposition un terrain pour l'implantation d'un City Park, via une convention de mise à disposition signée avec la CCSI.

Le city stade de la commune de Vallangoujard propose diverses activités sportives : avec des cages de but pour le football, des paniers en hauteur pour le basket, des filets pour le volleyball, des cages plus petites destinées au handball, etc.

Dans le cadre des temps réservés aux scolaires et ou à l'accueil de loisirs la mixité et la pratique féminine sont promues par les équipes enseignantes (professeurs des écoles, ATSM, Animateurs, ...).

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 94 066,80 €

Montant HT des travaux éligibles : 87 194,26 € (frais de décapage et d'évacuation non éligibles)

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %

Taux d'intervention ramené à : 30%

Subvention proposée : 26 158,28 €

Le montant de la subvention totale appliquée représente 30% du montant HT des travaux éligibles, soit 27,81% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- NESLES-LA-VALLEE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	17 666,80	18,78%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	76 400,00	81,22%
Total	94 066,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	39 688,48	42,19%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	26 158,28	27,81%
Agence Nationale pour le Sport	28 220,04	30,00%
Total	94 066,80	100,00%

DOSSIER N° EX077921 - CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES (95) : création d'un city-stade à Labbeville

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	99 412,40 € HT	30,00 %	29 823,72 €
Montant total de la subvention			29 823,72 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES

Adresse administrative : 38 RUE DU GAL DE GAULLE
95430 AUVERS SUR OISE

Statut Juridique : Communauté de Communes

Représentant : Madame ISABELLE MEZIERES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un city-stade à Labbeville.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2023 - 28 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la communauté de communes souhaite la finalisation des travaux de l'ensemble du projet avant la rentrée scolaire 2024, afin de permettre de nouvelles activités pour les pratiquants.

Description :

La communauté de communes sollicite la région Île-de-France, en vue de la création de neuf city stades en 2023.

Sur la communauté de communes, il existe peu de lieux de loisirs, de rencontres pour les jeunes (City park, skate park...) et il est difficile d'y accéder par manque de transports en commun.

Les communes du territoire s'engagent à mettre à disposition un terrain pour l'implantation d'un City Park, via une convention de mise à disposition signée avec la CCSI.

Le city stade de la commune de Vallangoujard propose diverses activités sportives : avec des cages de but pour le football, des paniers en hauteur pour le basket, des filets pour le volleyball, des cages plus petites destinées au handball, etc.

Dans le cadre des temps réservés aux scolaires et ou à l'accueil de loisirs la mixité et la pratique féminine sont promues par les équipes enseignantes (professeurs des écoles, ATSM, Animateurs, ...).

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 106 284,94 €

Montant HT des travaux éligibles : 99 412,40 € (frais de décapage et d'évacuation non éligibles).

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %

Taux d'intervention ramené à : 30%

Subvention proposée : 29 823,72 €

Le montant de la subvention totale appliquée représente 30% du montant HT des travaux éligibles, soit 28,06% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- LABBEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	29 884,94	28,12%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	76 400,00	71,88%
Total	106 284,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	44 575,74	41,94%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	29 823,72	28,06%
Agence Nationale pour le Sport	31 885,48	30,00%
Total	106 284,94	100,00%

DOSSIER N° EX077922 - CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES (95) : création d'un city-stade à Hérouville-en-Vexin

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	99 412,40 € HT	30,00 %	29 823,72 €
Montant total de la subvention			29 823,72 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES

Adresse administrative : 38 RUE DU GAL DE GAULLE
95430 AUVERS SUR OISE

Statut Juridique : Communauté de Communes

Représentant : Madame ISABELLE MEZIERES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un city-stade à Hérouville-en-Vexin.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2023 - 28 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la communauté de communes souhaite la finalisation des travaux de l'ensemble du projet avant la rentrée scolaire 2024, afin de permettre de nouvelles activités pour les pratiquants.

Description :

La communauté de communes sollicite la région Île-de-France, en vue de la création de neuf city stades en 2023.

Sur la communauté de communes, il existe peu de lieux de loisirs, de rencontres pour les jeunes (City park, skate park...) et il est difficile d'y accéder par manque de transports en commun.

Les communes du territoire s'engagent à mettre à disposition un terrain pour l'implantation d'un City Park, via une convention de mise à disposition signée avec la CCSI.

Le city stade de la commune de Vallangoujard propose diverses activités sportives : avec des cages de but pour le football, des paniers en hauteur pour le basket, des filets pour le volleyball, des cages plus petites destinées au handball, etc.

Dans le cadre des temps réservés aux scolaires et ou à l'accueil de loisirs la mixité et la pratique féminine sont promues par les équipes enseignantes (professeurs des écoles, ATSM, Animateurs, ...).

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 106 284,94 €

Montant HT des travaux éligibles : 99 412,40 € (frais de décapage, évacuation non éligibles)

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %

Taux d'intervention ramené à : 30%

Subvention proposée : 29 823,72 €

Le montant de la subvention totale appliquée représente 30% du montant HT des travaux éligibles, soit 28,06% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- HEROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	29 884,94	28,12%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	76 400,00	71,88%
Total	106 284,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	44 575,74	41,94%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	29 823,72	28,06%
Agence Nationale pour le Sport	31 885,48	30,00%
Total	106 284,94	100,00%

DOSSIER N° EX077923 - CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES (95) : création d'un city-stade à Hédouville

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	99 412,40 € HT	30,00 %	29 823,72 €
Montant total de la subvention			29 823,72 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES

Adresse administrative : 38 RUE DU GAL DE GAULLE
95430 AUVERS SUR OISE

Statut Juridique : Communauté de Communes

Représentant : Madame ISABELLE MEZIERES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un city-stade à Hédouville.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2023 - 28 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la communauté de communes souhaite la finalisation des travaux de l'ensemble du projet avant la rentrée scolaire 2024, afin de permettre de nouvelles activités pour les pratiquants.

Description :

La communauté de communes sollicite la région Île-de-France, en vue de la création de neuf city stades en 2023.

Sur la communauté de communes, il existe peu de lieux de loisirs, de rencontres pour les jeunes (City park, skate park...) et il est difficile d'y accéder par manque de transports en commun.

Les communes du territoire s'engagent à mettre à disposition un terrain pour l'implantation d'un City Park, via une convention de mise à disposition signée avec la CCSI.

Le city stade de la commune de Vallangoujard propose diverses activités sportives : avec des cages de but pour le football, des paniers en hauteur pour le basket, des filets pour le volleyball, des cages plus petites destinées au handball, etc.

Dans le cadre des temps réservés aux scolaires et ou à l'accueil de loisirs la mixité et la pratique féminine sont promues par les équipes enseignantes (professeurs des écoles, ATSM, Animateurs, ...).

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 106 284,94 €

Montant HT des travaux éligibles : 99 412,40 € (frais de décapage, évacuation non éligibles)

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %

Taux d'intervention ramené à : 30%

Subvention proposée : 29 823,72 €

Le montant de la subvention totale appliquée représente 30% du montant HT des travaux éligibles, soit 28,06% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- HEDOUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	29 884,94	28,12%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	76 400,00	71,88%
Total	106 284,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	44 575,74	41,94%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	29 823,72	28,06%
Agence Nationale pour le Sport	31 885,48	30,00%
Total	106 284,94	100,00%

DOSSIER N° EX077924 - CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES (95) : création d'un city-stade à Epiais-Rhus

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	99 412,40 € HT	30,00 %	29 823,72 €
Montant total de la subvention			29 823,72 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES

Adresse administrative : 38 RUE DU GAL DE GAULLE
95430 AUVERS SUR OISE

Statut Juridique : Communauté de Communes

Représentant : Madame ISABELLE MEZIERES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un city-stade à Epiais-Rhus.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2023 - 28 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la communauté de communes souhaite la finalisation des travaux de l'ensemble du projet avant la rentrée scolaire 2024, afin de permettre de nouvelles activités pour les pratiquants.

Description :

La communauté de communes sollicite la région Île-de-France, en vue de la création de neuf city stades en 2023.

Sur la communauté de communes, il existe peu de lieux de loisirs, de rencontres pour les jeunes (City park, skate park...) et il est difficile d'y accéder par manque de transports en commun.

Les communes du territoire s'engagent à mettre à disposition un terrain pour l'implantation d'un City Park, via une convention de mise à disposition signée avec la CCSI.

Le city stade de la commune de Vallangoujard propose diverses activités sportives : avec des cages de but pour le football, des paniers en hauteur pour le basket, des filets pour le volleyball, des cages plus petites destinées au handball, etc.

Dans le cadre des temps réservés aux scolaires et ou à l'accueil de loisirs la mixité et la pratique féminine sont promues par les équipes enseignantes (professeurs des écoles, ATSM, Animateurs, ...).

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 106 284,94 €

Montant HT des travaux éligibles : 99 412,40 € (frais de décapage, évacuation non éligibles)

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %

Taux d'intervention ramené à : 30%

Subvention proposée : 29 823,72 €

Le montant de la subvention totale appliquée représente 30% du montant HT des travaux éligibles, soit 28,06% du montant HT du projet

Localisation géographique :

- EPIAIS-RHUS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	30 265,94	28,48%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	76 019,00	71,52%
Total	106 284,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	44 575,74	41,94%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	29 823,72	28,06%
Agence Nationale pour le Sport	31 885,48	30,00%
Total	106 284,94	100,00%

DOSSIER N° EX077929 - CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES (95) : création d'un city-stade à Ennery

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	99 412,40 € HT	30,00 %	29 823,72 €
Montant total de la subvention			29 823,72 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES

Adresse administrative : 38 RUE DU GAL DE GAULLE
95430 AUVERS SUR OISE

Statut Juridique : Communauté de Communes

Représentant : Madame ISABELLE MEZIERES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un city-stade à Ennery.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2023 - 28 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la communauté de communes souhaite la finalisation des travaux de l'ensemble du projet avant la rentrée scolaire 2024, afin de permettre de nouvelles activités pour les pratiquants.

Description :

La communauté de communes sollicite la région Île-de-France, en vue de la création de neuf city stades en 2023.

Sur la communauté de communes, il existe peu de lieux de loisirs, de rencontres pour les jeunes (City park, skate park...) et il est difficile d'y accéder par manque de transports en commun.

Les communes du territoire s'engagent à mettre à disposition un terrain pour l'implantation d'un City Park, via une convention de mise à disposition signée avec la CCSI.

Le city stade de la commune de Vallangoujard propose diverses activités sportives : avec des cages de but pour le football, des paniers en hauteur pour le basket, des filets pour le volleyball, des cages plus petites destinées au handball, etc.

Dans le cadre des temps réservés aux scolaires et ou à l'accueil de loisirs la mixité et la pratique féminine sont promues par les équipes enseignantes (professeurs des écoles, ATSM, Animateurs, ...).

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 106 284,94 €

Montant HT des travaux éligibles : 99 412,40 € (frais de décapage, évacuation non éligibles)

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %

Taux d'intervention ramené à : 30%

Subvention proposée : 29 823,72 €

Le montant de la subvention totale appliquée représente 30% du montant HT des travaux éligibles, soit 28,06% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- ENNERY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	29 884,94	28,12%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	76 400,00	71,88%
Total	106 284,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	44 575,74	41,94%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	29 823,72	28,06%
Agence Nationale pour le Sport	31 885,48	30,00%
Total	106 284,94	100,00%

DOSSIER N° EX077935 - CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES (95) : création d'un city-stade à Auvers sur Oise

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	102 098,80 € HT	30,00 %	30 629,64 €
Montant total de la subvention			30 629,64 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES

Adresse administrative : 38 RUE DU GAL DE GAULLE
95430 AUVERS SUR OISE

Statut Juridique : Communauté de Communes

Représentant : Madame ISABELLE MEZIERES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un city-stade à Auvers sur Oise.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2023 - 28 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la communauté de communes souhaite la finalisation des travaux de l'ensemble du projet avant la rentrée scolaire 2024, afin de permettre de nouvelles activités pour les pratiquants.

Description :

La communauté de communes sollicite la région Île-de-France, en vue de la création de 14 city stades dans 14 villes.

Sur la communauté de communes, il existe peu de lieux de loisirs, de rencontres pour les jeunes (City park, skate park...) et il est difficile d'y accéder par manque de transports en commun.

Les communes du territoire s'engagent à mettre à disposition un terrain pour l'implantation d'un City Park, via une convention de mise à disposition signée avec la CCSI.

Le city stade de la commune de Auvers sur Oise propose diverses activités sportives : avec des cages de but pour le football, des paniers en hauteur pour le basket, des filets pour le volleyball, des cages plus petites destinées au handball, etc.

Dans le cadre des temps réservés aux scolaires et ou à l'accueil de loisirs la mixité et la pratique féminine sont promues par les équipes enseignantes (professeurs des écoles, ATSM, animateurs, ...).

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 109 918,68 €

Montant HT des travaux éligibles : 102 098,80 € (frais de décapage, évacuation non éligibles)

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %

Taux d'intervention ramené à : 30%

Subvention proposée : 30 629,64 €

Le montant de la subvention totale appliquée représente 30% du montant HT des travaux éligibles, soit 27,87% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- AUVERS-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	33 518,68	30,49%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	76 400,00	69,51%
Total	109 918,68	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	46 313,44	42,13%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	30 629,64	27,87%
Agence Nationale pour le Sport	32 975,60	30,00%
Total	109 918,68	100,00%

DOSSIER N° EX077947 - CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES (95): création d'un city-stade à Arronville

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	99 412,40 € HT	30,00 %	29 823,72 €
Montant total de la subvention			29 823,72 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES

Adresse administrative : 38 RUE DU GAL DE GAULLE
95430 AUVERS SUR OISE

Statut Juridique : Communauté de Communes

Représentant : Madame ISABELLE MEZIERES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un city-stade à Arronville.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2023 - 28 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la communauté de communes souhaite la finalisation des travaux de l'ensemble du projet avant la rentrée scolaire 2024, afin de permettre de nouvelles activités pour les pratiquants.

Description :

La communauté de communes sollicite la région Île-de-France, en vue de la création de neuf city stades en 2023.

Sur la communauté de communes, il existe peu de lieux de loisirs, de rencontres pour les jeunes (City park, skate park...) et il est difficile d'y accéder par manque de transports en commun.

Les communes du territoire s'engagent à mettre à disposition un terrain pour l'implantation d'un City Park, via une convention de mise à disposition signée avec la CCSI.

Le city stade de la commune de Vallangoujard propose diverses activités sportives : avec des cages de but pour le football, des paniers en hauteur pour le basket, des filets pour le volleyball, des cages plus petites destinées au handball, etc.

Dans le cadre des temps réservés aux scolaires et ou à l'accueil de loisirs la mixité et la pratique féminine sont promues par les équipes enseignantes (professeurs des écoles, ATSM, Animateurs, ...).

Détail du calcul de la subvention :

Type opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 106 284,94 €

Montant HT des travaux éligibles : 99 412,40 € (frais de décapage et d'évacuation non éligibles)

Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %

Taux d'intervention ramené à : 30%

Subvention proposée : 29 823,72 €

Le montant de la subvention totale appliquée représente 30% du montant HT des travaux éligibles, soit 28,06% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- ARRONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	29 884,94	28,12%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	76 400,00	71,88%
Total	106 284,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	44 575,74	41,94%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	29 823,72	28,06%
Agence Nationale pour le Sport	31 885,48	30,00%
Total	106 284,94	100,00%

DOSSIER N° EX078669 - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU VAL D'ESSONNE (91) - Création d'un pumtrack en accès libre -

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	170 900,18 € HT	50,00 %	85 450,09 €
Montant total de la subvention			85 450,09 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES VAL D'ESSONNE
Adresse administrative : PARVIS DES COMMUNAUTES
91610 BALLANCOURT SUR ESSONNE
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Patrick IMBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un pumtrack en accès libre.

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 30 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la communauté de communes du Val d'Essonne prévoit de finaliser l'opération avant Février 2024 afin de proposer cette nouvelle activité aux bénéficiaires.

Description :

La communauté de communes du Val d'Essonne souhaite installer un pumtrack situé aux abords du complexe sportif intercommunal à Mennecy. Ce type d'équipement sportif en accès libre, qui correspond à un parcours en boucle, constitué de bosses et de virages relevés, permettra de regrouper plusieurs pratiques ludiques et sportives comme le BMX, le roller, la trottinette, ainsi que le skate.

Ses pistes extérieures sont de véritables lieux d'interactions et de rencontres de proximité. La pratique étant libre, elle est accessible à tous les foyers, quelque soit leur niveau social.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des dépenses : 192 953,39

Montant HT des dépenses éligibles : 170 900,18 € (sont exclus les frais d'étude et de maîtrise d'oeuvre)

Taux d'intervention max RI : 50%

Montant de la subvention proposée : 85 450,09 €

La participation régionale est de 85 450,09 € HT soit 50 % des dépenses éligibles et 44,29 % du coût global de l'opération.

Localisation géographique :

- MENNECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	170 900,18	88,57%
Etudes et maîtrise d'œuvre	22 053,21	11,43%
Total	192 953,39	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	107 503,30	55,71%
Subvention Région Ile-de-France proposée	85 450,09	44,29%
Total	192 953,39	100,00%

**DOSSIER N° EX078798 - COMMUNAUTÉ AGGLOMÉRATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU (77) :
rénovation du gymnase à Vulaines sur Seine**

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	1 596 471,00 € HT	10,00 %	159 647,10 €
Montant total de la subvention			159 647,10 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE AGGLOMERATION DU
PAYS DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : 44 RUE DU CHATEAU
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur PASCAL GOUHOURY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du gymnase Pierre de Coubertin à Vulaines-sur-Seine.

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau prévoit de finaliser l'opération avant fin juin 2024 afin de proposer ces nouvelles activités sportives aux bénéficiaires.

Description :

La communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau a décidé de rénover le gymnase de Vulaines-sur-Seine.

Cette opération consiste en l'isolation complète du bâtiment, l'installation d'équipements pour développer l'énergie renouvelable pour le traitement de l'air et de l'eau du site (pompe à chaleur et panneaux solaires thermiques), de rénover les vestiaires et sanitaires supplémentaires, d'espaces de rangements facilitant la logistique lors des activités sportives.

Enfin, il s'agit d'une mise aux normes complète y compris PMR afin de pouvoir y accueillir des activités handisports, la création d'un garage à vélos afin de valoriser ce mode de déplacement de la part des usagers (associations, scolaires).

Détail du calcul de la subvention :

Réhabilitation ou construction d'un équipement couvert

Montant HT des travaux : 2 215 199 €

Montant HT des travaux éligibles : 1 596 471 € (sont exclus les frais de dépose et main d'œuvre).

Taux maximum ciblé dans le RI : 10%

Montant de la subvention appliquée : 159 647,10 €

Le montant de la subvention appliquée représente 10 % du montant HT des travaux éligibles, soit 7,21 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- VULAINES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 918 171,00	86,59%
Etudes et maîtrise d'œuvre	148 328,00	6,70%
Panneaux solaires thermiques	148 700,00	6,71%
Total	2 215 199,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	705 060,00	31,83%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	159 647,10	7,21%
Subvention Etat (sollicitée)	464 411,90	20,96%
Subvention Département (sollicitée)	886 080,00	40,00%
Total	2 215 199,00	100,00%

DOSSIER N° EX079220 - VALLEE SUD-GRAND PARIS (92) : création de la salle d'athlétisme indoor

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	2 000 000,00 € HT	10,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE SUD GRAND PARIS

Adresse administrative : 28 RUE DE LA REDOUTE
92260 FONTENAY AUX ROSES

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur JEAN-DIDIER BERGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de la salle d'athlétisme indoor

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 28 février 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, le porteur de projet souhaite finaliser cette opération avant le deuxième trimestre 2025 afin de proposer de nouvelles activités aux pratiquants.

Description :

La demande porte sur la création d'une salle d'athlétisme indoor.

La salle d'athlétisme accueillera les élèves du primaire, du secondaire et l'école municipale des sports.

La salle sera également mise à la disposition du club CSM Clamart Athlétisme.

Le CSM Clamart Athlétisme est un club accueillant des pratiquantes et pratiquants de tous âges (du baby-athlé aux adultes) de niveau départemental.

Elle comprend :

- Une piste de droite de sprint de 8 couloirs d'une longueur de 60 mètres ;
- Des aires de saut en longueur, de triple saut et de saut à la perche d'une longueur de 45 mètres, ainsi qu'une aire de saut en hauteur de 15 mètres ;
- Une aire de lancer de poids ;
- Une piste de course circulaire de 200 mètres composée de 6 couloirs.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement couvert (type gymnase, tennis, skate park, infrastructures athlétisme indoor, équipement d'escalade (mur ou blocs...))

Montant HT des dépenses : 37 402 648 €

Montant HT des dépenses éligibles : 2 000 000 €

Taux d'intervention maximum RI : 10%

Montant de la subvention proposée : 200 000 €

La participation régionale représente 10% des dépenses éligibles, soit 0,53% du coût global du projet.

Localisation géographique :

- CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	27 715 129,00	74,10%
Etudes et maîtrise d'œuvre	4 574 505,00	12,23%
Autres dépenses (préciser)	5 113 014,00	13,67%
Total	37 402 648,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	36 802 648,00	98,40%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	200 000,00	0,53%
Subvention Etat (sollicitée)	400 000,00	1,07%
Total	37 402 648,00	100,00%

DOSSIER N° EX077969 - EARL ECURIES DE NONVILLE (77) - Rénovation de la couverture du grand manège à chevaux

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	46 313,00 € HT	58,30 %	27 000,00 €
Montant total de la subvention			27 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECURIES DE NONVILLE

Adresse administrative : 9 RUE GRANDE
77140 NONVILLE

Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée

Représentant : Madame AGATHE LAGUES-BAGET, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de la couverture du grand manège à chevaux

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2022 - 31 juillet 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La structure a demandé une autorisation de démarrage anticipé des travaux en raison de la vétusté de la couverture et des parties latérales du manège qui remettent en cause la sécurité du public évoluant sur la piste et empêchent la tenue des cours.

Description :

Le projet consiste en la réfection de la couverture du grand manège arrivée en bout de vie (50m x 20m) où évoluent tous les publics et leurs montures. Il vient compléter une longue série d'investissements réalisés précédemment sur tous les espaces de l'établissement.

Les Écuries de Nonville accueillent, chaque semaine, hors vacances scolaires, un groupe d'enfants atteint de handicap mental, de l'IME LA SITELLE, à Fontainebleau, depuis 2017.

Ils proposent des séances adaptées, parfois individualisées, afin de développer la motricité, la proprioception et surtout, la gestion des émotions. La cavalerie est soigneusement sélectionnée pour son adaptabilité à ce type de public.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : construction/réhabilitation centre équestre

Montant HT des dépenses : 46 313 €

Montant HT des dépenses éligibles : 46 313 €
Taux d'intervention max RI : 50% + 10% (majoration PSH)
Taux d'intervention ramené à : 58,30%
Montant de la subvention proposée : 27 000 €

Localisation géographique :

- NONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	46 313,00	100,00%
Total	46 313,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	27 000,00	58,30%
Fonds propres	19 313,00	41,70%
Total	46 313,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement
2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX077978 - RACING CLUB DE FRANCE (75) : construction de quatre pistes de padel couvertes

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	326 604,00 € TTC	10,00 %	32 660,40 €
Montant total de la subvention			32 660,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RACING CLUB DE FRANCE

Adresse administrative : 5 RUE EBLE
75007 PARIS 7E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Philippe BAUDILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de quatre pistes de padel couvertes.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la commune souhaite une ouverture du terrain avant janvier 2024, afin de proposer de nouvelles activités sportives pour les pratiquants.

Description :

En raison des contraintes immobilières, il n'existe pas de club de padel dans Paris intramuros (uniquement 2 pistes dans le 19ème arrondissement).

Le succès est tel qu'il est compliqué pour les pratiquants de réserver des heures de jeu en région parisienne.

Les clubs de padel situés en périphérie affichent des taux de remplissage très importants avec de grands écarts horaires d'ouverture (07h00/22h00).

L'objectif est de créer une section padel avec installation de 4 pistes de padel indoor.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération: Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant des travaux : 326 604 € TTC

Montant des travaux éligibles: 326 604 € TTC

Taux maximum ciblé dans le RI : 10%

Montant de la subvention appliquée : 32 660,40 € TTC

Le montant total de la subvention proposée représente soit 10 % du montant TTC des travaux du projet.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	326 604,00	100,00%
Total	326 604,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	32 660,40	10,00%
Participation Ligue ou Fédération	50 000,00	15,31%
Fonds propres	243 943,60	74,69%
Total	326 604,00	100,00%

DOSSIER N° EX078467 - ECURIE GRANDPIERRE à ORGEVAL (78) - Création d'un poney club avec manège et barns

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	130 000,00 € HT	19,23 %	25 000,00 €
Montant total de la subvention			25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L ECURIE GRANDPIERRE

Adresse administrative : CHEMIN DU MOULIN A VENT
78630 ORGEVAL

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur JACK GRANDPIERRE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un poney club avec manège et barns

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La structure a demandé une autorisation de démarrage anticipé des travaux pour assurer l'accès et l'utilisation du manège par la section poney dès la rentrée scolaire et sportive.

Description :

Le projet consiste, sur un terrain vierge, en face de l'Ecurie actuelle, à créer un espace 100% dédié aux enfants et à la découverte ou à la pratique de l'équitation. Le manège totalement couvert permettra la pratique de l'équitation toute l'année, par tous les temps.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation/construction centre équestre

Montant HT des dépenses : 130 000 €

Montant HT des dépenses éligibles : 130 000 €

Taux d'intervention max RI : 50%

Taux d'intervention ramené à : 19,23%

Montant de la subvention proposée : 25 000 €

Localisation géographique :

- ORGEVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	21 128,44	16,25%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	108 871,56	83,75%
Total	130 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	25 000,00	19,23%
Fonds propres	105 000,00	80,77%
Total	130 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX078468 - EARL AGM EQUITATION - Centre équestre LE CORBREUSE (91) - Travaux sur les installations (boxes, paddocks...)

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	218 088,82 € HT	22,93 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL AGM

Adresse administrative : RUE POTIN
91410 CORBREUSE

Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur ALEXIS MEYRIER, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux sur les installations (boxes, paddocks...)

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2022 - 29 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La structure a demandé une autorisation de démarrage anticipé pour répondre aux disponibilités de l'entreprise des travaux en charge du chantier.

Description :

AGM équitation, centre équestre prometteur à l'orée de la forêt de Dourdan, souhaite développer ses activités club, scolaire et handicap. Pour cela des travaux touchant différentes parties de la structure sont indispensables : boxes, paddocks, bâtiments (travail + stockage), terrains, sols. Ces travaux sont l'occasion de rentrer dans une démarche responsable.

Afin de mener à bien ce projet, AGM équitation prévoit de :

- Ouvrir les boxes vers des paddocks stabilisés
- Installer des râteliers automatiques
- Agrandir le manège et la zone de stockage de paille adjacente
- Améliorer la qualité des sols (ajout de fibres)
- Installer un bassin et une citerne de récupération des eaux usées
- Installer un système d'arrosage automatique et d'irrigation des sols
- Installer une zone de panneaux photovoltaïques (auto-financement)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : construction/réhabilitation centre équestre

Montant HT des dépenses : 218 088,82 €

Montant HT des dépenses éligibles : 218 088,82 €

Taux d'intervention max RI : 50% jusqu'à 200 000 €, puis 25% au-delà jusqu'à 400 000 €

Taux d'intervention ramené à : 22,93%

Montant de la subvention proposée : 50 000 €

Localisation géographique :

- CORBREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	218 088,82	100,00%
Total	218 088,82	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	50 000,00	22,93%
Fonds propres	168 088,82	77,07%
Total	218 088,82	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX078500 - STADE FRANCAIS PARIS (75) : construction d'une salle de musculation au centre d'entraînement du camp des loges à Saint-Germain-en-Laye

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	1 005 800,00 € HT	13,47 %	135 474,00 €
	Montant total de la subvention		135 474,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STADE FRANCAIS PARIS

Adresse administrative : 9 ALLEE CHARLES BRENNUS
75016 PARIS 16E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur THOMAS LOMBARD, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'une salle de musculation au centre d'entraînement du camp des loges à Saint-Germain-en-Laye

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2024 - 28 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le départ de l'équipe professionnelle masculine de football du Paris Saint Germain à Poissy à l'été 2023 a conduit la Ville de Saint-Germain-en-Laye a lancé un avis de publicité. La candidature du Stade Français Rugby Pro a été retenue pour occuper le centre de préparation du Camp des Loges dès la saison sportive 2024-2025;

Le projet d'accueillir une nouvelle discipline au centre de préparation nécessite de modifier les installations sportives et de réaménager le centre d'entraînement dans sa globalité.

En complément de ces travaux de réaménagements portés par la ville de Saint-Germain-en-Laye, et afin de répondre aux plus hauts standards du rugby professionnel français et même européen, le Stade Français a décidé de construire une salle de musculation et de préparation physique de 700m². En effet, si les installations actuelles vont permettre à l'équipe première du Stade Français de s'entraîner sur un site d'exception et dans des conditions optimales, les besoins en termes de préparation physique et en particulier de musculation sont bien plus importants au rugby qu'au foot.

Cette nouvelle salle jouxtera les terrains d'entraînement et permettra d'accueillir la totalité de l'effectif lors des séances de préparation physique et musculation. Elle sera dotée d'appareils modernes et se fondera dans l'ambiance générale du site.

Le Stade Français compte plus de 700 licenciés dont 200 licenciées féminines. Une équipe première classée au plus haut niveau national est la figure de proue de ce club.

L'accueil de l'équipe première du Stade Français au centre de préparation entre en cohérence avec le projet sportif qui a été mis en place avec le club de rugby local.

La formation des joueurs demeure un enjeu majeur pour le club. Une passerelle entre le club local et l'équipe première sera envisagée.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : construction d'une salle de musculation

Montant HT des travaux : 1 005 800 €

Montant HT des travaux éligibles : 1 005 800 €

Taux d'intervention appliqué : 13.47 %

Montant de la subvention proposée : 135 474 €

Le montant de la subvention appliquée représente 13.47 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	940 000,00	93,46%
Etudes et maîtrise d'œuvre	65 800,00	6,54%
Total	1 005 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	135 474,00	13,47%
Stade Français Paris	870 326,00	86,53%
Total	1 005 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX078549 - SCI DE MONTS ET VIOLET - PONEY CLUB LE CHEYENNE à St Cyr sur Morin (77) - Rénovation des installations (réhabilitation marcheur, réfection carrières, réfection des prés et scellerie, vestiaires)

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	110 000,00 € HT	27,27 %	30 000,00 €
Montant total de la subvention			30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI DE MONTS ET VIOLET
Adresse administrative : HAMEAU DE CHARNESSEUIL 1 BIS
77750 SAINT CYR SUR MORIN
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame ADELIN VIOLET, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation des installations (réhabilitation marcheur, réfection carrières, réfection des prés et scellerie, vestiaires)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La société a demandé une autorisation de démarrage anticipé des travaux afin de permettre une utilisation rapide et garantir la continuité des activités du club.

Description :

Le projet consiste en la réfection d'équipements et espaces essentiels pour la sécurité des équidés et licenciés. Les travaux vont permettre l'amélioration de la structure (développement des activités et potentiel d'accueil).

Les travaux correspondent à la réhabilitation des boxes, la réfection des sols, des prés et paddocks, des selleries, et la création de vestiaires/sanitaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : construction/réhabilitation centre équestre

Montant HT des dépenses : 110 000 €

Montant HT des dépenses éligibles : 110 000 €

Taux d'intervention max RI : 50%
Taux d'intervention ramené à : 27,27%
Montant de la subvention proposée : 30 000 €

Localisation géographique :

- SAINT-CYR-SUR-MORIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	110 000,00	100,00%
Total	110 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	80 000,00	72,73%
Subvention Région Ile-de-France	30 000,00	27,27%
Total	110 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement
2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX078689 - GFA NIJEMA pour les ECURIES SAINT YON - Association EQUIMOUV (91) - Création d'un manège couvert et écurie, vestiaires et éclairage

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	400 000,00 € HT	20,00 %	80 000,00 €
Montant total de la subvention			80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE
NIJEMA
Adresse administrative : 2 RUE DES ORMES
91530 SAINT MAURICE MONTCOURONNE
Statut Juridique : Groupement Foncier Agricole
Représentant : Madame SYLVIE BOUCAULT, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un manège couvert et écurie, vestiaires et éclairage

Dates prévisionnelles : 1 mars 2024 - 31 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Les écuries de Saint Yon (SAS) sont installées sur l'ancien terrain de concours des Césardières, propriété du GFA NIJEMA. La SAS a créé un poney-club, un centre équestre et une écurie de propriétaires. La demande des cavaliers ne cessant d'augmenter et afin de continuer à se développer et pouvoir accueillir des classes découvertes et scolaires, il est prévu de construire de plus grandes installations. Un manège couvert ainsi qu'une écurie deviennent nécessaires (manège couvert de 60 m x 25 m, une écurie attenante de 60 m x 12 m, deux vestiaires ainsi que l'éclairage des carrières existantes et des allées de circulations).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : construction/réhabilitation centre équestre

Montant HT des dépenses : 705 588 €

Montant HT plafond éligible : 400 000 €

Taux d'intervention max RI : 50% jusqu'à 200 000 € HT puis 25% au delà et jusqu'à 400 000 € HT

Taux d'intervention ramené à : 20%

Montant de la subvention proposée : 80 000 €

La participation régionale représente 20% des dépenses éligibles, soit 11,34% du coût global du projet.

Localisation géographique :

- SAINT-YON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	705 588,00	100,00%
Total	705 588,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	80 000,00	11,34%
Subvention Commune (sollicitée)	1 000,00	0,14%
Fonds propres	624 588,00	88,52%
Total	705 588,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX078746 - SARL POUTHE GAUDIN / Ecuries de Servolles à Hermé (77) - Création d'un marcheur pour chevaux

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	72 743,39 € HT	34,37 %	25 000,00 €
Montant total de la subvention			25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL POUTHE GAUDIN

Adresse administrative : 4 RUE DE SERVOLLES
77114 HERME

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur CORENTIN POUTHE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un marcheur pour chevaux

Dates prévisionnelles : 1 août 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La structure a sollicité une autorisation de démarrage anticipé des travaux, en raison des travaux lourds de stabilisation du sol en amont de l'installation du marcheur.

Description :

Le projet consiste à créer une dalle béton pour y installer un marcheur semi couvert éclairé de 18m de diamètre accompagné d'un sol en caoutchouc permettant l'accueil de 8 chevaux simultanément. Le marcheur permettra d'assurer une sortie quotidienne de la cavalerie en toute sécurité. Ainsi, les cavaliers profiteront de chevaux détendus et en bonne santé lors de leur pratique, limitant aussi les risques liés aux comportements imprévisibles des équidés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation/création centre équestre

Montant HT des dépenses : 72 743,39 €

Montant HT des dépenses éligibles : 72 743,39 €

Taux d'intervention max RI : 50%

Taux d'intervention ramené à : 34,37%

Montant de la subvention proposée : 25 000 €

Localisation géographique :

- HERME

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	72 743,39	100,00%
Total	72 743,39	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	25 000,00	34,37%
Fonds propres	47 743,39	65,63%
Total	72 743,39	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX078870 - JMO EQUITATION - Haras de la Gire à Lévis St Nom (78) - Amélioration des carrières et réhabilitation de l'hébergement poneys et chevaux

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	143 637,62 € HT	34,81 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JMO EQUITATION

Adresse administrative : HARAS DE LA GIRE
78320 LEVIS SAINT NOM

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur VINCENT KLEIN, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : amélioration des carrières et réhabilitation de l'hébergement poneys et chevaux

Dates prévisionnelles : 30 mai 2020 - 31 janvier 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La structure a sollicité une autorisation de démarrage anticipé des travaux afin de réaliser ces derniers post covid pour espérer rattrapper les pertes liées à la fermeture des structures sportives. Les travaux réalisés permettent d'améliorer et d'augmenter la capacité d'accueil des licenciés.

Description :

Le projet consiste en l'augmentation de la capacité d'accueil, l'agrandissement de 12 boxes et la création de stabulations libres. Ainsi le centre équestre pourra accueillir davantage de cavaliers.

Les chevaux bénéficieront d'un habitat plus adapté à leurs besoins fondamentaux. Cette rénovation encouragera les contacts sociaux et permettra des temps de repos couché plus importants.

Les tâches du personnel d'écurie seront facilitées par des portes plus larges, permettant la mécanisation de travaux quotidiens.

Est prévue également, l'amélioration du sol d'une carrière 70m x 48m, avec optimisation de l'arrosage. La qualité des sols garantit la sécurité de la pratique équestre pour le cavalier et les chevaux. Une surface correctement arrosée homogénéise la surface de pratique, limite donc le trébuchement, les glissades ou les mauvaises réceptions d'obstacles. Les chutes sont limitées et les chevaux évoluent dans le respect de leur bien-être. L'accès à des personnes en situation de handicap est facilité par une surface plus homogène.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : construction/réhabilitation centre équestre

Montant HT des dépenses : 159 425,87 €

Montant HT des dépenses éligibles : 143 637,62 € (sont exclus les frais liés aux locaux technique et travaux de forage)

Taux d'intervention max RI : 50% jusqu'à 200 000 €

Taux d'intervention ramené à : 34,81 %

Montant de la subvention proposée : 50 000 €

La participation régionale représente 34,81% des dépenses éligibles, soit 31,36% du coût global des travaux.

Localisation géographique :

- LEVIS-SAINT-NOM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Arrosage carrière 40X60	26 761,60	16,79%
Locaux techniques	3 800,25	2,38%
Fondation dalle des boxes	30 022,89	18,83%
Boxes et abris	47 303,94	29,67%
Arrosage carrière 70X48	20 771,88	13,03%
Portes et accès boxes	10 264,00	6,44%
Structure barn	8 513,31	5,34%
Travaux forage	11 988,00	7,52%
Total	159 425,87	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	50 000,00	31,36%
Fonds propres	109 425,87	68,64%
Total	159 425,87	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 2 - Fiches projets terrains synthétiques de grands jeux

DOSSIER N° EX077092 - MAGNY EN VEXIN (95) : création d'un terrain en gazon synthétique et mise en place d'un éclairage sportif

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	777 022,35 € HT	19,30 %	150 000,00 €
Montant total de la subvention			150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAGNY-EN-VEXIN

Adresse administrative : 20 RUE DE CROSNE
95420 MAGNY EN VEXIN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur LUC PUECH D'ALISSAC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un terrain en gazon synthétique et la mise en place d'un éclairage sportif

Dates prévisionnelles : 1 juin 2022 - 17 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la commune souhaite une ouverture du terrain en septembre 2022 pour la rentrée scolaire, afin de limiter l'impact de fermeture pour les pratiquants.

Description :

Le site choisi pour le futur terrain en gazon synthétique est celui d'un terrain en stabilisé, au stade municipal Paul Cheron, situé au sud de la commune de Magny en Vexin.

Les objectifs principaux de ces opérations sont :

- La création d'un terrain de Football en gazon synthétique,
- La mise en place d'un éclairage sportif.

Le terrain sera en gazon synthétique avec pour dimensions d'aire de jeux 100x60m, avec 2.65m de dégagements sur les largeurs et 2.65m de dégagements sur les longueurs, dont 2.50 en gazon synthétique.

Le projet présente également le traitement des abords immédiats du terrain synthétique dont la rétention de granulats.

Le projet prévoit un remplissage en SBR encapsulé sur couche de souplesse préfabriquée.

Le club résident est Magny en Vexin football club, il présente 3 équipes féminines (U7, U8 et seniors) ainsi que deux équipes mixtes (U12 et U14).

Détail du calcul de la subvention :

Montant total des deux opérations concernant les travaux HT : 936 356,66 €

Terrain synthétique de grands jeux :

Montant HT des travaux : 835 406,66 €

Montant HT des travaux éligibles : 702 022,35 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de dépose, démolition, décapage, abords)

Taux maximum ciblé dans le RI : 25 % (15 % taux du RI + 10 % majoration système de rétention des granulats)

Taux ramené à : 19,94%

Montant de la subvention appliquée : 140 000 €

Eclairage :

Montant HT des travaux : 100 950 €

Montant plafond HT des travaux éligibles : 75 000 €

Taux maximum ciblé proposé dans le RI : 15 %

Taux ramené à : 13,33 %

Montant de la subvention appliquée : 10 000 €

Le montant de la subvention appliquée de 150 000 € représente 19,30 % du montant HT des travaux éligibles, soit 16,02 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MAGNY-EN-VEXIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	936 356,66	100,00%
Total	936 356,66	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	224 670,66	23,99%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	150 000,00	16,02%
Subvention Département (sollicitée)	187 181,00	19,99%
Agence Nationale pour le Sport (sollicitée)	374 505,00	40,00%
Total	936 356,66	100,00%

DOSSIER N° EX077445 - MAISONS-ALFORT (94) : Transformation d'un terrain stabilisé en gazon synthétique pour la pratique du football et du rugby au stade des Juilliottes

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	1 000 000,00 € HT	10,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAISONS-ALFORT
Adresse administrative : 118 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94700 MAISONS ALFORT CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-France PARRAIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : transformation d'un terrain stabilisé en gazon synthétique pour la pratique du football et du rugby au stade des Juilliottes.

Dates prévisionnelles : 5 juin 2023 - 4 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la commune souhaite une ouverture du terrain en septembre 2023, afin de limiter l'impact de fermeture pour les pratiquants.

Description :

La commune de Maisons-Alfort souhaite transformer un terrain stabilisé en gazon synthétique pour la pratique du football et du rugby au stade des Juilliottes, afin d'optimiser les conditions d'entraînement des associations et des scolaires en mettant à leur disposition une aire de jeu adaptée à une pratique sportive sécurisée, mais aussi de favoriser le sport pour tous dans les meilleures conditions. La commune envisage ainsi une homologation pour son terrain, dont les dimensions sont de 100 m x 68 m, de niveau 5 pour la pratique du football, et 98 m x 68 m de catégorie C pour la pratique du rugby.

La commune s'engage à respecter les exigences particulières de protection des pratiquants.

Le terrain synthétique sera composé de fibres synthétiques avec un lestage en sable et un remplissage en SBR encapsulé, d'une épaisseur de 60 mm. Le terrain disposera également d'un système de rétention des granulats.

Le projet prévoit également :

- tracés pour la pratique du football et du rugby ;
- paire de buts de rugby de 11 m de haut avec housses de protections ;
- paire de buts de football à 11 et paire de buts de football à 8 rabattables ;
- abris de touche pour les joueurs et les officiels ;
- main courant avec portail et portillons ;
- filets pare-ballons.

Le Football Club de Maisons-Alfort et le Rugby Charenton Maisons-Alfort Saint-Maurice sont les clubs résidents du stade des Juilliottes de Maisons-Alfort. L'ensemble des créneaux sont attribués à ces clubs les soirs en semaine, les mercredis et les week-ends, ainsi qu'à la pratique sportive des scolaires en journée du lundi au vendredi. Le Football Club de Maisons-Alfort compte 1 250 licenciés, dont 150 féminines, tandis que le Rugby Charenton Maisons-Alfort Saint-Maurice compte 160 licenciés, dont un groupe de féminines. Enfin, l'Institut médico-éducatif l'Odyssée utilise également cet équipement deux fois par semaine.

Détail du calcul de la subvention :

Terrain synthétique de grands jeux :

Montant HT des travaux : 1 020 000 €

Montant HT plafond des travaux éligibles : 1 000 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 35 % (15 % taux du RI + 20 % majoration système de rétention des granulats + politique PSH)

Taux d'intervention ramené à : 10 %

Montant de la subvention appliquée : 100 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 10 % du montant HT des travaux éligibles, soit 9,80 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MAISONS-ALFORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 020 000,00	100,00%
Total	1 020 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	820 000,00	80,39%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	9,80%
Subvention Département (sollicitée)	100 000,00	9,80%
Total	1 020 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX077880 - GARGES LES GONESSE (95) : réhabiliter les deux terrains en remplaçant le gazon actuel par un gazon synthétique

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	800 426,57 € HT	17,53 %	140 310,80 €
Montant total de la subvention			140 310,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE

Adresse administrative : 8 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
95140 GARGES-LES-GONESSE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur BENOIT JIMENEZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabiliter les deux terrains en remplaçant le gazon actuel par un gazon synthétique.

Dates prévisionnelles : 1 juin 2022 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la commune souhaite la réhabilitation des deux terrains avant la rentrée scolaire 2023, afin de ne pas impacter la pratique sportive des bénéficiaires.

Description :

La ville de Garges les Gonesse souhaite réhabiliter les deux terrains en remplaçant le gazon actuel par un gazon synthétique nouvelle génération (avec un remplissage SBR double encapsulage).

Le projet prévoit la mise en place de solutions pour la rétention des granulats sur la surface dédiée à l'équipement.

Le remplissage mixte du gazon synthétique sera en sable de lestage et en granulats inodores, encapsulés, de couleur verte.

Les utilisateurs potentiels des nouveaux terrains seront entre autres :

- 4 collèges (Henri Matisse, Henri Wallon, Pablo Picasso et Paul Eluard)
- 2 lycées (Simone de Beauvoir et Arthur Rimbaud),
- 1 association de football (650 adhérents de 5 à 55 ans)
- 2 associations FSGTS (150 adhérents),

- Les écoles,
- Les centres sociaux et les centres de loisirs dans le cadre d'activités diverses.

Les bénéficiaires représentent une mixité femmes/hommes avec notamment le club résident le FCM Garges Football qui propose une discipline mixte.

Détail du calcul de la subvention :

Montant HT des travaux et des études : 935 405,32 €

Montant HT des travaux éligibles : 800 426,57 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de dépose, démolition, décompactage).

Taux maximum possible dans le RI : 20 % (15% + 5 % majoration de granulats)

Taux ciblé : 17,53%

Montant de la subvention appliquée : 140 310,80 €

Le montant de la subvention appliquée représente 17,53 % du montant HT des travaux éligibles, soit 15 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	907 800,32	97,05%
Etudes et maîtrise d'œuvre	27 605,00	2,95%
Total	935 405,32	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	411 490,52	43,99%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	140 310,80	15,00%
Subvention Département (sollicitée)	220 842,00	23,61%
CNDS	162 762,00	17,40%
Total	935 405,32	100,00%

DOSSIER N° EX078196 - CERGY (95) : Rénovation du terrain d'honneur et remplacement de l'éclairage en LED

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	572 994,60 € HT	13,96 %	80 000,00 €
Montant total de la subvention			80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CERGY

Adresse administrative : 3 PLACE OLYMPE DE GOUGES
95801 CERGY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Paul JEANDON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du terrain d'honneur et remplacement de l'éclairage en LED.

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la commune souhaite terminer cette opération avant la rentrée scolaire 2023, afin de limiter l'impact de fermeture pour les pratiquants.

Description :

Afin de maintenir un niveau d'excellence pour le club du CPFC, la ville de Cergy engage la rénovation des terrains dont la rénovation du terrain d'honneur avec changement du revêtement synthétique et de l'éclairage.

Après 13 ans d'utilisation intensive l'ancienne moquette avec remplissage SBR montre ses limites et risque de ne plus satisfaire aux exigences sportives lors des tests (rebond, torsion....), c'est ce qui conduit la ville de Cergy à investir en 2023 dans la rénovation du terrain d'honneur en installant une moquette de dernière génération remplie uniquement de sable et posée sur une sous-couche amortissante préfabriquée afin d'éliminer le rejet des microplastiques dans les eaux pluviales.

Dans le cadre du plan de sobriété et afin de fournir un meilleur éclairage aux joueurs lors des matchs et entraînements, la ville de Cergy transforme l'ancien éclairage iodeure en LED afin de réduire sa consommation électrique sur le stade Salif KEÏTA.

Développant depuis environ dix ans la pratique du football féminin, le CPFC compte, aujourd'hui, l'un des

plus importants effectifs féminins dans le Val-d'Oise dans des sections enfants, adolescents et seniors.

Détail du calcul de la subvention :

Terrain synthétique de grands jeux :

Montant HT des travaux : 597 152,15 €

Montant HT des travaux éligibles : 506 972,60 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de dépose et décapage et la communication)

Taux maximum ciblé dans le RI : 25% (15% + 10% majoration de granulats)

Taux d'intervention ramené à : 13,83%

Montant de la subvention appliquée : 70 096,70€

Réfection ou création d'un éclairage :

Montant HT des travaux éligibles : 66 022,€

Taux maximum ciblé dans le RI : 15%

Montant de la subvention appliquée : 9 903,30 €

Le montant de la subvention appliquée totale représente 13,96 % du montant HT des travaux éligibles, soit 12,06 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	662 174,15	99,85%
Communication travaux	1 000,00	0,15%
Total	663 174,15	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	248 174,15	37,42%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	80 000,00	12,06%
Subvention Etat (sollicitée)	300 000,00	45,24%
Participation Ligue ou Fédération	35 000,00	5,28%
Total	663 174,15	100,00%

DOSSIER N° EX078963 - GRIGNY (91) : transformation d'un terrain de rugby enherbé en terrain synthétique

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	800 000,00 € HT	15 %	120 000,00 €
Montant total de la subvention			120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GRIGNY

Adresse administrative : 19 RTE DE CORBEIL
91350 GRIGNY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Philippe RIO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : transformation d'un terrain de rugby enherbé en terrain synthétique.

Dates prévisionnelles : 11 juillet 2022 - 3 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune de Grigny a souhaité finaliser l'opération avant le deuxième trimestre 2023 afin de ne pas impacter la pratique des bénéficiaires.

Description :

La ville de Grigny souhaite transformer le terrain de rugby en herbe en terrain synthétique.

Le choix du revêtement s'est porté sur du gazon synthétique remplissage en sable qui sera conforme aux normes IRB, les pentes du terrain seront également conformes aux normes de l'IRB (International Rugby Board).

L'opération permettra de développer de nouvelles pratiques sportives, d'optimiser la disponibilité et d'accroître la convivialité des équipements sportifs existants à l'intention des publics, des écoles et collèges, des associations et des clubs.

Détail du calcul de la subvention :

Montant total des deux opérations concernant les travaux HT : 918 000 €

Terrain synthétique de grands jeux :

Montant HT des travaux et les études : 918 000 €

Montant HT des travaux éligibles avec plafond : 800 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 15 %

Montant de la subvention appliquée : 120 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 15% du montant HT des travaux éligibles, soit 13,07% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- GRIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	872 800,00	95,08%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	45 200,00	4,92%
Total	918 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	282 300,00	30,75%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	120 000,00	13,07%
Agence Nationale pour le Sport	515 700,00	56,18%
Total	918 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX078970 - BEAUMONT SUR OISE (95) : réhabilitation du terrain annexe d'entraînement en terrain synthétique

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	846 397,57 € HT	15,00 %	126 959,63 €
Montant total de la subvention			126 959,63 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BEAUMONT SUR OISE

Adresse administrative : 29 RUE DE PARIS
95260 BEAUMONT SUR OISE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean Michel APARICIO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réhabilitation du terrain annexe d'entraînement en terrain synthétique.

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2023 - 20 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune de Beaumont sur Oise souhaite finaliser cette opération avant novembre 2023 afin de limiter l'impact sur les pratiquants.

Description :

La ville de Beaumont-sur-Oise souhaite transformer un terrain annexe d'entraînement de football en gazon synthétique à partir de noyaux d'olives broyés, pour en faire bénéficier tous les sportifs et les jeunes de la commune et pallier la fermeture des autres terrains lors d'intempéries. Le projet intègre la mise en place d'un éclairage LED.

Publics cibles :

- scolaires (primaires, collégiens et lycéens),
- club de football (Entent Beaumont Mours),
- jeunes accueillis dans le cadre du centre d'animation jeunesse et des activités périscolaires.
- association de prévention spécialisée (IMAJ).

Détail du calcul de la subvention :

Terrain synthétique de grands jeux :

Montant HT des travaux : 853 822,37 €

Montant HT des travaux éligibles avec plafond : 771 397,57€ (sont exclus les frais liés aux travaux préparatoires, divers et au décapage)

Taux maximum ciblé dans le RI : 15%

Montant HT de la subvention appliquée : 115 709,63 €

Réalisation ou la reprise d'un éclairage :

Montant HT des travaux : 158 055,75€

Montant HT des travaux éligibles avec plafond : 75 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 15%

Montant HT de la subvention appliquée : 11 250 €

Le montant de la subvention appliquée totale représente 15 % du montant HT des travaux éligibles, soit 12,55% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- BEAUMONT-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 011 878,12	100,00%
Total	1 011 878,12	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	353 834,51	34,97%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	126 959,63	12,55%
Subvention Etat (sollicitée)	202 375,62	20,00%
Subvention Département (sollicitée)	250 000,00	24,71%
Participation Fédération	55 000,00	5,44%
Participation Ligue	23 708,36	2,34%
Total	1 011 878,12	100,00%

DOSSIER N° EX079023 - OSNY (95) : réhabilitation du terrain de football en gazon synthétique du stade Christian Léon

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	473 007,82 € HT	15,00 %	70 951,17 €
Montant total de la subvention			70 951,17 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'OSNY

Adresse administrative : 14 RUE WILLIAM THORNLEY
95520 OSNY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Michel LEVESQUE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du terrain de football en gazon synthétique du stade Christian Léon.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2023 - 25 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature et des délais du projet, la commune de Osny souhaite finaliser l'opération avant la rentrée scolaire 2023 afin de limiter l'impact des bénéficiaires.

Description :

L'opération consiste en la réhabilitation du gazon synthétique existant.

Le revêtement choisi est un gazon synthétique à velours court lesté de sable présentant une seule couche de remplissage composée de sable arrondi siliceux.

Le terrain sera équipé de deux buts de football à 11 et 4 poteaux de corner.

Les bénéficiaires seront le club de football Osny FC, le club d'athlétisme EACPA, les scolaires (lycée/écoles élémentaires/ collège) et les centres de loisirs, centres sociaux.

Détail du calcul de la subvention :

Terrain synthétique de grands jeux :

Montant HT des travaux : 556 307,82€

Montant HT des travaux éligibles avec plafond : 473 007,82€ (sont exclus les frais liés aux travaux préparatoires)

Taux maximum ciblé dans le RI : 15%

Montant de la subvention appliquée : 70 951,17 €

Le montant de la subvention appliquée totale représente 15 % du montant HT des travaux éligibles, soit 12,75% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- OSNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	539 757,82	97,03%
Etudes et maîtrise d'œuvre	16 550,00	2,97%
Total	556 307,82	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	223 364,69	40,15%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	70 951,17	12,75%
Subvention Etat (sollicitée)	102 915,00	18,50%
Subvention Département (sollicitée)	139 076,96	25,00%
Participation Ligue ou Fédération	20 000,00	3,60%
Total	556 307,82	100,00%

DOSSIER N° EX079177 - COUDRAY-MONTCEAUX (77) : création d'un terrain de football synthétique avec éclairage

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	699 587,20 € HT	23,93 %	167 396,97 €
Montant total de la subvention			167 396,97 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU COUDRAY MONTCEAUX

Adresse administrative : 45 AVENUE CHARLES DE GAULLE
91830 LE COUDRAY MONTCEAUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Aurélie GROS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un terrain de football synthétique avec éclairage.

Dates prévisionnelles : 13 mars 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune souhaite finaliser cette opération avant la fin de l'année 2023 afin de proposer de nouvelles activités aux pratiquants.

Description :

L'association FC Coudraysien, club résident du terrain, qui compte plus de 170 licenciés, dispose actuellement d'un terrain d'honneur en pelouse naturelle, de 2 terrains annexes et de 2 terrains d'entraînements, également en pelouse naturelle.

L'association présente une pratique mixte et féminine.

Ces terrains sont également utilisés par les élèves du groupe scolaire André Malraux.

Aussi, pour des raisons tant sportives, qu'éducatives, la commune a fait le choix d'investir dans un terrain synthétique, garantissant une utilisation toute l'année.

Ce nouveau terrain de football en gazon synthétique sera conforme au règlement des terrains et installations sportives de la Fédération Française de Football pour permettre une homologation de niveau 5.

La Commune a choisi un remplissage uniquement sablé.

L'opération concerne la création du terrain synthétique mais également la réhabilitation de l'éclairage afin de permettre une utilisation de l'équipement à toute heure.

Détail du calcul de la subvention :

Montant total des deux opérations concernant les travaux HT : 1 031 188,13 €

Terrain synthétique de grands jeux :

Montant HT des travaux et études : 853 965,03 €

Montant HT des travaux éligibles : 624 587,90 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux préparatoires et à l'éclairage)

Taux maximum ciblé dans le RI : 25 % (15 % taux du RI + 10 % majoration système de rétention des granulats)

Montant de la subvention appliquée : 156 146,97 €

Eclairage :

Montant HT des travaux : 177 223,10 €

Montant plafond HT des travaux éligibles : 75 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 15 %

Montant de la subvention appliquée : 11 250 €

Le montant de la subvention appliquée de 167 396,97 € représente 23,93% du montant HT des travaux éligibles, soit 16,23 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- LE COUDRAY-MONTCEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	972 964,43	94,35%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	22 503,70	2,18%
Etudes et maîtrise d'œuvre	35 720,00	3,46%
Total	1 031 188,13	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	623 791,16	60,49%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	167 396,97	16,23%
Participation Ligue ou Fédération	40 000,00	3,88%
Agence Nationale pour le Sport	200 000,00	19,40%
Total	1 031 188,13	100,00%

DOSSIER N° EX079227 - TORCY (77) : Rénovation du terrain de football synthétique Jean-Pierre Damont au stade Fremoy

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	445 760,18 € HT	17,16 %	76 483,00 €
	Montant total de la subvention		76 483,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TORCY

Adresse administrative : MAIRIE DE TORCY
77200 TORCY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Guillaume LE LAY-FELZINE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du terrain de football synthétique Jean-Pierre Damont au stade Fremoy.

Dates prévisionnelles : 8 janvier 2024 - 6 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Torcy souhaite rénover le terrain de football synthétique Jean-Pierre Damont du stade Fremoy, afin d'être en adéquation de la réglementation fédérale, permettant d'accueillir les compétitions de football de niveau départemental, régional et national. La commune envisage ainsi une homologation pour son terrain, dont les dimensions sont de 105 m x 68 m, de niveau 5 pour la pratique du football.

La commune s'engage à respecter les exigences particulières de protection des pratiquants.

Le terrain synthétique sera composé de fibres monofilament fibrillés avec un lestage en sable et un remplissage en noyaux d'olives, d'une épaisseur de 65 mm. Le terrain disposera également d'un système de rétention des granulats.

Le projet prévoit également :

- tracés pour la pratique du football à 11 et football à 8 ;
- paire de buts de football à 11 et paire de buts de football à 8 rabattables ;
- deux abris de touche pour les joueurs et un abri pour les officiels ;
- poteaux de corners amovibles.

L'U.S. Torcy Paris Vallée de la Marne est le club résident du stade Fremoy. L'ensemble des créneaux sont attribués à ce club les soirs en semaine, les mercredis et les week-ends, ainsi qu'à la pratique sportive des scolaires en journée du lundi au vendredi. L'U.S. Torcy Paris Vallée de la Marne compte 773 licenciés, dont 79 féminines.

Détail du calcul de la subvention :

Terrain synthétique de grands jeux :

Montant HT des travaux : 509 885,37 €

Montant HT des travaux éligibles : 445 760,18 € (sont exclues les dépenses relatives aux travaux de dépose d'un montant de 64 125,19 €)

Taux maximum ciblé dans le RI : 25 % (15 % taux du RI + 10 % majoration système de rétention des granulats)

Taux d'intervention ramené à : 17,16 %

Montant de la subvention appliquée : 76 483 €

Le montant de la subvention appliquée représente 17,16 % du montant HT des travaux éligibles, soit 15 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- TORCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	509 885,37	100,00%
Total	509 885,37	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	316 425,30	62,06%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	76 483,00	15,00%
CNDS	101 977,07	20,00%
Participation Ligue ou Fédération	15 000,00	2,94%
Total	509 885,37	100,00%

DOSSIER N° EX079283 - DRANCY (93) : réfection et de transformation du terrain du stade Charles Sage en gazon synthétique

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	800 000,00 € HT	15,00 %	120 000,00 €
	Montant total de la subvention		120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DRANCY

Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
93701 DRANCY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame AUDE LAGARDE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réfection et de transformation du terrain du stade Charles Sage en gazon synthétique.

Dates prévisionnelles : 30 septembre 2023 - 30 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu de la nature du projet, la commune souhaite finaliser l'opération avant l'été 2024 afin de limiter l'impact des bénéficiaires.

Description :

La commune sollicite la région Ile de France afin de réhabiliter son terrain au stade Charles Sage.

Le terrain synthétique permettra de répondre aux objectifs suivants :

- Augmentation des créneaux horaires afin de répondre aux besoins croissants des usagers.
- Soutenir et développer le football amateur (club et associations)
- Soutenir la pratique du football féminin
- Permettre l'accès de l'équipement aux personnes en situation de handicap.
- Offrir un nouvel équipement utilisable pour les publics scolaires jusqu'ici cantonné à l'utilisation uniquement de la piste d'athlétisme.

La transformation en terrain synthétique permettra également :

- L'implantation de 4 buts et de deux tracés de terrain permettant la pratique du football réduit.
- 21 créneaux supplémentaires au club de la JA DRANCY pour ses entraînements (demi-terrain ou terrain entier en fonction de la catégorie et/ou du niveau de pratique).

La nature de l'opération est une transformation du terrain du stade Charles Sage en gazon synthétique

double fibres avec remplissage organique.

Détail du calcul de la subvention :

Montant global du projet : 1 398 530 €

Terrain synthétique de grands jeux :

Montant HT des travaux : 1 398 530 €

Montant HT des travaux éligibles : 800 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 15 %

Montant de la subvention appliquée : 120 000 €

Le montant de la subvention appliquée totale représente 15 % du montant HT des travaux éligibles, soit 8,58 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- DRANCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 372 930,00	98,17%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	25 600,00	1,83%
Total	1 398 530,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	982 824,00	70,28%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	120 000,00	8,58%
Participation Ligue ou Fédération	16 000,00	1,14%
Agence Nationale pour le Sport	279 706,00	20,00%
Total	1 398 530,00	100,00%

Annexe 3 - Fiches projets - Rénovation équipements sportifs liés aux lycées

DOSSIER N° EX077840 - LAGNY-SUR-MARNE (77) : réhabilitation du sol du gymnase Thierry REY

Dispositif : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées (n° 00000316)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200304- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	60 496,00 € HT	35,00 %	21 173,60 €
	Montant total de la subvention		21 173,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LAGNY-SUR-MARNE

Adresse administrative : 2 PL DE L HOTEL DE VILLE
77400 LAGNY SUR MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du sol du gymnase Thierry REY

Dates prévisionnelles : 23 juin 2023 - 30 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Suite à une inondation, le sol du gymnase Thierry REY s'est complètement déformé et nécessite d'être remplacé en urgence. La commune souhaite pouvoir réouvrir l'équipement dès la rentrée 2023/2024.

Description :

Le changement complet du sol du gymnase avec rajout d'un système anti-remontée d'humidité permettra de garantir la pratique scolaire (écoles primaires, collèges et lycées) en toute sécurité .

Le sol sportif sera en PVC, format 23 x 44 m avec des tracés handball, badminton, volley-ball.

Les lycées Van Dongen et Saint-Laurent utilisent l'équipement sportif plus de 30h par semaine et la commune met à disposition gracieusement de ces deux lycées d'autres équipements sportifs de la ville (Gymnase G Kappes, Piste athlétisme, DOJO, Salle de Gymnastique..) 30h minimum par semaine également.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : gymnase 44m x 26.30m et 44 x 23.50 m

Montant HT des travaux : 65 671 €

Montant HT des travaux éligibles : 60 496 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de dépose d'un montant de 5 175 € HT)

Taux maximum ciblé dans le RI : 35 % (25% taux max RI + 10% majoration lycée)

Montant de la subvention proposée : 21 173.60 €

Le montant de la subvention appliquée représente 35 % du montant HT des travaux éligibles, soit 32.24 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- LAGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	65 671,00	100,00%
Total	65 671,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	21 173,60	32,24%
Fonds propres	44 497,40	67,76%
Total	65 671,00	100,00%

DOSSIER N° EX079445 - PROVINS (77) : Phase A : réhabilitation de 2 terrains de tennis couverts existants et extension d'un terrain supplémentaire

Dispositif : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées (n° 00000316)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200304- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	1 500 000,00 € HT	16,67 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PROVINS
Adresse administrative : 5 PLACE DU GENERAL LECLERC
77487 PROVINS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier LAVENKA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Phase A : réhabilitation de 2 terrains de tennis couverts existants et extension d'un terrain supplémentaire

Dates prévisionnelles : 1 juin 2024 - 1 juillet 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'installation sportive a été construite en avril 1992 et occupe une superficie de 1 350m². Elle comprend deux courts de tennis en bitume intérieur, un espace d'accueil et des vestiaires.

Le projet consiste à réhabiliter les courts de tennis existants et à en créer un supplémentaire en bitume intérieur. L'ensemble de la coque du bâtiment sera supprimé et reconstitué à neuf à l'identique de l'extension du court supplémentaire.

Il est prévu l'aménagement deux vestiaires/sanitaires, d'un espace de convivialité, des locaux techniques et d'un bureau.

Il est établi deux phases simultanées dans cette réalisation :

- la phase A portera notamment sur la réhabilitation des courts existants et la construction de la coque ;
- la phase B qui fera l'objet d'un autre dossier, portera entre autres, sur les aménagements du court de tennis supplémentaire.

Le futur équipement est situé à proximité du Lycée des Pannevelles ; c'est vers cet équipement que la mise à disposition gratuite de créneaux est prévue par la ville de Provins à hauteur de 30h/ semaine.

La Ville mettra également cet équipement à disposition du club de tennis de Provins, pour un usage associatif, de compétitions sportives et de loisirs.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : gymnase type B

Montant HT des travaux : 2 008 800 €

Montant HT des travaux éligibles : 1 848 400 € (sont exclues les dépenses de Voirie, stationnement, cheminements piétons d'un montant de 160 400 € HT)

Plafond HT des travaux : 1 500 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 25 %,

Taux d'intervention ramené à : 16.67 %

Montant de la subvention proposée : 250 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 16.67 % du montant HT des travaux éligibles, soit 12.45 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- PROVINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	2 008 800,00	100,00%
Total	2 008 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	250 000,00	12,45%
Subvention Département (sollicitée)	600 000,00	29,87%
Fonds propres	1 158 800,00	57,69%
Total	2 008 800,00	100,00%

Annexe 4 - Fiche projet - Equipements piscines

DOSSIER N° EX078921 - EPT EST ENSEMBLE (93) : rénovation du stade nautique Maurice Thorez à Montreuil

Dispositif : Plan régional piscines et patinoires (n° 00000085)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-323-2041512-132001-300

Action : 13200101- Plan piscines

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 000 000,00 € HT	13,33 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EST ENSEMBLE

Adresse administrative : 100 AV GASTON ROUSSEL
93230 ROMAINVILLE

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur Patrice BESSAC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du stade nautique Maurice Thorez à Montreuil

Dates prévisionnelles : 1 avril 2023 - 31 mai 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre d'un planning contraint par la mise à disposition du site à Paris 2024 en juin 2024, les travaux devaient initialement démarrer le 1er juin 2023 pour une durée de 13 mois. Lors des études d'avant-projet, un diagnostic structurel complémentaire a conclu à la nécessité de travaux structurels non prévus initialement (mise en place de micropieux, curage des murs périphériques du bassin et reconstruction). La date de fin des travaux ne pouvant évoluer, l'entreprise a demandé à avancer le démarrage des travaux de 2 mois, soit au 1er avril 2023.

Description :

Le projet de réhabilitation du stade nautique Maurice Thorez répond à plusieurs enjeux :

o Enjeux Sportifs

Cet équipement a été désigné par le comité d'organisation Paris 2024 et la Société de Livraison des Ouvrages comme site d'entraînement pour les JOP 2024 pour le water-polo.

L'héritage des Jeux en fera ensuite un site de compétition officielle et le bassin sera adapté pour être homologué au niveau national et international en water-polo et natation artistique, et au niveau national en natation sportive.

o Enjeux sanitaires et énergétiques pour améliorer les performances énergétiques du bâtiment en :

- remédiant aux désordres observés sur les structures des bassins, en galerie technique et en

superstructure.

-renforçant l'étanchéité au niveau du toit-verrière (toiture endommagée par des tempêtes) et du bassin principal (cuvelage en inox)

- réduisant la consommation d'énergie du bâtiment : remplacement de tout le système de chaufferie, du système de traitement de l'eau par le remplacement du système de filtration de l'eau et du système de traitement de l'air par la remise à niveau du système de distribution d'air, ou encore la remise à neuf du système solaire thermique avec l'ajout de panneaux photovoltaïques sur le toit. Tous les éclairages intérieurs de l'équipement seront remplacés par des LED.

La performance énergétique globale de l'équipement va ainsi être très nettement améliorée, avec une baisse prévisionnelle de 45% de sa consommation en eau.

o Enjeux fonctionnels visent à :

- rénover et à moderniser l'équipement afin d'accueillir dans de meilleures conditions les différents publics d'utilisateurs (habitants, publics scolaires, associations, clubs, parasportifs...)

- élargir l'offre de services et des activités proposées pour les clubs et les sportifs de haut niveau par l'installation d'un aileron mobile, la mise aux normes de l'accessibilité, la rénovation des gradins, l'installation de deux plongeoires supplémentaires respectivement de 1 mètre et de 3 mètres et une extension de la partie peu profonde du bassin principal à 2 mètres pour permettre l'homologation du bassin pour le waterpolo.

Publics accueillis

- le grand public

- le public scolaire (environ 5500 élèves) (CE1, CE2, CM1, CM2) sont accueillis chaque année.

- les clubs sportifs qui proposent les activités : natation sportive, bébés nageurs, école de natation, aquagym, aquabike, apnée, canoë kayak, plongeon, water-polo (CNN) et natation synchronisée jusqu'au plus haut niveau.

L'équipement est, de plus, mis disposition de l'équipe de France de Plongeon et accueille des compétitions de haut niveau de water-polo et l'Open de natation artistique. Cette compétition internationale regroupe les 25 équipes nationales des meilleurs pays au monde de cette discipline.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation sans extension

Montant HT des travaux : 15 939 008 €

Plafond HT des travaux éligibles : 3 000 000 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 15 %

Taux d'intervention ramené à : 13.33 %

Montant de la subvention proposée : 400 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 13.33% du montant HT des travaux éligibles, soit 2.51% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	13 058 815,00	81,94%
Maitrise oeuvre	2 238 300,00	14,04%
Etudes préalables	170 670,00	1,07%
Autres dépenses (assurances, mesures compensatoires, indemnités..)	470 223,00	2,95%
Total	15 938 008,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	400 000,00	2,51%
SOLIDEO	5 240 000,00	32,88%
Conseil départemental 93 (sollicitée)	1 225 000,00	7,69%
Métropole Grand Paris	2 000 000,00	12,55%
DSIL	800 000,00	5,02%
AESN	502 754,00	3,15%
EPT EST Ensemble	5 770 254,00	36,20%
Total	15 938 008,00	100,00%

Annexe 5 - Fiches projets - Equipements sportifs d'intérêt régional

DOSSIER N° EX077971 - SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78) : réaménagement du centre d'entraînement du camp des loges

Dispositif : Equipements sportifs d'intérêt régional (n° 00000036)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200301- Équipements sportifs de niveau régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs d'intérêt régional	3 548 420,00 € TTC	30,00 %	1 064 526,00 €
	Montant total de la subvention		1 064 526,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT GERMAIN EN LAYE

Adresse administrative : 16 RUE DE PONTOISE
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Arnaud PERICARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaménagement du centre d'entraînement du camp des loges

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2024 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le départ de l'équipe professionnelle masculine de football du Paris Saint Germain à Poissy à l'été 2023 a conduit la Ville de Saint-Germain-en-Laye a lancé un avis de publicité. La candidature du Stade Français Rugby Pro a été retenue pour occuper le centre de préparation du Camp des Loges.

Le projet d'accueillir une nouvelle discipline au centre de préparation nécessite de modifier les installations sportives et de réaménager le centre d'entraînement dans sa globalité.

Le projet comprend :

- la transformation des 2 terrains de football en gazon synthétique hybride chauffés en 2 terrains de rugby en gazon synthétique hybride non chauffés, avec la réfection complète du système d'arrosage automatique des terrains et l'installation de pare-ballons adaptés à la pratique du rugby.
- le réaménagement des bâtiments sportifs mis à disposition des joueurs afin que les différents espaces (vie, repos, restauration) soient regroupés au même endroit pour plus de confort et de proximité entre eux.
- l'extension des vestiaires pour pouvoir accueillir 55 joueurs simultanément
- la réhabilitation totale de la balnéothérapie, cryothérapie, sauna.

Pour les 2 terrains de football, la ville s'engage à respecter les exigences particulières de protection des pratiquants et de satisfaire aux critères relatifs à la provenance et la traçabilité des produits de

remplissage, ainsi qu'au respect des normes de toxicité et environnementales.

Le Stade Français compte plus de 700 licenciés dont 200 licenciées féminines. Une équipe première classée au plus haut niveau national est la figure de proue de ce club.

L'accueil de l'équipe première du Stade Français au centre de préparation entre en cohérence avec le projet sportif qui a été mis en place avec le club de rugby local.

La formation des joueurs demeure un enjeu majeur pour le club. Une passerelle entre le club local et l'équipe première sera envisagée.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : centre technique

Montant TTC des travaux : 3 548 420 €

Montant TTC des travaux éligibles : 3 548 420 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 30%

Montant de la subvention proposée : 1 064 526 €

Le montant de la subvention appliquée représente 30 % du montant TTC du projet.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation 2 terrains de rugby	2 549 420,00	71,85%
Travaux bâtiments modulaires	999 000,00	28,15%
Total	3 548 420,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	2 483 894,00	70,00%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	1 064 526,00	30,00%
Total	3 548 420,00	100,00%

DOSSIER N° EX078819 - FEDERATION FRANCAISE DE SQUASH (94) : construction du 1er club de squash à gestion fédérale

Dispositif : Equipements sportifs d'intérêt régional (n° 00000036)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200301- Équipements sportifs de niveau régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs d'intérêt régional	1 250 000,00 € TTC	8,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE SQUASH

Adresse administrative : 2 RUE DE PARIS
94100 SAINT MAUR DES FOSSES

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Julien MULLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Construction du 1er club de squash à gestion fédérale.

Dates prévisionnelles : 31 mars 2023 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La Fédération souhaite pouvoir disposer de l'équipement et transférer son siège fédéral dès la saison sportive 2025/2026. Un rétroplanning a été établi dans ce sens.

Description :

La stratégie fédérale de développement des équipements se base sur 2 paramètres de départ :

1- Une situation de forte carence en termes de courts de squash due à la pression immobilière et à la concurrence d'activité plus lucrative identifiée sur le territoire national (moins d'1 court pour 45.000 hab.) et plus particulièrement en IDF avec un déficit encore plus grand sur l'Est parisien (moins d'1 court pour 100,000 habitants).

2- Alliée à une volonté politique de faire de la maîtrise de l'équipement un enjeu central de développement de la Fédération, en gestion directe par le réseau fédéral (assos, codep, ligue ou fédé) pour lutter contre le secteur purement commercial et développer l'activité pour le plus grand nombre

Après l'identification de zones blanches carencées, le démarchage de plusieurs collectivités identifiées (Joinville, Evry, ...), une étude des modèles d'implantation et de financement possibles a été menée.

Il en résulte le projet de construction du 1er club de squash, qui sera implanté sur Joinville dans le cadre d'une opération immobilière portée par le Bailleur Logirep.

L'ensemble immobilier est composé de 6 étages et sera composé de :

- Une résidence étudiante de 166 logements, dont 70 logements sont destinés aux internes du Lycée Marcellin Berthelot et 96 logements à destination d'étudiants de l'INSEP ;
- Un centre d'hébergement d'urgence de 30 chambres, destiné aux femmes seules avec enfant en sortie de maternité;
- Un club de squash de 6 courts (975 m²) géré par la fédération;
- Un espace Bureaux/salle de réunion de 581 m² accueillant le siège de la fédération, celui de la Ligue, celui de l'IFSquash et des acteurs locaux du squash;
- Un parking en sous-sol de 80 places de stationnement en souterrain (dont 10 réservées au squash);

La Fédération a acquis auprès de Logirep un volume brut de béton de 975m² afin d'y aménager les terrains de squash. Elle en sera propriétaire.

En complément, la Fédération va souscrire un bail de location professionnelle afin d'installer au 1er étage de cet immeuble le siège de la fédération, celui de la ligue IDF, celui de l'IFSquash et des acteurs locaux du squash.

La gestion fédérale de ce futur club de squash permettra d'accueillir :

- SHN / PPF (entraînements, stages, ...)
- Jeunes (école de squash, stages, qpv, pratique libre)
- Adultes (loisirs, compétiteurs, pratique libre)
- Scolaires (primaire, secondaire, universitaire, péri et extra scolaire)
- Handicap (para-squash, IME,...)
- Squash santé (maisons sport santé, sport sur ordonnance)
- Entreprises (CE, corpo, séminaires)
- compétitions locales et régionales

Le club prévoit des animations (en lien avec les associations de quartier) pour les jeunes issus de ce QPV afin de les initier au squash et à ses valeurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : centre technique

Montant TTC des travaux : 2 441 007 €

Montant TTC des travaux éligibles : 1 250 000 € (sont exclues les dépenses relatives aux faris d'acquisition, aux frais de notaire et frais de démolition , dépose..)

Taux maximum ciblé dans le RI : 30 %

Taux d'intervention ramené à : 8 %

Montant de la subvention proposée : 100 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 8 % du montant TTC des travaux éligibles, soit 4.90 % du montant TTC du projet.

Localisation géographique :

- JOINVILLE-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat du volume brut de béton	1 100 007,00	45,06%
travaux d'aménagement intérieur (sols, murs, plafond, menuiseries, peintures, parquets, plomberie...)	909 000,00	37,24%
6 courts de squash autoportants	250 000,00	10,24%
Frais architecte	83 000,00	3,40%
Bureau de contrôle	45 000,00	1,84%
Frais notaire	54 000,00	2,21%
Total	2 441 007,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	100 000,00	4,90%
Subvention Etat - ANS (sollicitée)	300 000,00	14,70%
Subvention Département 94 (sollicitée)	100 000,00	4,90%
Subvention Commune Joinville (sollicitée)	100 000,00	4,90%
Participation Fédération Française de Squash	1 441 007,00	70,60%
Total	2 041 007,00	100,00%

DOSSIER N° EX078836 - COMITE DES HAUTS-DE-SEINE DE TENNIS - Rénovation du centre sportif à Rueil Malmaison

Dispositif : Equipements sportifs d'intérêt régional (n° 00000036)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200301- Équipements sportifs de niveau régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs d'intérêt régional	1 501 450,80 € TTC	19,98 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE 92 TENNIS

Adresse administrative : 4 RUE EDOUARD MANET
92500 RUEIL MALMAISON

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur OLIVIER DE VILLENEUVE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du centre sportif du comité des Hauts-de-Seine de tennis situé à Rueil Malmaison

Dates prévisionnelles : 1 mai 2023 - 17 novembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le planning des travaux doit permettre la finalisation du centre sportif du comité des Hauts-de-Seine de tennis au cours de l'exercice 2024.

Description :

Le Comité des Hauts-de-Seine de tennis propose la rénovation de son centre sportif situé à Rueil Malmaison. A cette occasion les travaux de cette rénovation vont porter sur les équipements suivants :

- 8 courts couverts en résine,
- 4 courts extérieurs en terre-battue,

- 1 bâtiment accueillant principalement :

- o les bureaux de la gouvernance du Comité,
- o les bureaux des personnels administratifs et sportifs ,
- o les espaces d'entraînement physique,
- o les vestiaires et sanitaires,
- o les 5 salles de formation aux métiers du tennis d'une superficie de 250 M2 (Diplômes d'Etat, Diplômes d'Etat supérieur, CQP école de tennis, etc.).

Ce centre sportif dont la construction initiale remonte à 1982 pour ce qui concerne la halle de 6 courts de tennis, avec en 2004 une nouvelle halle isolée, comprenant deux courts supplémentaires en résine, a été construite sur le site de Rueil Malmaison.

Grâce à cela, le nombre de courts couverts a été porté à 8, permettant dès lors l'organisation d'évènements sportifs d'ampleur départementale, régionale et nationale.

En 2023, la halle "historique" de 6 courts a atteint sa limite de vie car de nombreux problèmes sont apparus (fuites sur la toiture, problème d'isolation thermique) provoquant dès lors un grand inconfort pour la pratique du tennis.

Cela induit également des phénomènes de condensation au sol qui rendent impossible la pratique du tennis, l'organisation des formations ou encore les entraînements de l'élite.

Pour finir, l'éclairage par des tubes fluorescents pose de nombreux problèmes et représente une importante charge financière.

Forte de ce constat, l'équipe dirigeante du comité des Hauts-de-Seine a décidé de procéder à une rénovation en profondeur de son outil de travail pour lui permettre de continuer à jouer, dans les prochaines décennies, le rôle central que le centre sportif joue actuellement et qu'il doit pouvoir continuer à jouer afin de développer la pratique du tennis.

Le rayonnement d'un tel équipement, sa capacité à accueillir des évènements importants et enfin son accessibilité pourraient accorder à ce centre de Rueil Malmaison, une place clé dans le développement du tennis en Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Travaux pour la rénovation d'un centre sportif

Montant TTC des travaux : 1 501 450,80 €

Montant TTC des travaux éligibles : 1 501 450,80 €

Taux maximum ciblé dans le RI : 30 %

Taux d'intervention ramené à : 19,98 %

Montant de la subvention proposée : 300 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 19,98 % du montant TTC des travaux éligibles, soit 19,98 % du montant TTC du projet.

Localisation géographique :

- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 446 250,80	96,32%
Maitrise d'œuvre (Phase APS)	55 200,00	3,68%
Total	1 501 450,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	300 000,00	19,98%
Subvention Département	200 000,00	13,32%
Participation Ligue, Comité régional ou Fédération	180 000,00	11,99%
Fonds propres	821 450,80	54,71%
Total	1 501 450,80	100,00%

DOSSIER N° EX078979 - FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL (94) : création de 2 terrains de Hand à 4 et d'un terrain de Beach Hand couverts

Dispositif : Equipements sportifs d'intérêt régional (n° 00000036)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200301- Équipements sportifs de niveau régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs d'intérêt régional	2 000 000,00 € HT	20,00 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL

Adresse administrative : 1 RUE DANIEL COSTANTINI
94046 CRETEIL

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Philippe BANA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de 2 terrains de Hand à 4 et d'un terrain de Beach Hand couverts

Dates prévisionnelles : 20 octobre 2023 - 1 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La maison du Handball étant centre de Préparation pour les JOP Paris 2024. Un rétroplanning contraint a été établi pour que les travaux puissent être finisés en juin 2024 au plus tard.

Description :

La Maison du Handball, Maison des handballeurs constitue une excellente vitrine pour les différentes activités déployées par Fédération Française de Handball.

Elle accueille déjà les formations diverses internes ou externes, les regroupements des différentes équipes de France grâce à ses espaces d'hébergement et de restauration adaptés à tous public.

La FF Handball souhaite se doter, à la Maison du Handball, à Créteil, de 2 terrains de Hand à 4 et d'un terrain de Beach Handball, couverts, pour favoriser le développement et la promotion de ces 2 nouvelles pratiques.

Les 2 terrains de Hand à 4 :

- permettront de faciliter le travail de développement de la pratique du Hand à 4 en permettant l'organisation d'événements autour de cette discipline et d'accueillir aussi bien les équipes des clubs alentours que les écoles, associations locales, les centres de loisirs et les entreprises qui souhaiteraient découvrir cette activité dans d'excellentes conditions.

- pourront répondre aux exigences d'encadrement et de développement de l'activité physique et sportive soutenu par le gouvernement dans le cadre du dispositif 30 minutes d'activité physique quotidienne en école primaire et 2h d'APS hebdomadaires au collège, en complément de l'EPS.
- permettront d'élargir la capacité d'accueil du site et bénéficieront en priorité au développement de nouvelles pratiques (Hand à 4, Baby hand, Hand 1er pas, Handfit, Handensemble etc...) vers un public plus large.
- serviront au développement et à la promotion du parahand (Hand fauteuil, Hand sourds et Hand adapté). Une partie des travaux comprend l'agrandissement de la terrasse de la Maison du Handball pour permettre l'accessibilité au nouveau complexe aux athlètes handisport.

Cette infrastructure en répondant aux normes d'accueil des athlètes handi permettra également l'organisation de stages des équipes de France handfauteuil, hand sourd et des équipes régionales de parahand et hand adapté, en préparation des rencontres Nationales du Handensemble.

Le terrain de Beach :

Il s'agit de construire une structure de type halle sportive couvrant le terrain sportif avec une ouverture sur l'extérieur. Cette nouvelle installation permettra de faciliter le travail des équipes de France de Beach Handball, d'organiser des évènements autour de cette discipline, d'accueillir aussi bien les équipes des clubs de Beach Handball que les associations locales, les centres de loisirs et les entreprises qui souhaiteraient découvrir cette activité dans d'excellentes conditions.

Le terrain de Beach Handball couvert sera un moyen de promouvoir les sports de sable en général et pourra accueillir d'autres disciplines (beach volley, beach soccer etc ...).

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : centre technique

Montant HT des travaux : 2 608 404.83 €

Montant HT des travaux éligibles : 2 000 000 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais d'étude, de dépose, agrandissement terrasse..)

Taux maximum ciblé dans le RI : 30 %

Taux d'intervention ramené à : 20%

Montant de la subvention proposée : 400 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 20% du montant HT des travaux éligibles, soit 15.34% du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux 2 Terrains Hand à 4 et aggrandissement terrasse	1 037 259,23	39,77%
Travaux Bâtiment Beach Hand	858 513,08	32,91%
Etudes, diagnostics.. Terrains Hand à 4 et aggrandissement terrasse	221 316,26	8,48%
Etudes, diagnostics...Bâtiment Beach Hand	221 316,26	8,48%
Pose et fournitures de matériel sportif : revêtement sols terrains Hand à 4	120 000,00	4,60%
Pose et fournitures matériel sportif Beach handball : sable, géotextile, filet pare ballons , matériel sportif	150 000,00	5,75%
Total	2 608 404,83	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	400 000,00	15,34%
Fédération Française Handball	1 816 404,83	69,64%
ANS (soutien uniquement sur la partie Beach Hand)	392 000,00	15,03%
Total	2 608 404,83	100,00%

DOSSIER N° EX079175 - DEPARTEMENT DU VAL D'OISE (95) : réhabilitation thermique du complexe sportif Luc Abalo au sein du CDFAS (Centre Départemental Formation Animation Sportive)

Dispositif : Equipements sportifs d'intérêt régional (n° 00000036)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-204132-132003-300

Action : 13200301- Équipements sportifs de niveau régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs d'intérêt régional	6 333 333,33 € HT	30,00 %	1 900 000,00 €
Montant total de la subvention			1 900 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

Adresse administrative : 2 AV DU PARC
95032 CERGY

Statut Juridique : Département

Représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation thermique du complexe sportif Luc Abalo au sein du CDFAS (Centre Départemental Formation Animation Sportive)

Dates prévisionnelles : 6 février 2023 - 6 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le CDFAS a été retenu pour être le centre d'entraînement de la Team USA dans le cadre de la préparation des JO de Paris en 2024. Les travaux doivent être finalisés avant l'arrivée de cette délégation. Un rétroplanning a été établi en ce sens.

Description :

Depuis plusieurs années, le CREPS d'Ile-de-France installé à Châtenay-Malabry et le CDFAS implanté à Eaubonne ont opéré un rapprochement afin de développer l'activité sportive de haut-niveau sur le territoire régional de façon complémentaire, chacune des structures se positionnant sur des disciplines distinctes. Ainsi, le CDFAS est devenu un établissement sportif majeur d'accueil du sport de haut-niveau. C'est un centre d'excellence sportive qui a obtenu en novembre 2022 le Label "Grand INSEP". Ce label est le garant de l'offre proposée tant sur la qualité des équipements, sur les moyens d'accès à la performance par le Sportif de Haut-Niveau (SHN), que sur l'encadrement. Il est reconnu pour être un équipement sportif d'envergure auprès des différentes fédérations sportives françaises. 3 d'entre elles y ont installé leurs pôles sportifs espoirs (athlétisme, handball, basket-ball), utilisateurs entre autres du complexe Luc Abalo.

Edifié en 1996, le complexe sportif Luc Abalo comprend :

- 1 salle omnisports (475 places en gradins)
- 1 salle d'entraînement (volley-ball, basket-ball, badminton, baseball, tennis de table ...)
- 1 salle de gymnastique
- 1 salle de sports de combats
- 1 salle de musculation-fitness, cardio-training

Le bâtiment accueille également une salle de cours, une salle de réunion, des vestiaires et un local technique.

Les conditions de pratique au sein de cet équipement sont considérablement dégradées en été, la mauvaise performance thermique du bâtiment induisant des températures pouvant atteindre 40°C et limitant, dès lors, les possibilités d'exploitation du site.

Le projet vise à améliorer la performance thermique et le confort d'été du complexe sportif. Les opérations portent sur :

-L'isolation de l'enveloppe extérieure et la réfection de l'étanchéité couverture :

La toiture des deux halls est renforcée en isolation par l'extérieur et étanchée avec une membrane type cool roof blanche. Les verrières existantes sont déposées et complétées par un complexe de toiture bac + isolant +membrane.

La toiture terrasse du volume des bureaux, est isolée et protégée avec une étanchéité auto-protégée, et 70% de surface traitée en toiture végétalisée, avec un complexe de 30cm de terre accueillant du Sédum en plantation.

La toiture centrale à faible pente est elle aussi isolée et protégée avec une étanchéité auto-protégée en surface.

-Le remplacement des menuiseries existantes : elles sont toutes remplacées par des menuiseries performantes à rupture de pont thermique.

-La ventilation naturelle : un système de ventilation naturelle par balayage (amenée d'air en façade et extraction de l'air chaud en toiture) apporte un confort ressenti et optimal aux usagers, l'été.

-Le renfort de la charpente existante : le résultat du diagnostic pourra conclure à des nécessités ponctuelles d'intégration d'élément anti-déversement et à un renforcement par épaissement de la masse.

-Le remplacement du chauffage et du traitement d'air :

- pour réduire la consommation de chauffage : changement des corps de chauffe en conservant des radiants à gaz, performants et placés en nombre réduit.

-ventilation : la ventilation de l'air, qui se fait actuellement par extracteur en toiture et grilles en façades, est remplacée par une CTA double flux implantée au centre du bâtiment. Celle-ci va améliorer le confort (suppression des courants d'air froid) et améliorer le gain énergétique, par la récupération de la chaleur sur l'air extrait.

-changement du parquet existant situé dans la hall Nord du complexe.

- création d'un local Technique CTA.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : centre technique

Montant HT des travaux : 6 584 698.66 €

Montant HT des travaux éligibles : 6 333 333.33 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de dépose et démolition d'un montant de 251 365.33 € HT)

Taux maximum ciblé dans le RI : 30 %

Montant de la subvention proposée : 1 900 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 30 % du montant HT des travaux éligibles, soit 28.85 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	6 295 737,34	95,61%
Maitrise d'œuvre (Phase APS)	288 961,32	4,39%
Total	6 584 698,66	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	1 900 000,00	28,85%
ANS	1 500 000,00	22,78%
Département 95	3 184 698,66	48,37%
Total	6 584 698,66	100,00%

Annexe 6 - Fiche projets et conventions Hors Cadre

DOSSIER N° EX078714 - COMMUNAUTÉ AGGLOMÉRATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU (77) - Développement du Stade Equestre du Grand Parquet - Phase 4

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) (n° 00001071)

Imputation budgétaire : 903-325-2041512-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	2 442 000,00 € HT	12,29 %	300 000,00 €
Montant total de la subvention			300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE AGGLOMERATION
DU PAYS DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : 44 RUE DU CHATEAU
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur PASCAL GOUHOURY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développement du Stade Equestre du Grand Parquet - Phase 4

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2023 - 30 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet de la phase 4 comprend :

Zone CARRIERE TERRAIN D'HONNEUR : le caractère vallonné de cette carrière ne correspond plus aux demandes des organisateurs et aux besoins des cavaliers. Elle sera aplanie, un système de réseau sous terre et fibre sera créé, alimenté en eaux récupérées via un puisard, pour l'arrosage par capillarité du terrain (réduction consommation eau, utilisation eau non potable, bon taux d'humidité constant). Travaux de rénovation des lices, création d'une zone de contrôle "guêtres cheval", zone "kiss and cry" et guérite d'entrée de piste avec réseaux complets ; enfin des travaux de réfection des tribunes.

Zone VILLAGE EXPOSANTS HAUT : réfection et élargissement de cet espace pour permettre la logistique montage/installation des grosses structures éphémères des exposants lors des événements équestres ; travaux de gestion des eaux pluviales ; développement des bornes électriques, des réseaux wifi-eau-évacuations ; création circulations PMR ; révision/réfection des zones de circulation tout public en pied de tribunes de carrière; ajout de gradins ; éclairages normes sécurité ; création espaces et réseaux pour accueillir écrans géants de suivi des compétitions et scores, installation de 2 écrans.

Zone PADDOCK PRES DE LA CARRIERE Puits DU CORMIER : création d'un paddock supplémentaire en sable fibré avec arrosage par capillarité relié au puisard existant à proximité, installation pompe de relevage.

Zone ROND HAVRINCOURT : carrière dédiée au développement du jeune cheval.

Travaux pour mise aux normes format (40x20m/ association Selles français), création de lices occultantes, réfection du sol en sable fibré et arrosage par capillarité, création d'un balcon terrasse pour public.

Zone LES ECURIES : rénovation complète des 237 écuries fixes en bois, ajout d'attaches, pour le confort et sécurité des chevaux de concours nationaux et internationaux. Extension du réseau internet à cette zone pour les besoins des cavaliers.

Zone MENUISERIES EXTERIEURES DES BATIMENTS PRINCIPAUX (espaces administratif /restaurant/ conférences) : remplacement des portes extérieures, création contrôle ouverture compatible aux différents usages, reprise baies coulissantes du restaurant, organigramme complet sécurisation tout accès, réfection des sanitaires côté carrière du Petit Parquet.

Zone BATIMENT DE STOCKAGE ET ATELIER DES ENGINS : déplacement des cuves de consommables de l'ancien bâtiment de stockage vers un nouveau site proche de l'entrée (pour faciliter l'accès des approvisionnements) et éloigné des circulations publiques, vers nouveau bâtiment de stockage créé aux normes avec matériel sécurité incendie. L'ancien bâtiment de stockage sera réhabilité en atelier toutes normes avec toit végétalisé, il y accueillera les engins et outils d'entretien du site.

Zone ENTREE DU SITE : elle sera réaménagée pour sécuriser les sorties des gros engins.

Zone SANITAIRES PRES DES ECURIES, blocs hommes/femmes, seront complètement rénovées pour le confort et l'usage adapté des cavaliers.

Zone EXTENSION D'UNE LIGNE HAUTE TENSION afin de répondre aux normes et besoins des exposants et grands événements.

Zone SYSTEME DE GESTION DE L'ARROSAGE DES CARRIERES pour tous les sols équestres en sable fibré et en herbe du site.

Autre : acquisition d'un outil pour la gestion optimale et experte des réservoirs d'eau/pompes/arrosages par capillarité des carrières et paddocks équipés (Princes, Petit Parquet, Terrain d'Honneur, nouveau paddock, Rond d'Havrincourt), et installation de l'arrivée du réseau/puisard pour celles qui seront équipées ultérieurement (Spring Garden, O'deland, Puits Cormier).

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation/construction centre équestre

Montant HT des dépenses : 2 442 000 €

Taux d'intervention appliqué : 12,29 %

Montant de la subvention proposée : 300 000 €

Localisation géographique :

- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Préparation travaux	39 000,00	1,60%	Fonds propres de la Commune	488 400,00	20,00%
Travaux carrière Terrain d'honneur	1 094 500,00	44,82%	Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	300 000,00	12,29%
Travaux village exposants	716 000,00	29,32%	Subvention Etat (sollicitée)	453 600,00	18,57%
Travaux extension puit Cormier	233 600,00	9,57%	Subvention Département (sollicitée)	600 000,00	24,57%
Rond d'Havrincourt	204 000,00	8,35%	Fonds EPERON, Fonds privés	600 000,00	24,57%
Installations et équipements équidés	154 900,00	6,34%			
Total	2 442 000,00	100,00%	Total	2 442 000,00	100,00%

**CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION PAYS DE FONTAINEBLEAU**

Dossier d'aide n° EX078714

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2023-363 du 17 novembre 2023, ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et la Communauté d'Agglomération Pays de Fontainebleau, 44 rue du Château, 77 300 FONTAINEBLEAU, représentée par Monsieur Pascal GOUHOURY, le Président ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

La Région a décidé de porter une pratique sportive diversifiée et concertée en développant une politique visant à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous, allant des premiers pas jusqu'à l'excellence, du loisir à la compétition.

A cet effet, et pour répondre à la carence généralisée en équipements sportifs, la Région a décidé d'innover et de soutenir désormais le développement d'équipements sportifs structurants de proximité qui offriront à tous des lieux d'expression de la mixité des pratiques, compétitives ou de loisirs, pour le dépassement de soi ou pour le simple bien-être dans une démarche de sport-santé.

L'équipement sportif objet de la présente convention permettra de répondre aux nouvelles formes de pratiques émergentes, licenciées ou non. Dans cette logique, cet équipement bénéficie d'un financement régional.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit de **CA Pays de Fontainebleau**, en vue des **travaux de Développement du stade équestre du Grand Parquet – phase 4**, conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 - La réalisation du projet

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement,
- inscrire sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération,
- inscrire annuellement sur son budget de fonctionnement les dépenses relatives à l'entretien des équipements réalisés,
- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région (sauf dans le cas d'une dérogation accordée lors de la présentation du dossier en commission permanente),
- maintenir l'équipement dans sa destination pendant une durée de 10 ans à compter de sa réalisation
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

2.2 – OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr> selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.3 - Mise a disposition de l'équipement

Le bénéficiaire communiquera à la Région, avant ouverture de l'équipement, l'ensemble des créneaux réservés aux différentes catégories d'utilisateurs.

En outre, le bénéficiaire s'engage à refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

2.4 - Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces

ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

2.5 – Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de

propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La commune bénéficiaire s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation de panneaux « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation des panneaux dès le vote de la subvention régionale.

La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

2-6 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le projet de **Développement du stade équestre du Grand Parquet – phase 4** (voir article 1) porté par la **CA Pays de Fontainebleau (77)**.

Conformément à la délibération n° 2023-363 du 17 novembre 2023, la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de **300 000 €**, représentant **12,29%** du coût total des travaux plafonnés à **2 442 000 € HT**.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 - Calcul du montant de la subvention

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé, pour les collectivités territoriales, EPCI et syndicats mixtes, à partir des dépenses hors TVA et pour le mouvement sportif à partir des dépenses TTC.

4.2 - Révision du montant de la subvention

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux, par application du taux mentionné à l'article 3.

En cas de non-respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est

procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

4.3 – Règles de caducité

« Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et du règlement relatif aux méthodes comptables et d'amortissement. »

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

4.4 - Modalités de versement de la subvention

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région. Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.4.1 – Versement des avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.4.2 - Versement des acomptes

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versement. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention.

4.4.3 – Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche

d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Toute demande de solde est ferme et définitive. Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 5 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas de changement d'affectation des locaux financés par la Région Ile-de-France, le bénéficiaire restituera à la Région, au prorata du temps d'utilisation, les sommes perçues ;
- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
- en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant les conditions d'utilisation de l'équipement;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.3 de la présente convention.
- en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

7.1 - Date d'effet

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

7.2- Durée de la convention

La présente convention prend fin une fois expirée la durée de maintien de l'équipement dans sa destination mentionnée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 8 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 9 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.3 de la présente convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

A la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention respectent leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région, et ne donne lieu à aucune indemnité.

Fait à Saint-Ouen en deux exemplaires originaux,

Le 18 novembre 2023

**Pour la CA Pays de Fontainebleau
Le Président**

Pascal GOUHOURY

**Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France,
La Directrice des Sports, des Loisirs, et de la
Citoyenneté du Pôle des Politiques Sportives, de
Santé, de Solidarité et de Sécurité**

Marjorie LESCURE

**DOSSIER N° EX078843 - AMENAGEMENT D'UN EQUIPEMENT DANS LE CADRE DE
L'ORGANISATION DE LA STREET LEAGUE SKATEBOARD 2024**

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) (n° 00001071)

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200301- Équipements sportifs de niveau régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Équipements sportifs d'intérêt régional	300 000,00 € HT	100,00 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRAYMEDIA SKATE EXCELLENCE

Adresse administrative : 174 ALLEE DE RIOTTIER
69400 LIMAS

Statut Juridique : Société par actions simplifiées

Représentant : Monsieur Cédric FRAY

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement d'un équipement dans le cadre de l'organisation de la Street League Skateboard 2024

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2023 - 17 novembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Street League de Skateboard est un évènement international qui se déroulera sur une journée complète le 24 février 2024 à l'Adidas Arena de Paris, futur site Olympique des JOP Paris 2024, dont la capacité d'accueil est de 8000 spectateurs.

A cette occasion, l'aménagement d'un Skateboard s'avère indispensable afin de permettre à FrayMédia Skate Excellence et à la Fédération Française de Roller & Skateboard (FFRS) d'assurer un coup de projecteur médiatique de grande importance sur la discipline pour mieux rencontrer leurs publics 6 mois avant les Jeux Olympiques grâce à l'organisation d'une manifestation sportive d'ampleur.

En effet pendant cette opération, les 2 athlètes olympiques français, Aurélien Giraud et Vincent Milou, qui font partie intégrante du tour mondial Street League Skateboarding (SLS) rencontreront les 30 meilleurs athlètes de la planète.

Confrontés régulièrement à leurs adversaires lors des phases de qualification olympique, cet événement leur offrira la meilleure préparation possible avant les JOP de Paris, devant leur public. Régulièrement sélectionnés en finale de cette compétition, ces 2 athlètes ont de réelles chances de médailles.

Les phases de qualification et finales seront entre coupées de démonstrations de Para Skate et de Best Tricks. Un village animation sera également activé avec animations de la FFRS, de la Région Ile-de-France, et des partenaires pour le public.

Après ledit évènement sportif, le skateboard sera transporté et installé sur l'île de loisirs d'Etampes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception et construction du Skate-park	200 000,00	66,67%
Aménagement du Skate-park en Ile-de-France	100 000,00	33,33%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	300 000,00	100,00%
Total	300 000,00	100,00%

**CONVENTION ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET
ET LA SOCIÉTÉ
FRAYMEDIA SKATE EXCELLENCE
DOSSIER D'AIDE N° EX078843**

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2023-363 du 17/11/2023 :

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

La société FRAYMEDIA SKATE EXCELLENCE située au n° 174 allée Le Rottier à Limas (69400), représentée par son associé Monsieur **Cédric FRAY** :

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

La Région a décidé de porter une pratique sportive diversifiée et concertée en développant une politique visant à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous, allant des premiers pas jusqu'à l'excellence, du loisir à la compétition.

A cet effet, l'acquisition d'équipement sportif objet de la présente convention permet au mouvement sportif, organisateur d'événements sportifs de répondre aux besoins matériel et logistique spécifiques aux nouvelles formes de pratiques émergentes en Ile-de-France et de pouvoir le réutiliser comme équipement mobile pour d'autres manifestations sportives. Dans cette logique, cet équipement bénéficie d'un financement régional.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit de **FrayMédia Skate Excellence**, conformément au dossier d'Avant-Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement **des investissements nécessaires à l'organisation du Street League Skateboard prévu le 24 février 2024 à l'Adidas Aréna de Paris.**

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE/MAITRE D'OUVRAGE

2.1 - LA REALISATION DU PROJET

Agissant en qualité de Maître d'ouvrage, le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au dossier d'Avant-Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement. **L'équipement devra être conçu pour un usage intérieur et extérieur, au regard de sa destination future.**
- inscrire sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération,
- inscrire annuellement sur son budget de fonctionnement les dépenses relatives à l'entretien des équipements réalisés,
- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région (sauf dans le cas d'une dérogation accordée lors de la présentation du dossier en commission permanente),
- maintenir l'équipement dans sa destination pendant la durée de l'événement du **Street League Skateboard 2024**,
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

Après l'évènement, le bénéficiaire s'engage à assurer le transport du skate-park objet du soutien, du lieu de l'évènement jusqu'à l'île de loisirs régionale d'Etampes et à en assurer le montage à un emplacement défini conjointement par le bénéficiaire, la Région et le gestionnaire du site. L'équipement sera maintenu dans cette destination durant toute sa durée de vie, l'entretien et la maintenance relevant du gestionnaire de l'île de loisirs. Les frais éventuels de terrassement, nécessaires à la mise en place de l'équipement, ne sont pas imputables au bénéficiaire.

2.2 – OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr> selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.3 - MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT

En outre, le bénéficiaire opposera un refus à toutes les demandes qui visent à instaurer un traitement discriminatoire – fondé sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, les différences entre hommes et femmes – dans un lieu dévolu à l'accueil des usagers, et formera son personnel en conséquence.

2.4 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense et de la conformité des ouvrages (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation, etc.)

Il s'engage également à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat etc.) dans leur déroulement.

2.5 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

2.6 – OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Si le bénéficiaire est une personne morale de droit privé, il s'engage à respecter et à promouvoir la Charte régionale de la République et de la laïcité, dans la limite des lois et règlements en vigueur.

2.7 – OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir le projet de financer **les investissements nécessaires à l'organisation de la Street League Skateboard 2024**.

Conformément à la délibération n° CP 2023-363 du 17/11/2023, la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de **300 000 €**, représentant **100,00 %** du coût total HT des travaux plafonnés ou éligibles à **300 000 € HT**.

3.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé en fonction des dépenses transmises en HT ou en TTC par le bénéficiaire, dans son plan de financement.

3.2 - REVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux, par application du taux mentionné à l'article 3.

En cas de non-respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

3.3 - COMMUNICATION

La Région fournit au bénéficiaire des panneaux d'information et de communication sur sa participation.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Île-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur au moment du vote de la subvention.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire de la subvention peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.2 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versements. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention.

4.3 - VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production :

- d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné ;
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de

recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

4.4 – REGLES DE CADUCITE

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et du règlement relatif aux méthodes comptables et d'amortissement.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

ARTICLE 5 : DELAIS DE VALIDITE DE LA SUBVENTION

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 6 : RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas du non-respect du maintien du bien dans sa destination tel que prévu à l'article 2.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, calculée de la façon suivante :

$$\text{Subvention restituée} = \text{subvention versée} \times [(\text{durée initiale du maintien du bien dans sa destination} - \text{durée effective du maintien}) \div \text{durée initiale du maintien}].$$

- si l'opération subventionnée est réalisée à un coût moindre ou n'est pas réalisée dans sa totalité, le montant de la subvention sera réduit en conséquence. En cas de trop perçu, celui-ci fera l'objet d'un versement immédiat à due concurrence ;
- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;

- **en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant l'obligation relative au recrutement de stagiaires ou d'alternants ;**
- en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant les conditions d'utilisation de l'équipement ou de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Île-de-France.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

8.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

8.2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin une fois expirée la durée de maintien de l'équipement dans sa destination mentionnée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.4 de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le reversement total ou partie de la subvention est exigé :

- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire,
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 10 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 11 : RESILIATION

Si trois ans après la date de la délibération d'attribution de la subvention, aucune demande de paiement n'est adressée à la Région, la convention est résiliée de plein droit.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la Région si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

En outre, à la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en courrier recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention sont tenues de respecter leurs obligations contractuelles respectives.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au tribunal administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen en deux exemplaires originaux, le :

**Pour la société
FrayMédia Skate Excellence**

**Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France
La Directrice des Sports, des Loisirs et de la
Citoyenneté du Pôle des Politiques sportives,
de santé, de solidarité et de modernisation**

Cédric FRAY

Marjorie LESCURE

DOSSIER N° EX079338 - FEDERATION FRANCAISE DE VOLLEY : création de la maison du Volley-ball

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) (n° 00001071)

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200301- Équipements sportifs de niveau régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement)	3 800 000,00 € HT	18,42 %	700 000,00 €
	Montant total de la subvention		700 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE VOLLEY BALL
Adresse administrative : 17 RUE GEORGES CLEMENCEAU
94600 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric TANGUY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de la maison du Volley-ball

Dates prévisionnelles : 24 octobre 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le rendez-vous chez le notaire étant fixé le 24/10/2023 pour la signature de l'acte notarié d'achat, le rétroplanning a été établi en ce sens.

Description :

Le nombre de licenciés de la Fédération Française de Volley-ball (FFVB) a considérablement augmenté passant de 135 829 en 2019 à 200 102 aujourd'hui. De nombreux freins structurels (dont l'espace et l'aménagement du siège) empêchent à ce jour le progression et le développement de la discipline.

Actuellement le siège fédéral de la FFVB est à Choisy-le-Roi. La fédération en est propriétaire et va le vendre.

Le projet porte sur le déménagement du siège fédéral à Créteil par l'acquisition d'un bâtiment de 1580m2 avec

- des bureaux;
- des espaces de co-working;
- 1 espace d'accueil/convivialité ;

- 2 salles de réunion ;
- 1 local de stockage.

La fédération aura une mise à disposition par la ville de Créteil du gymnase « Nelson Paillou" situé à proximité du futur siège fédéra.

Objectifs pour la fédération :

- pouvoir organiser des sessions de formation au siège fédéral (dans les salles de réunion) et la formation de terrain au gymnase à proximité ;
- pouvoir recruter de nouveaux collaborateurs ;
- pouvoir avoir « une Maison du volley » identifiée ;
- réaliser les relations protocolaires à la « Maison du Volley »;
- professionnaliser la partie événementielle avec un point logistique (local de stockage).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : acquisition d'un bâtiment

Montant HT des travaux : 3 800 000 €

Taux d'intervention appliqué : 18.42%

Montant de la subvention proposée : 700 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 18.42 % du montant HT du projet.

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition du bâtiment	3 800 000,00	100,00%
Total	3 800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	700 000,00	18,42%
ANS (sollicitée)	500 000,00	13,16%
Subvention Département (sollicitée)	250 000,00	6,58%
FFVB	2 350 000,00	61,84%
Total	3 800 000,00	100,00%

**CONVENTION ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET
ET LA FEDERATION FRANCAISE DE VOLLEY-BALL
DOSSIER D'AIDE N° EX079338**

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, En vertu de la délibération N° CP 2023-363 du 17 novembre 2023 ci-après dénommée « la Région » **d'une part,**

Et

La Fédération Française de Volley-ball, 17 rue Georges Clémenceau 94 600 Choisy-le-Roi, représentée par son président, Monsieur Eric TANGUY, ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

La Région a décidé de porter une pratique sportive diversifiée et concertée en développant une politique visant à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous, allant des premiers pas jusqu'à l'excellence, du loisir à la compétition.

Ainsi, elle s'engage dans une dynamique de soutien au développement des équipements sportifs d'intérêt régional qui s'inscrit pleinement dans la politique sportive portée par les fédérations, et concerne les seules disciplines faisant déjà l'objet d'une convention pluriannuelle dans le cadre du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics » avec la Région.

Le bâtiment objet de la présente convention permet d'offrir au mouvement sportif francilien des infrastructures de haut niveau facilitant le regroupement des athlètes, la tenue des formations. Dans cette logique, cet équipement bénéficie d'un financement régional.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° **2023-363 du 17 novembre 2023**, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la **Fédération Française de Volley-ball** pour le **projet d'acquisition d'un bâtiment pour créer la Maison du Volley-ball à Créteil** (dossier EX079338).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **18.42 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **3 800 000 € HT**, soit un montant maximum de subvention de **700 000 €**.

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit de la **Fédération Française de Volley-ball** conformément au dossier déposé lors de la demande de financement.

Article 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

2.1 - LA REALISATION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet visé à l'article conformément au dossier déposé lors de la demande de financement,
- inscrire sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération,
- inscrire annuellement sur son budget de fonctionnement les dépenses relatives à l'entretien du bâtiment,
- ne pas avoir acquis le bien immobilier avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région (sauf dans le cas d'une dérogation accordée lors de la présentation du dossier en commission permanente),
- vérifier que les matériaux, produits et procédés de construction sont réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de l'achat,
- maintenir l'équipement dans sa destination pendant une durée de 25 ans à compter de sa réalisation.

2.2 – OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

2.3 – OBLIGATIONS RELATIVES E LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

2.4 - OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier **3** offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.5 - MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT

Le bénéficiaire opposera un refus à toutes les demandes qui visent à instaurer un traitement discriminatoire – fondé sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, les différences entre hommes et femmes – dans un lieu dévolu à l'accueil des usagers, et formera son personnel en conséquence.

2.6 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse

du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informers la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informers la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservers pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

2.7 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1 - CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

3.2 – MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

La demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour le bénéficiaire, le versement de la subvention est subordonné à la production des documents suivants :

- l'acte notarié d'achat signé concernant l'objet mentionné à l'article 1
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

3.3 - REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux, ou du barème unitaire, indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

3.4 - ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 23 octobre 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement de subvention ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 17 novembre 2023.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des

obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention).

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et, le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP2023-363 du 17 novembre 2023.

Fait à Saint-Ouen en deux exemplaires originaux, le : 18 novembre 2023

**Pour la Fédération
Française de Volley-ball**

**Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France,
La Directrice des Sports, des Loisirs, et de
la Citoyenneté du Pôle des Politiques
Sportives, de Santé, de Solidarité et de
Sécurité**

Eric TANGUY

Marjorie LESCURE

DOSSIER N° EX079441 - VERSAILLES (78) : rénovation des équipements du terrain d'honneur du Rugby Club de Versailles

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) (n° 00001071)

Imputation budgétaire : 903-325-2041412-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement)	2 000 000,00 € HT	10,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERSAILLES

Adresse administrative : 4 AVENUE DE PARIS
78011 VERSAILLES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur FRANCOIS DE MAZIERES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Rénovation des équipements du terrain d'honneur du Rugby Club de Versailles.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 15 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La ville de Versailles a décidé d'intégrer le terrain du Rugby Club de Versailles dans le cadre de son action du plan "Sports" visant la rénovation et le réaménagement global de plusieurs équipements sur son territoire.

Cette nouvelle phase de ce plan "Sports" correspond à :

- 1. La construction de nouveaux bâtiments, connexes au bâtiment existant et intégrant divers services dont l'accès s'effectuera par la voirie passant à l'arrière des tribunes existantes.
- 2. Le réaménagement des locaux existants dont les vestiaires
- 3. L'Agencement complet des divers locaux.

Détail du calcul de la subvention :

Réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires

Montant HT des dépenses : 5 318 232,53 €

Montant HT des dépenses éligibles : 2 000 000 € (sont exclues les dépenses liées aux tribunes).

Taux d'intervention proposé : 10%

Montant de la subvention proposée : 200 000 €

La participation régionale représente 10% des dépenses éligibles et 3,76% du coût global du projet.

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	3 933 120,00	73,96%
Etudes et maîtrise d'œuvre	852 994,13	16,04%
Autres dépenses (préciser)	532 118,40	10,01%
Total	5 318 232,53	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	1 718 232,53	32,31%
Subvention Région Ile-de-France (proposée)	200 000,00	3,76%
Subvention Département (sollicitée)	3 200 000,00	60,17%
Autres recettes (préciser)	200 000,00	3,76%
Total	5 318 232,53	100,00%

**CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA COMMUNE DE
VERSAILLES**

Dossier d'aide n° EX079441

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° CP 2023-363 du 17 novembre 2023, ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

Et la commune de Versailles, 4 AVENUE DE PARIS RP 1144 78011 VERSAILLES CEDEX, représentée par Monsieur François de Mazières, le maire ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

La Région a décidé de porter une pratique sportive diversifiée et concertée en développant une politique visant à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous, allant des premiers pas jusqu'à l'excellence, du loisir à la compétition.

A cet effet, et pour répondre à la carence généralisée en équipements sportifs, la Région a décidé d'innover et de soutenir désormais le développement d'équipements sportifs structurants de proximité qui offriront à tous des lieux d'expression de la mixité des pratiques, compétitives ou de loisirs, pour le dépassement de soi ou pour le simple bien-être dans une démarche de sport-santé.

L'équipement sportif objet de la présente convention permettra de répondre aux nouvelles formes de pratiques émergentes, licenciées ou non. Dans cette logique, cet équipement bénéficie d'un financement régional.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit de **la commune de Versailles**, en vue des travaux de **la rénovation des équipements du terrain d'honneur du Rugby Club de Versailles**, conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.7 - La réalisation du projet

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement,

- inscrire sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération,
- inscrire annuellement sur son budget de fonctionnement les dépenses relatives à l'entretien des équipements réalisés,
- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région (sauf dans le cas d'une dérogation accordée lors de la présentation du dossier en commission permanente),
- maintenir l'équipement dans sa destination pendant une durée de 10 ans à compter de sa réalisation
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

2.8 – OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr> selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.9 - Mise a disposition de l'équipement

Le bénéficiaire communiquera à la Région, avant ouverture de l'équipement, l'ensemble des créneaux réservés aux différentes catégories d'utilisateurs.

En outre, le bénéficiaire s'engage à refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

2.10 - Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

2.11 – Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la

subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La commune bénéficiaire s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation de panneaux « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation des panneaux dès le vote de la subvention régionale.

La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

2-6 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le projet de la **rénovation des équipements du terrain d'honneur du Rugby Club de Versailles** (voir article 1) porté par la **commune de Versailles** (78).

Conformément à la délibération n° 2023-363 du 17 novembre 2023, la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de **200 000 €**, représentant **10%** du coût total des travaux éligibles plafonnés à **2 000 000 € HT**.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

4.5 - Calcul du montant de la subvention

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé, pour les collectivités territoriales, EPCI et syndicats mixtes, à partir des dépenses hors TVA et pour le mouvement sportif à partir des dépenses TTC.

4.6 - Révision du montant de la subvention

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux, par application du taux mentionné à l'article 3.

En cas de non-respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

4.7 – Règles de caducité

« Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement

budgétaire et financier de la Région Île-de-France, approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et du règlement relatif aux méthodes comptables et d'amortissement. »

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

4.8 - Modalités de versement de la subvention

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région. Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.8.1 – Versement des avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.8.2 - Versement des acomptes

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versement. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention.

4.8.3 – Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Toute demande de solde est ferme et définitive

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 5 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas de changement d'affectation des locaux financés par la Région Ile-de-France, le bénéficiaire restituera à la Région, au prorata du temps d'utilisation, les sommes perçues ;
- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
- en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant les conditions d'utilisation de l'équipement;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.3 de la présente convention.
- en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

7.2 - Date d'effet

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

7.2- Durée de la convention

La présente convention prend fin une fois expirée la durée de maintien de l'équipement dans sa destination mentionnée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 8 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 9 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.3 de la présente convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

A la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention respectent leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région, et ne donne lieu à aucune indemnité.

Fait à Saint-Ouen en deux exemplaires originaux,

Le 18 novembre 2023

**Pour la commune de Versailles
Le Maire**

François de Mazières

**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France,
La Directrice des Sports, des Loisirs, et de la Citoyenneté
du Pôle des Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité
et de Sécurité**

Marjorie LESCURE

Annexe 7 - Fiches projets minibus

DOSSIER N° EX078956 - COMITE 77 BASKET BALL (77): aide à l'acquisition d'un minibus.

Dispositif : Aide à l'acquisition de minibus pour les structures sportives franciliennes (n° 00001310)

Délibération Cadre : CP2023-020 du 25/01/2023

Imputation budgétaire : 903-325-20421-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'acquisition de minibus pour les structures sportives franciliennes	52 798,60 € TTC	47,35 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE 77 BASKET BALL

Adresse administrative : 10 RUE DES ECOLES
77240 VERT ST DENIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur NICOLAS CHAMBINAUD, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à l'acquisition d'un minibus.

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais de livraison des véhicules neufs, le bénéficiaire a souhaité anticiper la commande.

Description :

Le Comité départemental de Seine et Marne de Basketball souhaite acquérir un minibus neuf de 9 places électrique. L'acquisition de ce véhicule va satisfaire les besoins de déplacement des clubs franciliens, notamment pour les compétitions et les stages

Le CD77 du Basket met en place une politique forte et ambitieuse autour de trois axes stratégiques : Performer, Moderniser et Animer. Il est pleinement engagé dans la mise en œuvre de cette politique en Seine-et-Marne. L'acquisition de minibus est donc une opportunité pour lui permettre d'assurer la continuité et le développement de ses actions en lien avec les clubs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat véhicule	50 798,60	96,21%
Coût flocage	2 000,00	3,79%
Total	52 798,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France proposée	25 000,00	47,35%
Fonds propres	27 798,60	52,65%
Total	52 798,60	100,00%

**DOSSIER N° EX078964 - CERCLE DES NAGEURS DE CHILLY MAZARIN (78) –
aide à l'acquisition d'un minibus -**

Dispositif : Aide à l'acquisition de minibus pour les structures sportives franciliennes (n° 00001310)

Délibération Cadre : CP2023-020 du 25/01/2023

Imputation budgétaire : 903-325-20421-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'acquisition de minibus pour les structures sportives franciliennes	47 675,00 € TTC	41,95 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CERCLE DES NAGEURS DE CHILLY MAZARIN

Adresse administrative : 108 RUE DE CHATEAUBRIAND
92290 CHATENAY MALABRY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur OLIVIER MICHAEL MULLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à l'acquisition d'un minibus.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 30 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais de livraison des véhicules neufs, le bénéficiaire a souhaité anticiper la commande.

Description :

Le Cercle des nageurs de Chilly Mazarin prévoit un fort développement, avec 300 membres supplémentaires liée à la reprise d'activités communales.

Le club souhaite acquérir un minibus neuf hybride de 7 places pour organiser quotidiennement les déplacements de ses nageurs sur les lieux de pratique mais également pour assurer le développement des activités associative du club (participation à des évènements, logistique interne, promotion des activités aquatiques...).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- CHILLY-MAZARIN

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat véhicule	45 675,00	95,80%
Coût flocage	2 000,00	4,20%
Total	47 675,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France proposée	20 000,00	41,95%
Fonds propres	27 675,00	58,05%
Total	47 675,00	100,00%

DOSSIER N° EX079026 - RUGBY-CLUB LIVRY-GARGAN (93) - aide à l'acquisition d'un minibus -

Dispositif : Aide à l'acquisition de minibus pour les structures sportives franciliennes (n° 00001310)

Délibération Cadre : CP2023-020 du 25/01/2023

Imputation budgétaire : 903-325-20421-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'acquisition de minibus pour les structures sportives franciliennes	17 500,00 € TTC	80,00 %	14 000,00 €
	Montant total de la subvention		14 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RUGBY-CLUB LIVRY-GARGAN
Adresse administrative : 43 AV DU MARECHAL LECLERC
93190 LIVRY GARGAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Ludovic SCHERTZINGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à l'acquisition d'un minibus.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais de livraison des véhicules d'occasion, le bénéficiaire a souhaité anticiper la commande.

Description :

Le Rugby club de Drancy souhaite acquérir un minibus d'occasion, de 9 places, essence.

Celui-ci sera utilisé quotidiennement :

- pour les déplacements des rugbymans du club vers les lieux de pratique,
 - pour les déplacements du club d'athlétisme de Livry Gargan avec lequel un partenariat a été mis en place,
 - pour organiser des systèmes de navettes pour l'accès des enfants des villes voisines au club de rugby,
- Ainsi que le week-end selon les calendriers de compétitions et de stages.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- LIVRY-GARGAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat véhicule	16 000,00	91,43%
Coût flocage	1 500,00	8,57%
Total	17 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France proposée	14 000,00	80,00%
Fonds propres	3 500,00	20,00%
Total	17 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX079029 - BOXER INSIDE CLUB (93) - Aide à l'acquisition d'un minibus -

Dispositif : Aide à l'acquisition de minibus pour les structures sportives franciliennes (n° 00001310)

Délibération Cadre : CP2023-020 du 25/01/2023

Imputation budgétaire : 903-325-20421-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'acquisition de minibus pour les structures sportives franciliennes	27 000,00 € TTC	55,56 %	15 000,00 €
Montant total de la subvention			15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOXER INSIDE CLUB
Adresse administrative : 42 BIS AVENUE TASSIGNY
93600 AULNAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARCEL DENIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à l'acquisition d'un minibus.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 30 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais de livraison des véhicules d'occasion, le bénéficiaire a souhaité anticiper la commande.

Description :

Le Boxer Inside Club souhaite acquérir un minibus d'occasion, neuf places, essence.

Ce véhicule est partagé par trois clubs de Boxer Inside Club à Paris, Aulnay sous-bois et Blanc Mesnil.

Encadrés par des entraîneurs expérimentés dont certains ont marqué les Jeux Olympiques et les compétitions internationales, les séances proposées, soigneusement structurées et adaptées à chaque niveau, sont des espaces de partage et de convivialité.

Les besoins identifiés pour l'acquisition du minibus sont les suivants :

- se déplacer en stages et en compétitions pour les compétiteurs,
- se déplacer dans les établissements scolaires pour le programme Change Maker,
- mettre en place des navettes pendant les vacances scolaires et retraités.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS
- AULNAY-SOUS-BOIS
- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat véhicule	26 000,00	96,30%
Coût flocage	1 000,00	3,70%
Total	27 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France proposée	15 000,00	55,56%
Fonds propres	12 000,00	44,44%
Total	27 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079208 - LIGUE ILE-DE-FRANCE DE ROLLER & SKATEBOARD –
aide à l'acquisition d'un minibus -**

Dispositif : Aide à l'acquisition de minibus pour les structures sportives franciliennes (n° 00001310)

Délibération Cadre : CP2023-020 du 25/01/2023

Imputation budgétaire : 903-325-20421-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'acquisition de minibus pour les structures sportives franciliennes	28 278,00 € TTC	70,73 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE IDF ROLLER & SKATEBOARD
ASSOCIATION LOI 1901
Adresse administrative : 1 RUE DES CARRIERES
94250 GENTILLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FABIEN SAULNIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à l'acquisition d'un minibus.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 30 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais de livraison des véhicules neufs, le bénéficiaire a souhaité anticiper la commande.

Description :

La Ligue Île-de-France de Roller & Skateboard souhaite acquérir un minibus neuf de 9 places, afin de développer et de promouvoir les différentes disciplines sportives qu'accompagne la Ligue IDF Roller & Skateboard tant sur la région, qu'au niveau national.

Il permettra notamment de :

- développer des actions d'animations sur le territoire régional et de répondre à un plus grand nombre de sollicitations des collectivités territoriales, associations ;
- d'apporter un soutien financier et logistique aux clubs franciliens, dans le cadre de leurs déplacements (détections, stages, plateaux techniques, compétitions régionales et/ou nationales).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat véhicule	26 278,00	92,93%
Coût flocage	2 000,00	7,07%
Total	28 278,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	20 000,00	70,73%
Fonds propres	8 278,00	29,27%
Total	28 278,00	100,00%

Annexe 8 - Fiches projets modificatives

DOSSIER N° EX072182 - LES ECURIES DE RONQUEROLLES (95) - Réfection de la toiture du bâtiment des boxes à chevaux

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)

Délibération Cadre : CR204-16 modifiée du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 903-325-20422-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	29 100,00 € HT	50,00 %	14 550,00 €
Montant total de la subvention			14 550,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ECURIES DE RONQUEROLLES

Adresse administrative : LES TUILERIES
95340 RONQUEROLLES

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame ANNE JUNG, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réfection de la toiture du bâtiment des boxes à chevaux

Dates prévisionnelles : 1 aout 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La structure a sollicité un démarrage anticipé des travaux en raison de l'état très avancé de dégradation de la toiture devenue dangereuse.

Description :

Le projet consiste en la réfection totale de la toiture d'un corps de bâtiment (200 m2 environ) accueillant des boxes à chevaux. Ce bâtiment n'est actuellement plus utilisable compte-tenu de l'état de dégradation de la toiture. La réalisation d'une nouvelle toiture permettra d'utiliser à nouveau les deux boxes existants et d'en construire quatre nouveaux, augmentant ainsi la capacité d'accueil de chevaux et permettant d'augmenter le nombre de pratiquants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : construction/réhabilitation centre équestre

Montant HT des dépenses : 38 000 €
Montant HT des dépenses éligibles : 29 100 € (sont exclus les frais liés à la dépose)
Taux d'intervention maximum RI : 50% jusqu'à 200 000 € HT de travaux
Taux d'intervention appliqué : 50%
Montant de la subvention proposée : 14 550 €

La participation régionale représente 50% des dépenses éligibles, soit 38,29% du coût global de l'opération.

Localisation géographique :

- RONQUEROLLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	36 800,00	96,84%
Dépenses équipements sportifs	1 200,00	3,16%
Total	38 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	14 550,00	38,29%
Fonds propres	23 450,00	61,71%
Total	38 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX069365 - VERSAILLES (78) : modernisation du stade de Versailles

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement) (n° 00001071)

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132003-300

Action : 13200305- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (investissement)	546 000,00 € HT	54,95 %	300 000,00 €
Montant total de la subvention			300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERSAILLES

Adresse administrative : 4 AVENUE DE PARIS
78011 VERSAILLES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur FRANCOIS DE MAZIERES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : modernisation du stade de Versailles

Dates prévisionnelles : 3 octobre 2022 - 15 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Dans le cadre du développement de l'offre d'accueil des stades, la Commune de Versailles a réalisé différents travaux ces dernières années : création d'un gazon synthétique pour la pratique du football, rénovation du terrain n° 1 pour la pratique du rugby, rénovation de l'éclairage, extension et mise aux normes du terrain d'honneur du rugby club de Versailles.

La mise en place d'un système d'éclairage du stade de football constituait une phase de ce projet global de modernisation. Compte tenu de l'avis défavorable de l'architecte des Bâtiments de France, la présente opération est réorientée vers le réaménagement des infrastructures existantes, à savoir le réaménagement du bâtiment associatif existant et la rénovation des tribunes existantes au niveau du terrain d'honneur.

Le bâtiment existant au droit du terrain d'honneur, d'une surface d'environ 140 m² comprend une salle de réunion de 93 m², un office de 20 m², des toilettes, un local rangement et une tribune de 224 places assises. Les surfaces disponibles sont d'une part vétustes et d'autres part insuffisantes pour répondre au niveau de pratique de jeu mais également au développement de la pratique de ce sport à Versailles.

Il sera dans le cadre de cette phase, procéder à la rénovation du bâtiment existant et sa transformation en une salle de musculation, ainsi qu'à la rénovation des tribunes. Une seconde phase du projet (non inclus dans la présente demande de subvention), consistera à construire de nouveaux bâtiments connexes au bâtiment existant en vue de la création entre autres de vestiaires joueurs et arbitres, d'un local infirmerie et de locaux administratifs.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement couvert

Montant HT des travaux : 546 000 €

Montant HT des travaux éligibles : 546 000 €

Taux d'intervention : 54,95 %

Montant de la subvention appliquée : 300 00 €

Le montant de la subvention appliquée représente 54,95 % du montant HT des travaux éligibles.

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	546 000,00	100,00%
Total	546 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	246 600,00	45,12%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	300 000,00	54,88%
Total	546 600,00	100,00%